

service de

Rapport annuel du délégataire 2021

(conforme aux articles L. 3131-5, R. 3131-2 et suivants du code de la commande publique)

Syndicat de l'Orge – SYORP
DSP - Assainissement

Sommaire

1	 Synthèse de l'année	5
1.1	L'essentiel de l'année	7
1.1.1	La gestion de la crise COVID	7
1.1.2	La gestion de crise	10
1.2	Les indicateurs de performance	12
1.2.1	Les indicateurs du décret du 2 mai 2007	13
1.2.2	Les indicateurs complémentaires pour les rapports soumis à CCSPL	14
1.2.3	Les indicateurs complémentaires proposés par la FP2E	14
1.3	Les évolutions réglementaires	15
1.4	Les perspectives	17
2	 Présentation du service	19
2.1	Le contrat	21
2.2	L'inventaire du patrimoine	22
2.2.1	Les biens de retour	22
3	 Qualité du service	29
3.1	Le bilan d'exploitation du système de collecte	30
3.1.1	La pluviométrie	30
3.1.2	L'exploitation des réseaux de collecte	32
3.1.3	L'exploitation des postes de relèvement	35
3.1.4	La conformité du système de collecte	40
3.2	Le bilan d'exploitation du système de traitement	42
3.2.1	Le fonctionnement hydraulique	42
3.2.2	L'exploitation des ouvrages de traitement	43
3.2.3	Les interventions sur les stations d'épuration	46
3.2.4	La conformité des rejets du système de traitement	58

4 | Comptes de la délégation 59

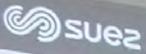
4.1	Le CARE	61
4.1.1	Le CARE	61
4.1.2	Le détail des produits	62
4.2	Les reversements	63
4.2.1	Les reversements à la collectivité	63
4.3	La situation des biens et des immobilisations	64
4.3.1	La situation sur les installations	64
4.3.2	La situation sur les canalisations	65
4.4	Les investissements contractuels	66
4.4.1	Le renouvellement	66

5 | Votre délégataire 69

5.1	Notre organisation	71
5.1.1	La Région	71

6 | Annexes 73

6.1	Les réseaux par commune	75
6.2	Bilan d'activités réseaux	78
6.2.1	Les inspections télévisées des réseaux	78
6.2.2	Le curage préventif des réseaux	79
6.2.3	Les opérations de désobstructions	82
6.2.4	Les enquêtes de conformité	84

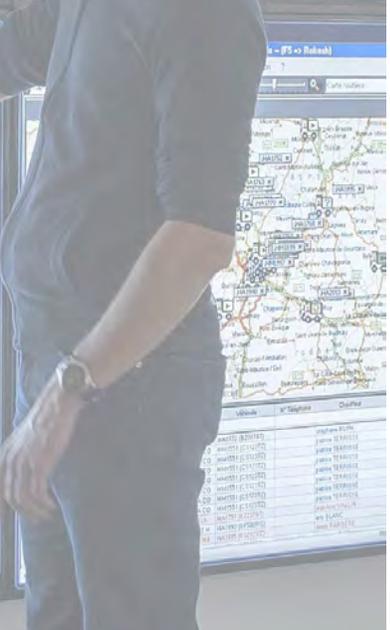
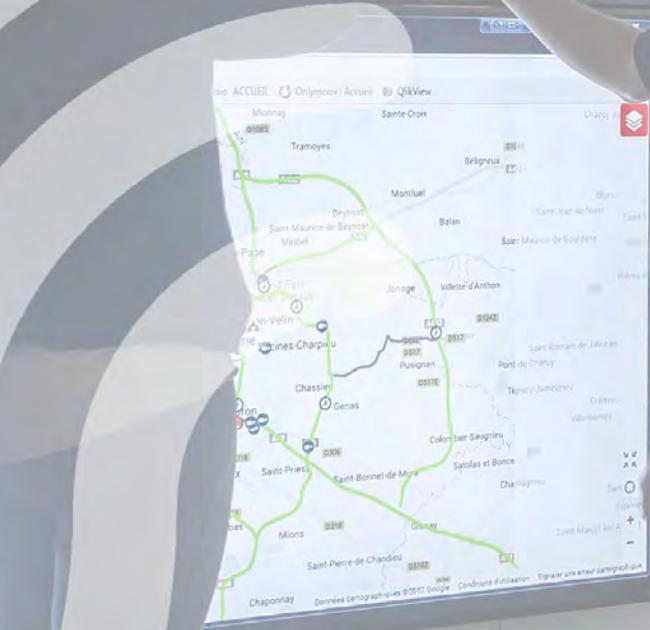
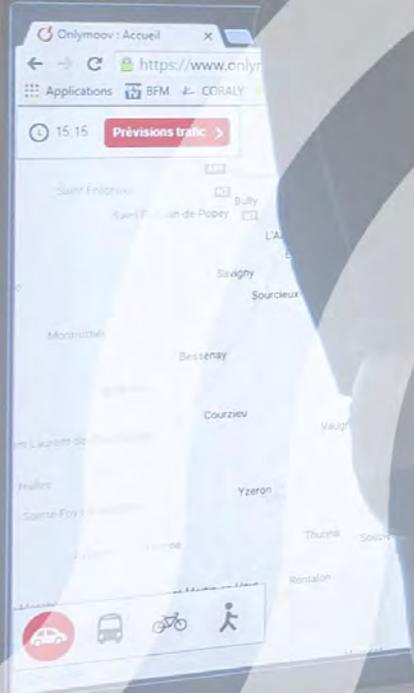


DASHBOARD SOCIÉTÉS PARC PLANNING SUIVI DES ACTIONS NOTIFICATIONS CARTE COMPTE

- FM1103 30m²
- SUEZ RV Pont de Isère 30m²
- M2894 30m²
- SUEZ RV Vaulen 30m²
- M3074 30m²
- SUEZ RV Vaulen 30m²
- Emballage Girard 30m²
- SUEZ RV Morim 30m²
- W2028 15m²
- SUEZ RV Pont de Isère 15m²
- 652-15-R-04 15m²



Synthèse de l'année



1.1 L'essentiel de l'année

1.1.1 La gestion de la crise COVID

Après une année 2020 inédite en France comme partout ailleurs dans le monde, sur le plan sanitaire, bien évidemment, mais aussi économique et social, SUEZ a continué en 2021 à accompagner tous ses clients dans la transition écologique et la résilience des territoires.

Dans le cadre de la lutte contre la propagation de la Covid-19 et des mesures annoncées par le gouvernement, le Groupe SUEZ a mis en place en France un **dispositif de mobilisation national** pour garantir, à la fois, la **continuité de ses activités de services** auprès de ses clients et des populations, et la protection de ses salariés. Fort de l'expérience des premières vagues de 2020, il n'a pas été nécessaire de recourir à nouveau à des plans de continuité d'activité.

Plus que jamais : protéger nos équipes et garantir la continuité de service

Comme de nombreuses entreprises essentielles à l'activité économique, SUEZ a continué à adapter ses méthodes de travail pour assurer la continuité de ses services. Pour ce faire, SUEZ a notamment mis en place un télétravail modulé selon les différentes périodes épidémiques. Pour accompagner cette organisation du travail, SUEZ a mis en place des moyens informatiques adaptés, un guide du télétravail à la disposition de ses collaborateurs en période de Covid-19 (conseils sur les gestes et posture à adopter, équilibre vie pro-perso, gestion guide sur le management à distance) et a renforcé ses formations sur les outils digitaux. Enfin, un guide des consignes de prévention Covid-19 établi en 2020 a été régulièrement mis à jour pour préciser les modalités d'application des règles sanitaires pour les métiers de l'ensemble des collaborateurs.

Une communication spécifique à la gestion de crise vers toutes les parties prenantes

Les clients particuliers ont été informés via le site www.toutsurmoneau.fr et des campagnes d'emailing pour les rassurer sur la qualité de l'eau du robinet et informer les clients les plus fragiles sur les aides financières mises en place.

Pilotage à distance des infrastructures et des services

Ces centres de pilotages intelligents qui récupèrent les données des capteurs placés sur les installations (réseau et usines) se sont révélés être des dispositifs clés pour traverser la crise sanitaire. Ils ont été un soutien pour nos collaborateurs de terrain et les garants de la continuité de service.

Une chaîne achats-logistique mobilisée

Les achats et la logistique Suez se sont mobilisés pour assurer la continuité des approvisionnements. Malgré les fermetures d'usines de fournisseurs et les perturbations du transport, la disponibilité des pièces et matières nécessaires aux interventions et au fonctionnement des installations a ainsi pu être assurée, ainsi que la distribution des équipements de protection sanitaire pour les collaborateurs.

Une digitalisation renforcée pour répondre aux demandes de nos clients consommateurs.

Les communications vers les clients ont été renforcées pour les inviter à se rendre prioritairement sur le site « Tout sur mon Eau » accessible 24h sur 24 et 7 jours sur 7 pour y réaliser chaque fois que possible leurs démarches et leurs recherches d'informations. De même les clients ont été incités à privilégier le contact par mail plutôt que par téléphone.

Les clients ont plébiscité le site Tout sur mon Eau et les transactions digitales comprenant les souscriptions et résiliations d'abonnement, les déposes de relevé, les paiements par carte bancaire, les souscriptions prélèvement et mensualisation, le passage en e-facture, les demandes de contacts par formulaire email...

Innover pour se préparer aux risques à venir :

Véritables outils de protection de la santé des citoyens, le projet OBEPINE et l'offre COVID-19 City Watch proposent aux collectivités locales de mieux évaluer la circulation du virus sur leur territoire, de mieux anticiper et d'adapter les mesures sanitaires à adopter à l'échelle des quartiers.

- **Le réseau OBEPINE**

Au cours de l'année 2021 SUEZ a collaboré avec le réseau Obépine en réalisant des échantillons d'eau usées en entrée de 55 stations d'épuration exploité par le Groupe, à raison de deux fois par semaine. Cela a contribué aux indicateurs produits par le réseau Obépine auprès du Ministère de la Santé.

- **L'offre Covid-19 City Watch**

Le programme de recherche réalisé par SUEZ en 2020 a permis le développement d'un protocole performant d'analyse de l'ARN du virus SARS-CoV-2 dans les eaux usées.

Suite à cela, l'offre Covid-19 City Watch, a été développée et commercialisée tout au long de l'année 2021.

Covid-19 City Watch permet la détection de l'apparition du virus sur un territoire et le suivi de sa circulation via l'analyse des eaux usées. Ce suivi peut être réalisé au niveau des stations d'épuration, de divers points du réseau d'assainissement et de divers établissements, comme notamment les groupes scolaires.

Les prélèvements sont réalisés par les agences SUEZ et les analyses sont faites en interne par Rivages Pro Tech. Le CIRSEE apporte son expertise en épidémiologie pour interpréter les résultats transmis par la suite aux collectivités et aux ARS.

En 2021, 13 contrats Covid-19 City Watch ont été signés, représentant le suivi de plus de 2 millions de personnes en France.

Développer nos compétences, accompagner tous les publics, sensibiliser et faire connaître nos métiers



Reprise des visites et parcours de découverte du Système de Traitement des Eaux Pluviales de l'aéroport d'Orly.



Animation d'une campagne de communication pour valoriser les métiers de SUEZ et de l'environnement auprès des jeunes.



CAP Compétence : déploiement de nouvelles formations réglementation assainissement pour les agents de SUEZ.



Renouvellement de nos partenariats école et innovation avec L'Agence Descartes Développement Innovation, L'Université Paris Est Créteil, la Faculté des Métiers de l'Essonne et l'ICAM de Lieusaint.



Participation et animation par les équipes SUEZ de la région IDF d'un nouvel Handi Eaux à Issoudun. Objectif : redécouverte de l'eau et de ses loisirs pour des enfants en situation de handicap.



Adhésion au FACE 94 (Fondation Agir Contre l'Exclusion) et parrainage d'une dizaine de jeunes par des collaborateurs de SUEZ.

1.1.2 La gestion de crise

Afin de limiter les conséquences d'évènements significatifs (ex. : tempêtes, coupures d'énergie, pollutions, cyber attaque...) de nature à mettre en péril la continuité de service, la santé des salariés ou l'environnement, nous sommes structurés pour pouvoir, à tout moment, mobiliser des moyens exceptionnels au niveau local et au niveau national :

- Stocks d'équipements,
- Stocks d'eau potable,
- Laboratoires d'analyses 24h/24 et 7 jours/7,
- Systèmes d'alerte permettant de prévenir très rapidement la population par téléphone, sur le site internet « Tout sur Mon Eau » et aussi avec les réseaux sociaux SUEZ France.

Le système de gestion de crise s'appuie sur :

- Un système d'astreinte régional et national pour détecter les événements non souhaités et informer les acteurs concernés
- Une organisation préétablie du management de la crise avec une cellule dédiée aux risques cyber,
- La connaissance du rôle des différents acteurs d'une crise,
- Un ensemble de documents ou de données techniques spécifiques,
- Une formation des acteurs principaux,
- La réalisation d'exercices de crise et de retours d'expérience (RETEX).

En outre, l'ensemble du personnel d'astreinte et d'intervention fait l'objet de formations ou de mises à niveau régulières, afin de maîtriser aussi rapidement que possible les situations d'urgence, ne relevant pas nécessairement de la crise majeure, qui peuvent se présenter. Enfin, les incidents ou accidents réels sont exploités en termes de retour d'expérience et de validation des consignes mises en place dans ce cas.

En 2021, un exercice de crise cyber a été organisé au sein de SUEZ avec la participation d'Eau France, afin de tester notre capacité à gérer ce type d'évènement.

Plusieurs cellules de crise ont été activées mobilisant plus de 70 personnes pour faire face à une simulation de cyber-attaque importante et complexe avec un impact sur les installations d'eau potable et d'assainissement.

Cet exercice de grande ampleur a permis de valider l'organisation en place et aussi d'identifier des points d'amélioration pour renforcer notre résilience.

Aléas climatiques, ruptures et casses de canalisations : la continuité de service à toute épreuve



Fuites en série sur canalisation défectueuse à Yerres, nos équipes en intervention jour et nuit.



Fuite d'eau marquante sur le réseau de transport à Créteil. Pas de manque d'eau grâce au maillage et interconnexion.



Sucy-en-Brie fuite 24 mai jour férié : importante et spectaculaire fuite sur le transport d'eau potable.



Morsang-sur-Orge, une fuite dominicale sur une canalisation de 400 mm de diamètre bloque la circulation.



Crue de l'Yerres, mobilisation rapide des équipes assainissement 91 et 94.



Orages estivaux fortes réactivités et mise à contribution des équipes avec des phénomènes records sur Évy et Paris Vallée de la Marne notamment.

1.2 Les indicateurs de performance

Les données et indicateurs relatifs aux caractéristiques et à la performance du service qui sont présentés ci-dessous et dont la production relève de la responsabilité du délégataire dans le cadre du présent contrat vous permettront de faire figurer dans votre rapport annuel sur le prix et la qualité du service (RPQS) les indicateurs descriptifs du service et les indicateurs de performance demandés par le **décret du 2 mai 2007**.

Certaines données et indicateurs sont présentés dans d'autres parties de ce rapport, et notamment :

- Les caractéristiques techniques du service :
 - La date d'échéance du contrat de Délégation de Service Public est répertoriée dans la partie "Présentation du service \ Le contrat"
 - L'estimation du nombre d'habitants desservis par un réseau de collecte des eaux usées, unitaire ou séparatif (1), le nombre d'abonnés, l'évaluation du nombre d'habitants desservis par le service public d'assainissement non collectif sont présentés dans la partie "La qualité du service \ Le bilan clientèle \ Les statistiques clients"
 - Les linéaires de réseau de collecte des eaux usées de type unitaire (1) et séparatif (1) sont détaillés dans la partie "La présentation du service \ L'inventaire du patrimoine \ Les réseaux"
 - Le nombre d'autorisations de déversements d'effluents d'établissements industriels au réseau de collecte des eaux usées (1) est répertorié dans la partie "La qualité du service \ Le bilan d'exploitation du système de collecte \ La conformité du système de collecte"
 - La quantité de boues issues des ouvrages d'épuration est présentée dans la partie "La qualité du service \ Le bilan d'exploitation du système de traitement \ L'exploitation des ouvrages de traitement"
- La tarification du service de l'assainissement et les recettes du service :
 - La facture détaillée et le prix TTC pour une consommation de référence de 120 m³ sont répertoriés dans la partie "La qualité du service \ Le bilan clientèle \ Le prix du service de l'assainissement"
 - Les recettes du service sont présentées dans la partie "Les comptes de la délégation et le patrimoine \ Le CARE"
- Les indicateurs de performance :
 - Le taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées (1) figure dans la partie "La qualité du service \ Le bilan clientèle \ Les statistiques clients"
 - L'indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées (1) est présenté dans la partie "La qualité du service \ L'inventaire du patrimoine \ Les biens de retour / L'analyse du patrimoine".
 - Le taux de débordement des effluents dans les locaux des usagers, le nombre de points du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage et l'indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées (1) sont présentés dans la partie "La qualité du service \ Le bilan d'exploitation du système de collecte \ La conformité du système de collecte"
 - Le taux de réclamation, l'existence d'un dispositif de mémorisation des réclamations écrites reçues ainsi que les taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente sont présentés dans la partie "La qualité du service \ Le bilan clientèle"
 - L'indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif et le taux de conformité des dispositifs

Focus sur le SISPEA

Le SISPEA, système d'information unique et visant au recueil, à la conservation et à la diffusion des données sur les services publics de distribution d'eau et d'assainissement, a été créé par la loi sur l'Eau et rendu obligatoire par la loi NOTRE.

Chaque collectivité doit y saisir et y publier les données et indicateurs normés des services dont elle a la charge, une fois le RPQS présenté à son assemblée délibérante.

Nous avons construit, en collaboration avec l'Office français de la biodiversité, entité gérant le SISPEA un échange automatisé de ces données permettant de les alimenter par celles que nous fournissons dans le présent RAD. Cela permet ainsi de vous affranchir en grande partie de cette saisie. Il nous apparaît également important d'être proactifs dans cette démarche de transparence. Ces données ne seront que « préalimentées », il vous appartiendra de les publier en les validant sur le portail dédié.

Sauf avis contraire de votre part et sous réserve de pouvoir faire correspondre notre référentiel Contrats avec le référentiel des services SISPEA (relation 1-1 exigée), nous procéderons à l'envoi automatisé des données en juillet.

associés sont répertoriés dans la partie "La qualité du service \ L'assainissement non collectif"

- Les actions de solidarité et de coopération, et notamment le nombre et le montant des abandons de créances ou des versements à un fond de solidarité sur l'eau, sont présentés dans la partie "La qualité du service \ Le bilan clientèle"

Pour chaque donnée et indicateur nous avons indiqué le degré de fiabilité (A pour "très fiable", B pour "fiable" et C pour "peu fiable") calculé selon la méthodologie préconisée dans la circulaire ministérielle n°12/DE du 28 avril 2008.

La définition et le mode de calcul de chaque donnée et indicateur de performance peuvent être consultés sur le site <http://www.services.eaufrance.fr/indicateurs>

Le détail du calcul de certains indicateurs est reporté en annexe.

1.2.1 Les indicateurs du décret du 2 mai 2007

Nous avons également indiqué ci-dessous des données et indicateurs dont la production relève de la responsabilité de la collectivité ou d'autres organismes publics, dans la mesure où ceux-ci ont pu être collectés à la date de réalisation du présent rapport. Ils sont signalés par un signet numéroté :

(1) : producteur de l'information = Collectivité

(2) : producteur de l'information = Police de l'Eau.

Indicateurs du décret du 2 mai 2007					
Thème	Indicateur	2020	2021	Unité	Degré de fiabilité
Caractéristique technique	D201.0 - Estimation du nombre d'habitants desservis par un réseau de collecte des eaux usées, unitaires ou séparatif (1)	Donnée Syndicat		Nombre	A
Caractéristique technique	VP.056 - Nombre d'abonnés			Nombre	A
Caractéristique technique	D202.0 - Nombre d'autorisations de déversement d'effluents d'établissements industriels au réseau de collecte des eaux usées (1)			Nombre	A
Caractéristique technique	VP.199 - Linéaire de réseaux de collecte des eaux usées de type unitaire (1)	5,28	5,28	km	A
Caractéristique technique	VP.200 - Linéaire de réseaux de collecte des eaux usées de type séparatif (1)	201,26	201,37	km	A
Caractéristique technique	D203.0 - Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration	887,31	907,23	TMS	A
Caractéristique technique	D301.0 - Evaluation du nombre d'habitants desservis par le service public de l'assainissement non collectif	Donnée Syndicat		Nombre	A
Indicateur de performance	P201.1 - Taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées (1)			%	A
Indicateur de performance	P202.2B - Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées	15	15	Valeur de 0 à 120	A
Indicateur de performance	P205.3 - Conformité de la performance des ouvrages d'épuration (2)	Données Police de l'Eau		Oui / Non	A
Indicateur de performance	P205.3 - Conformité de la performance des ouvrages d'épuration (2)			%	A
Indicateur de performance	P206.3 - Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes à la réglementation	100	100	%	A
Actions de solidarité et de coopération	P207.0 – Montant des abandons de créance ou des versements à un fond de solidarité	Donnée Syndicat		Nombre	A
Actions de solidarité et de coopération	Nombre de demandes d'abandons de créances reçues			Nombre	A

1.2.2 Les indicateurs complémentaires pour les rapports soumis à CCSPL

Les indicateurs mentionnés ci-dessous sont à produire uniquement dans le cas où le rapport annuel sur le prix et la qualité du service est soumis à l'examen de la CCSPL (communes de plus de 10 000 habitants, EPCI de plus de 50 000 habitants ou syndicats mixtes ayant au moins une commune de plus de 10 000 habitants).

Indicateurs du décret du 2 mai 2007 soumis à examen de la CCSPL					
Thème	Indicateur	2020	2021	Unité	Degré de fiabilité
Indicateur de performance	P251.1 - Taux de débordement des effluents dans les locaux des usagers	0,02	0	Nombre / 1000 habitants desservis	A
Indicateur de performance	P254.3 - Conformité des performances des équipements d'épuration au regard des prescriptions de l'acte individuel pris en application de la police de l'eau	100	100	%	A
Indicateur de performance	P255.3 - Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées (1)	110	110	Valeur de 0 à 120	A
Indicateur de performance	Existence d'un dispositif de mémorisation des réclamations écrites reçues	Oui	Oui	Oui / Non	A

1.2.3 Les indicateurs complémentaires proposés par la FP2E

Dans un souci de continuité, la Fédération Professionnelle des Entreprises de l'Eau (FP2E) a décidé de maintenir la publication de données et d'indicateurs qui n'ont pas été repris dans le décret du 2 mai 2007. Ces indicateurs qui étaient publiés depuis 2004 sont à produire uniquement dans le cas où le rapport annuel sur le prix et la qualité du service est soumis à l'examen de la CCSPL (communes de plus de 10 000 habitants, EPCI de plus de 50 000 habitants ou syndicats mixtes ayant au moins une commune de plus de 10 000 habitants).

Indicateurs de la FP2E				
Thème	Indicateur	2021	Unité	Degré de fiabilité
Dépollution	Indice de conformité réglementaire des rejets (arrêté préfectoral)	Etabli par la Police de l'Eau	Oui / Non	A
Satisfaction des usagers	Existence d'une mesure de satisfaction clientèle	Oui	Oui / Non	A
Accès à l'eau	Existence d'une CCSPL	Oui	Oui / Non	A
Indicateur FP2E	Existence d'une commission départementale Solidarité Eau	Oui	Oui / Non	A
Certification	Obtention de la certification ISO 9001 version 2015	Oui	Oui / Non	A
Certification	Obtention de la certification ISO 14001 version 2015	Non	Oui / Non	A
Indicateur FP2E	Liaison du service à un laboratoire accrédité	Oui	Oui / Non	A

1.3 Les évolutions réglementaires

ACTUALITE MARQUANTE EN COMMANDE PUBLIQUE

LOI n°2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets renforce les clauses environnementales dans les marchés publics. Tous les marchés publics devront intégrer d'ici 5 ans une clause écologique.

LOI n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République pose le principe selon lequel, lorsqu'un contrat de la commande publique a pour objet l'exécution d'un service public, son titulaire est tenu d'assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public.

Décret n° 2021-1111 du 23 août 2021 modifiant les dispositions du code de la commande publique relatives aux accords-cadres et aux marchés publics de défense ou de sécurité impose aux acheteurs d'indiquer dans les avis d'appel à la concurrence relatifs aux accords-cadres la quantité ou la valeur maximale des prestations qui pourront être commandées

Décret n° 2021-631 du 21 mai 2021 supprime l'exigence de présentation par les entreprises d'un extrait d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers dans leurs démarches administratives

Arrêtés du 30 mars 2021 portant approbation des cahiers des clauses administratives générales des marchés publics ont approuvé les six nouveaux cahiers des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics.

ACTUALITE MARQUANTE POUR LA GESTION DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT

Décret n° 2021-147 du 11/02/21 relatif au mélange de boues issues de l'assainissement des eaux usées urbaines et à la rubrique 2.1.4.0 de la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumises à la loi sur l'eau

Cette décret a pour but d'alléger les procédures administratives relatives au mélange de boues d'origines différentes en vue de leur valorisation agricole.

Décret n° 2021-1179 du 14 septembre 2021 relatif au compostage des boues d'épuration et digestats de boues d'épuration avec des structurants

Ce décret détermine les conditions dans lesquelles les boues d'épuration et les digestats de boues d'épuration peuvent être traités par compostage conjointement avec d'autres matières utilisées comme structurants et issues de matières végétales, dès lors que l'opération permet d'améliorer les caractéristiques agronomiques des boues et des digestats de boues. Le ratio de mélange « structurants-boues R » évoluera selon la chronologie suivante :

- A compter du 1er janvier 2022, $R \leq 100\%$;

- A compter du 1er janvier 2024, $R \leq 80\%$;

- Au plus tard le 1er janvier 2026, l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie remet au ministre chargé de l'environnement un rapport sur la disponibilité du gisement de déchets verts pour la valorisation organique des déchets alimentaires triés à la source et sur l'opportunité de modifier le seuil du ratio R au vu des besoins en matières fertilisantes utilisables en agriculture biologique.

Arrêté du 14 juin 2021 modifiant l'arrêté du 10 novembre 2009 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de méthanisation soumises à autorisation en application du titre Ier du livre V du code de l'environnement

Arrêté du 17 juin 2021 modifiant l'arrêté du 12 août 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de méthanisation relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique no 2781 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Ces deux arrêtés modifient des éléments structurants (distance avec les riverains, organes de sécurité, distance entre les équipements, limitation des émissions de méthane dans les gaz d'effluents des systèmes d'épuration du biogaz en biométhane,...) des installations de méthanisation classées en rubrique ICPE 2781-2

Arrêté du 13 décembre 2021 fixant les conditions d'achat du biométhane injecté dans les réseaux de gaz naturel

Cet arrêté concerne les collectivités ayant un projet de méthanisation neuve et d'injection et qui n'ont pas encore signé leur contrat de vente de biométhane.

Décret n°2021-321 du 25 mars 2021 relatif à la traçabilité des déchets, des terres excavées et des sédiments

Impose la dématérialisation des Bordereaux de Suivi de Déchets Dangereux (BSDD) à compter du 1er janvier 2022. Cette dématérialisation se fera au travers de l'outil Trackdéchets développé par le Ministère de la transition écologique. L'ensemble des parties concernées par des déchets dangereux (producteurs, transporteurs, centre de traitement) devront se connecter à cet outil à partir de cette date pour déclarer et suivre ces déchets tout au long de leur vie.



Dématérialisation des demandes d'urbanisme : la Loi ELAN (Evolution du Logement et Aménagement Numérique) fixe la dématérialisation des autorisations d'urbanisme à compter du 1^{er} janvier 2022 pour les communes de plus de 3500 habitants. A cet effet le Ministère de la transition écologique met en place une **PLAT**eforme de gestion des demandes d'**A**utorisation d'**U**rbanisme (**PLAT'AU**) à laquelle devront se connecter l'ensemble des acteurs concernés.

L'instruction N° DGS/EA4/2020/177 du 18 décembre 2020 – Pesticides et métabolites pertinents

« relative à la gestion des risques sanitaires en cas de présence de pesticides et métabolites de pesticides dans les eaux destinées à la consommation humaine » est essentiellement un guide technique de gestion à l'attention des ARS. En considération de la complexité du suivi analytique, de l'appréciation de la réglementation et des enjeux sanitaires, l'identification, la recherche et la mesure de pesticides ou de ses métabolites dits « pertinents » rendent ce guide indispensable. (détail en Annexe)

1.4 Les perspectives

RSDE 2 - Note technique du 24 mars 2022 - Campagne de mesures 2022-2023 :

La nouvelle note technique RSDE 2022 relative à la recherche de micropolluants dans les eaux brutes et dans les eaux usées traitées de stations de traitement des eaux usées et à leur réduction a été publiée le 24 mars dernier.

La liste des substances recherchées pour la campagne 2022 reste inchangée par rapport à celle de la précédente campagne (2018) et ceci avec les mêmes Limites de Quantification Inférieures (LQI).

Les STEU concernées sont les plus de 10 000 EH.

Les substances obligatoires à rechercher en entrée et sortie de STEU doivent être faites selon les mêmes modalités d'organisation qu'en 2018 (6 mesures entrée / sortie de STEU sur 1 an espacées d'au moins 1 mois, bilan moyen 24h).

En revanche, il y a une liste de substances facultatives dont l'analyse pourra être demandée par le préfet pour des raisons spécifiques (le milieu récepteur sensible, ou usages comme la baignade, la conchyliculture ou la prise d'eau pour l'eau potable en aval du rejet, ...).

La campagne doit démarrer avant la fin de 2022.

Un arrêté modificatif actant cette nouvelle campagne de mesures doit être pris par le préfet.

Ce document doit être transmis par le préfet avant le 30 septembre 2022. Il convient donc d'attendre la réception de cet arrêté avant de commencer cette campagne.

Sur la station d'Ollainville :

- **Poste de relèvement**

Les 2 dernières pompes du poste seront mises en service en 2022. Cela fiabilisera définitivement ce poste de relèvement.

- **Dégrilleurs A et B**

Les 2 dégrilleurs étant usés, ils vont être changés. Le renouvellement est plus rapide qu'une réparation qui aurait nécessité une dépose, un transport, une réparation en usine et une repose.

- **Pompes de perméat UF D et UF C**

2 des 4 pompes ont déjà été changés. Les 2 derniers le seront en 2022 ce qui assurera une fiabilisation de fonctionnement de l'ensemble de ces équipements.

- **Vannes de recirculation UF D et UF C**

Ces vannes sont devenues fuyardes. Leur remplacement est essentiel au bon fonctionnement des UF.

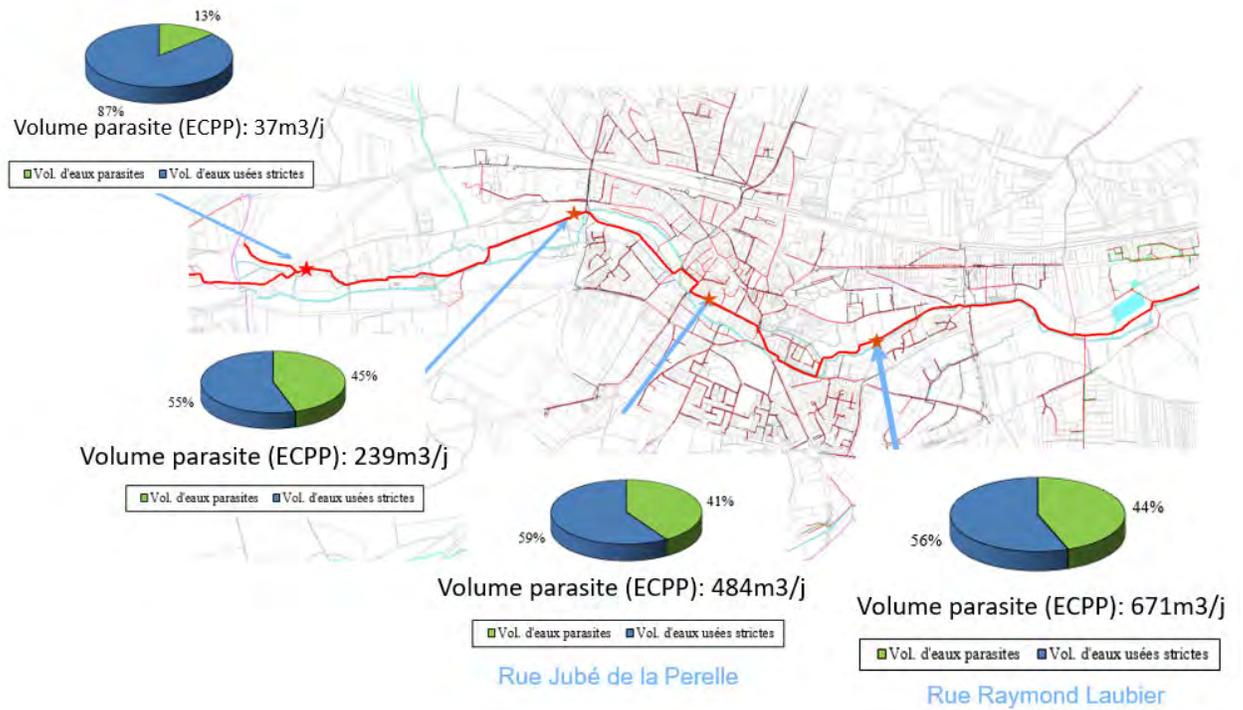
- **Pompe de transfert boue vers silo**

Le remplacement de cette pompe permettra une fiabilisation du transfert des boues vers le silo de stockage des boues.

Réseaux :

• **Eaux Claires Parasites :**

Afin de poursuivre l'identification des ECP sur la commune de Dourdan des ITV sur les sous-secteurs (ou utilisation de la sewer-ball) pourraient être programmées.



Les travaux correctifs suites aux anomalies relevées lors des visites annuelles se poursuivent.

Les champs sont gorgés d'eau et se vidaient lentement dans le réseau intercommunal au niveau d'un regard non étanche.





Présentation du service



2.1 Le contrat

Le tableau ci-dessous présente les dates de prise d'effet et d'échéance du contrat et des éventuels avenants qui ont été signés :

Le contrat et ses avenants			
Désignation	Date de prise d'effet	Date d'échéance	Objet
Contrat	01/01/2019	31/12/2025	Concession
Avenant n°01	23/07/2019	31/12/2025	Substitution autorité délégante et transfert du contrat à SUEZ

Il est prévu pour cette année 2022, la prise en charge directe par la Collectivité, conformément à sa politique d'harmonisation, des prestations d'exploitation des réseaux d'assainissement.

2.2 L'inventaire du patrimoine

2.2.1 Les biens de retour

- **LES RESEAUX PAR TYPE**

Le tableau suivant détaille le linéaire de canalisation par type (séparatif ou unitaire) exploité dans le cadre du présent contrat. Le linéaire de réseau présenté est celui exploité au 31 décembre de l'année d'exercice hors branchements :

Répartition du linéaire de canalisation par type (ml)			
Désignation	2020	2021	N/N-1 (%)
Linéaire de réseau séparatif Eaux Pluviales hors refoulement (ml)	391	391	0,0%
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées hors refoulement (ml)	193 721	193 836	0,1%
Linéaire de réseau unitaire hors refoulement (ml)	5 279	5 279	0,0%
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées en refoulement (ml)	7 535	7 535	0,0%
Linéaire total (ml)	206 926	207 040	0,1%

- **LES RESEAUX PAR MATERIAU ET NATURE**

Le tableau suivant détaille le linéaire de canalisation par gamme de diamètre et par type de matériau exploité dans le cadre du présent contrat. Le linéaire de réseau présenté est celui exploité au 31 décembre de l'année d'exercice hors branchements :

Répartition du linéaire de canalisation par nature et matériau (ml)										
Réseau	Écoulement	Acier	Amiante ciment	Béton	Ciment	Fonte - Grès	PVC, PE, PP	Autres	Inconnu	Total
Eaux pluviales	Gravitaire	-	-	-	-	-	5	-	386	391
Eaux usées	Autre	-	-	-	-	-	-	-	97	97
Eaux usées	Gravitaire	1 362	10 696	707	-	22 366	14 198	704	143 530	193 564
Eaux usées	Inconnu	-	-	-	-	-	-	-	174	174
Eaux usées	Refoulement	-	-	-	-	910	4 097	-	2 529	7 535
Unitaire	Gravitaire	-	-	-	-	-	-	80	5 199	5 279
Total		1 362	10 696	707	-	23 276	18 299	784	151 915	207 040

- **LES RESEAUX PAR DIAMETRE ET PAR TYPE**

Répartition du linéaire de canalisation par diamètre (ml)				
Diamètre	Eaux Usées	Eaux Pluviales	Unitaire	Total
20	9			9
75	433			433
80	684			684
90	338			338
100	276			276
110	35			35
125	1 754			1 754
150	4 560		67	4 626
160	207			207
180	63			63
200	149 608	14	2 183	151 805
250	8 898			8 898
300	10 274	96	898	11 268
350	2 282			2 282
400	4 524	151		4 675
450	3 530			3 530
500	5 144	42	387	5 572
800			530	530
T130x70			246	246
T130x80			41	41
Inconnu	8 752	88	928	9 769
Total	201 370	391	5 279	207 040

• **LES ACCESSOIRES DE RESEAU ET LES BRANCHEMENTS**

Le tableau suivant détaille les principaux accessoires de réseau disponibles au 31 décembre de l'année d'exercice dans le cadre du présent contrat :

Inventaire des principaux accessoires du réseau			
Désignation	2020	2021	N/N-1 (%)
Avaloirs	48	48	0,0%
Regards réseau	5 836	5 842	0,1%
Vannes	4	8	100,0%

• **LES POINTS DE MESURE OU PRELEVEMENT**

Les points de mesure ou prélèvements sont détaillés dans le tableau suivant.

Inventaire des points de mesure ou prélèvement	
Commune	Site
BREUX-JOUY	MREU 2188A Moulin (Syndicat de l'orge)
BREUX-JOUY	MREU 2204 Pont des Gains (Syndicat de l'orge)
DOURDAN	MREU 2001 Guénnée (Syndicat de l'orge)
DOURDAN	MREU 2431 Potelet (Syndicat de l'orge)
DOURDAN	MREU 448 Chariot (Syndicat de l'orge)
ROINVILLE	MREU 2037 Poissard (Syndicat de l'orge)
SAINT-CHÉRON	MREU 2110 Bord de l'Orge (Syndicat de l'orge)
SAINT-CHÉRON	MREU 2255 Cresson (Syndicat de l'orge)
SAINT-CHÉRON	MREU 2266 Vian (Syndicat de l'orge)
SAINT-SULPICE-DE-FAVIÈRES	MREU 2278 Segrez (Syndicat de l'orge)
SAINT-SULPICE-DE-FAVIÈRES	MREU I4 Lavallée (Syndicat de l'orge)
SAINT-YON	MREU 2204 Ferté (Syndicat de l'orge)
SERMAISE	MREU 2056 Moulin Porcher (Syndicat de l'orge)
SERMAISE	MREU 2082 Blot (Syndicat de l'orge)

- **LES POSTES DE RELEVEMENT**

Les postes de relèvement disponibles au cours de l'année d'exercice dans le cadre de l'exécution du présent contrat sont :

Inventaire des installations de relevage				
Commune	Site	Année de mise en service	Débit nominal	Unité
BREUILLET	PREU Boissieres	-	132	m³/h
BREUILLET	PREU Colombier	-	30	m³/h
DOURDAN	PREU Aires des gens du voyage	2008	20	m³/h
LE VAL-SAINT-GERMAIN	PREU Boulodrome	2015	10	m³/h
LE VAL-SAINT-GERMAIN	PREU Bouville	1997	60	m³/h
LE VAL-SAINT-GERMAIN	PREU Marais	1997	0	m³/h
LE VAL-SAINT-GERMAIN	PREU Voie de la Remarde	1986	24	m³/h
ROINVILLE	PREU CD116 Roinville	1976	8	m³/h
ROINVILLE	PREU Hameau de Marchais	2006	14	m³/h
ROINVILLE	PREU Malassis	2003	6	m³/h
ROINVILLE	PREU Mesnil le Grand	2003	7	m³/h
SAINT-CHÉRON	PREU Grands Bois Nord	2008	15	m³/h
SAINT-CHÉRON	PREU Route de Blancheface	2008	0	m³/h
SAINT-CYR-SOUS-DOURDAN	PREU Bandeville	1986	8	m³/h
SAINT-CYR-SOUS-DOURDAN	PREU Prairies	1997	20	m³/h
SAINT-CYR-SOUS-DOURDAN	PREU Rue du Pont Rué	1986	40	m³/h
SAINTE-MESME	PREU Chemin de Corpeau	-	15	m³/h
SAINTE-MESME	PREU Rue du moulin Corpeau	2008	55	m³/h
SAINT-MARTIN-DE-BRÉTHENCOURT	PREU Saint Martin	2008	20	m³/h
SAINT-AURICE-MONTCOURONNE	PREU Berchevilliers	-	50	m³/h
SAINT-AURICE-MONTCOURONNE	PREU Courson	-	14	m³/h
SAINT-AURICE-MONTCOURONNE	PREU de Belle Etoile	-	50	m³/h
SAINT-AURICE-MONTCOURONNE	PREU Folleville	2000	12	m³/h
SERMAISE	PREU Place de l'Eglise	2016	38	m³/h
SOUZY-LA-BRICHE	PREU Rue du Pré Cloud	-	25	m³/h
VILLECONIN	PREU Rue des Rieux	2008	35	m³/h
VILLECONIN	PREU Saudreville	2000	35	m³/h

• LES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT

Les installations de traitement des effluents et des boues disponibles au cours de l'année d'exercice dans le cadre de l'exécution du présent contrat sont les suivantes :

Inventaire des usines de traitement des eaux et des boues			
Commune	Site	Année de mise en service	Capacité de traitement (Eq. hab)
DOURDAN	Micro STEU de Rouillon (Syndicat de l'orge)	-	260
DOURDAN	Micro STEU du Hameau du Semont (Syndicat de l'orge)	-	30
LE VAL-SAINT-GERMAIN	Micro STEU du Hameau du Marais (Syndicat de l'orge)	1997	300
LE VAL-SAINT-GERMAIN	STEU du Val-Saint-Germain (Syndicat de l'orge)	2018	3 000
OLLAINVILLE	STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)	2009	66 700
ROINVILLE	Micro STEU du Hameau du plateau (Syndicat de l'orge)	-	80

- **L'ANALYSE DU PATRIMOINE**

Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées		
Partie	Descriptif	2021
Partie A : Plan des réseaux	VP.250 - Existence d'un plan de réseaux mentionnant la localisation des ouvrages annexes (relèvement, refoulement, déversoirs d'orage, ...) et les points d'autosurveillance du réseau (oui : 10 points / non : 0 point)	10
Partie A : Plan des réseaux	VP.251 - Mise à jour annuelle du plan des réseaux à partir d'une procédure formalisée (oui : 5 points / non : 0 point)	5
Sous-total - Partie A	Plan des réseaux (15 points)	15
Partie B : Inventaire des réseaux	VP.252 et VP.254 avec VP.252 - Existence d'un inventaire des réseaux avec mention, pour tous les tronçons représentés sur le plan, du linéaire, de la catégorie de l'ouvrage et de la précision des informations cartographiques et VP.254 - Mise à jour annuelle de l'inventaire des réseaux à partir d'une procédure formalisée pour les informations suivantes relatives aux tronçons de réseaux : linéaire, catégorie d'ouvrage, précision cartographique, matériaux et diamètres (0 ou 10 pts en fonction de VP.252, VP.253 et VP.254)	0
Partie B : Inventaire des réseaux	VP.253 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres (0 à 5 points)	0
Partie B : Inventaire des réseaux	VP.255 - Connaissance de 50% de la date ou période de pose des tronçons identifiés (0 à 15 points)	0
Sous-total - Partie B	Inventaire des réseaux (30 points qui ne sont décomptés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A)	0
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.256 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel le plan des réseaux mentionne l'altimétrie (0 à 15 points)	0
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.257 - Localisation et description des ouvrages annexes (relèvement, refoulement, déversoirs d'orage,...) (10 points)	0
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.258 - Inventaire mis à jour annuellement des équipements électromécaniques sur les ouvrages de collecte et de transport des eaux usées (10 points)	0
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.259 - Nombre de branchements de chaque tronçon dans le plan ou l'inventaire des réseaux (10 points)	0
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.260 - Localisation des interventions et travaux réalisés (curage curatif, désobstruction, réhabilitation, renouvellement,...) pour chaque tronçon de réseau (10 points)	0
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.261 - Existence et mise en œuvre d'un programme pluriannuel d'inspection et d'auscultation du réseau assorti d'un document de suivi contenant les dates des inspections et les réparations ou travaux qui en résultent (10 points)	0
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.262 - Existence et mise en œuvre d'un plan pluriannuel de renouvellement (programme détaillé assorti d'un estimatif portant sur au moins 3 ans) (10 points)	0
Sous-total - Partie C	Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (75 qui ne sont décomptés que si 40 points au moins ont été obtenus en partie A et B)	0
TOTAL (indicateur P202.2B)	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées	15



| Qualité du service

3.1 Le bilan d'exploitation du système de collecte

3.1.1 La pluviométrie

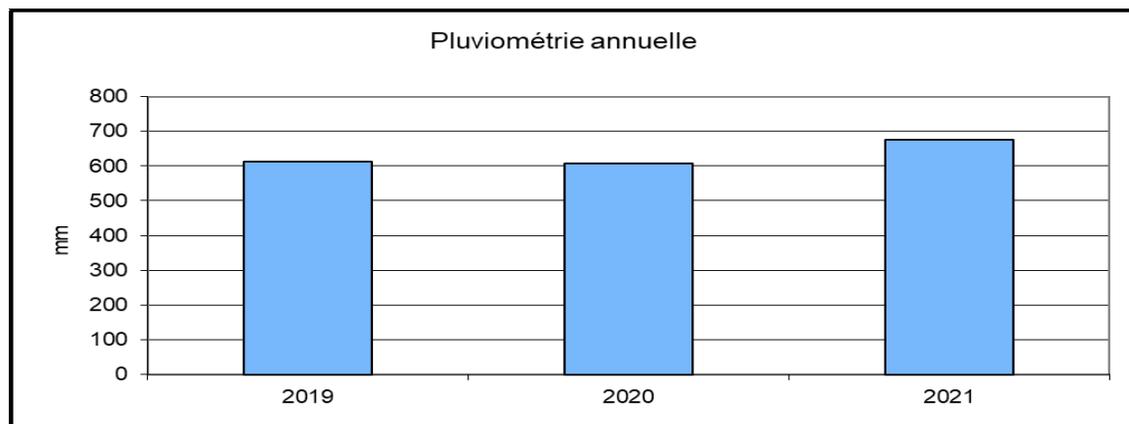
Les tableaux suivants détaillent l'évolution de la pluviométrie observée en précipitations annuelles et mensuelles. La pluviométrie a un impact important sur les volumes collectés et épurés et peut expliquer certains faits d'exploitation tels que les déversements.

- **LA PLUVIOMETRIE ANNUELLE**

La pluviométrie totale de l'année 2021 (677 mm) est plus élevée que celle de 2020 (+11%) et que celle observée en moyenne sur la région à travers le pluviomètre d'Orly, de 8% (627 mm pour la référence 1994-2021). Cette pluviométrie 2021 est également plus élevée que la moyenne des 10 dernières années à Dourdan (+2%).

Pluviométrie annuelle			
	2019	2020	2021
Pluviométrie (mm)	612	607	677

Source Météo France : Pluviomètre de Dourdan

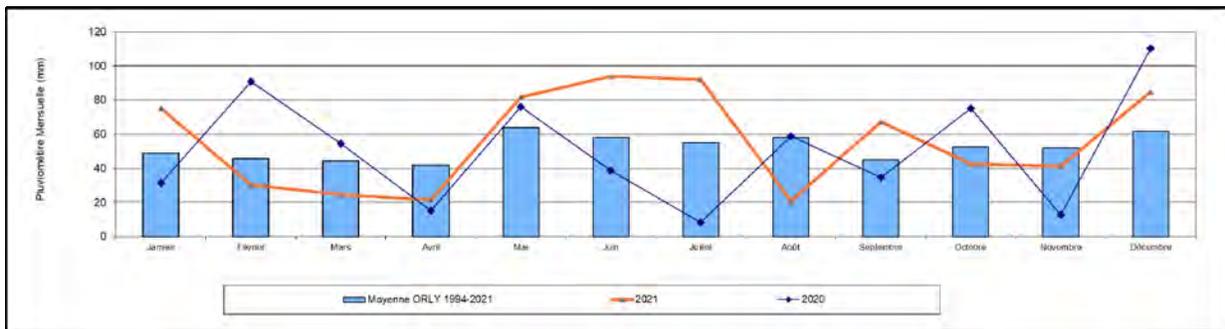


• **LA PLUVIOMETRIE MENSUELLE**

La pluviométrie pour l'année 2021 présente des variations par rapport aux moyennes observées à Orly. Des cumuls importants ont été enregistrés en janvier, juin, juillet et décembre alors que des déficits hydriques ont été observés, notamment de février à avril et en août.

Pluviométrie mensuelle													
	Janv	Fev	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil	Aout	Sept	Oct	Nov	Dec	Total
2019 (mm)	22	25	55	27	89	42	8	68	26	74	90	86	612
2020 (mm)	32	91	54	15	76	39	8	59	35	75	13	110	607
2021 (mm)	75	30	25	21	82	94	92	21	67	42	41	85	677
Moyenne ORLY 1994-2021	49	46	44	42	64	58	55	58	45	53	52	62	627

Source Météo France : Pluviomètres de Dourdan (et historique d'Orly).



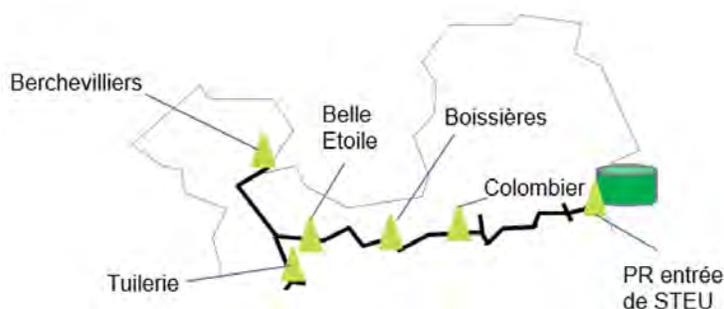
Des cumuls de précipitations supérieurs à 10 mm dans la journée ont été enregistrés à Dourdan à 17 reprises cette année. On notera notamment les journées du 4 juin (21.4 mm), du 17 au 19 juin (49.9 mm) et du 12 au 13 juillet (34.2 mm).

3.1.2 L'exploitation des réseaux de collecte

- **LA SURVEILLANCE DU RESEAU**

Inspections réseau			
	2020	2021	N/N-1 (%)
Linéaire de réseau inspecté en inspection télévisée (ml)	579	2 679	362,7%

Une campagne d'ITV sur le réseau de transport en amont du poste de Berchevilliers a été lancée. Toutes les études et observations de terrains concluent à une très forte proportion d'arrivées d'eaux claires dans ce poste.



Avec des risques de débordements connus, rue de Malassis à Breuillet sur le PR Berchevilliers. En complément, sur ce bassin de collecte, il pourrait être opportun en accord avec les différentes communes de programmer des campagnes de tests à la fumée.

- **LE CURAGE**

Le tableau suivant détaille les opérations de curage réalisées sur les canalisations et certains ouvrages réseau (avaloirs, dessableurs).

Curage préventif Réseau			
	2020	2021	N/N-1 (%)
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées curé (ml)	11 990,65	10 979,59	- 8,4%
Linéaire de réseau unitaire curé (ml)	0	327,02	0,0%
Linéaire total de réseau curé en préventif (ml)	11 990,65	11 306,61	- 5,7%

Le contrat prévoit annuellement un curage préventif de 5% du réseau soit environ 10 km/an.

- **LES DESOBSTRUCTIONS**

Les opérations de désobstructions sont des opérations réalisées sur le réseau, les branchements et les avaloirs pour rétablir le bon écoulement des eaux usées. Les tableaux suivants détaillent ces opérations.

Désobstructions		
	2020	2021
Désobstructions sur réseaux	23	25
Désobstructions sur branchements	14	19
Désobstructions sur avaloirs	0	1
Taux d'obstructions sur réseau (nb d'obstruction réseau et ouvrage/km de réseau)	0,12	0,12
Taux d'obstructions sur branchements (nb d'obstructions/nb clients Asst)	0,14	0,16

- **LES ENQUETES DE CONFORMITE BRANCHEMENTS**

Les enquêtes de contrôle des branchements sont réalisées afin de vérifier le raccordement des habitations aux réseaux d'assainissement. On distingue les enquêtes de conformité pour vente et celles hors vente (dans le cadre contractuel). Les tableaux suivants présentent le nombre d'enquêtes réalisées.

Enquêtes de Conformité Branchements			
	2020	2021	N/N-1 (%)
Nombre d'enquêtes de conformité total réalisées	80	41	- 48,8%
- dont nombre d'enquêtes de conformité DAT/ Ventes	73	40	- 45,2%
- dont nombre d'enquêtes de conformité contractuelles	7	1	- 85,7%
Nombre d'enquêtes total non conformes	15	3	- 80,0%
Taux de conformité (%)	81	93	14,8%
Nombre de contre-visite	5	1	- 80,0%
Taux de mise en conformité suite à des contres-visites (%)	40	100	150,0%

- **LES INTERVENTIONS EN ASTREINTE**

Parmi les nombreuses interventions réalisées au cours de l'exercice sur le réseau de collecte ou sur les installations, certaines sont effectuées en dehors des heures ouvrées habituelles. Les tableaux ci-après détaillent les interventions réalisées en astreinte :

Les interventions en astreinte sur le réseau			
Désignation	2020	2021	Variation N/N-1
Les interventions sur le réseau	24	16	-33,3%

- **LES REPARATIONS**

Les réparations effectuées sur les canalisations, branchements et ouvrages sont détaillées dans le tableau suivant.

Les réparations (canalisation, branchements, ouvrages)	
Groupe	2021
Nombre de branchements réparés	2
Nombre de canalisations réparées	2
Nombre d'ouvrages réparés	35

Lors de la visite annuelle, des anomalies sont relevées et font l'objet de travaux de réhabilitation avec de nombreux tampons, cadres ou fonds d'ouvrage à reprendre.



*Etanchéité boîte de branchement
Saint-Maurice-Montcouronne*



*Scellement boîte de branchement
Saint-Chéron*



Renouvellement tampon Fonte 2 Rue Saint Germain à Dourdan

3.1.3 L'exploitation des postes de relèvement

- **LE FONCTIONNEMENT DES POSTES DE RELEVEMENT**

Le tableau suivant détaille les caractéristiques de fonctionnement de chaque poste de relèvement (m³ pompés, temps de fonctionnement, ...).

Fonctionnement des postes de relèvement			
Commune	Libellé du poste	Heures de fonctionnement	m ³ pompés
BREUILLET	PREU Boissieres	11 328	175 335
BREUILLET	PREU Colombier	4 839	179 631
DOURDAN	PREU Aires des gens du voyage	21	420
LE VAL-SAINT-GERMAIN	PREU Boulodrome	24	194
LE VAL-SAINT-GERMAIN	PREU Bouville	4 951	148 530
LE VAL-SAINT-GERMAIN	PREU Marais	783	14 094
LE VAL-SAINT-GERMAIN	PREU Voie de la Remarde	38	921
ROINVILLE	PREU CD116 Roinville	996	7 969
ROINVILLE	PREU Hameau de Marchais	137	1 370
ROINVILLE	PREU Malassis	61	365
ROINVILLE	PREU Mesnil le Grand	48	336
SAINT-CHÉRON	PREU Grands Bois Nord	118	1 766
SAINT-CHÉRON	PREU Route de Blancheface	64	320
SAINT-CYR-SOUS-DOURDAN	PREU Bandeville	258	3 695
SAINT-CYR-SOUS-DOURDAN	PREU Prairies	32	1 877
SAINT-CYR-SOUS-DOURDAN	PREU Rue du Pont Rué	617	24 680
SAINTE-MESME	PREU Chemin de Corpeau	891	49 001
SAINTE-MESME	PREU Rue du moulin Corpeau	65	3 584
SAINT-MARTIN-DE-BRÉTHENCOURT	PREU Saint Martin	1 039	20 780
gSAINT-MAURICE-MONTCOURONNE	PREU Berchevilliers	3 436	86 759
SAINT-MAURICE-MONTCOURONNE	PREU Courson	1 114	15 596
SAINT-MAURICE-MONTCOURONNE	PREU de Belle Etoile	8 156	163 112
SERMAISE	PREU Place de l'Eglise	50	941
SOUZY-LA-BRICHE	PREU Rue du Pré Cloud	137	3 502
VILLECONIN	PREU Rue des Rieux	3 212	89 936
Total		42 415	994 714

- **LA CONSOMMATION ELECTRIQUE**

Les consommations électriques des postes de relèvement exploités dans le cadre du contrat sont :

La consommation électrique facturée des postes de relèvement (kWh)				
Commune	Site	2020	2021	N/N-1 (%)
BREUILLET	PREU Boissieres	19 842	22 413	13,0%
BREUILLET	PREU Colombier	79 384	74 939	- 5,6%
DOURDAN	PREU Aires des gens du voyage	356	251	- 29,5%
LE VAL-SAINT-GERMAIN	PREU Boulodrome	- 148	219	- 248,0%
LE VAL-SAINT-GERMAIN	PREU Bouville	19 733	12 758	- 35,3%
LE VAL-SAINT-GERMAIN	PREU Marais	8 750	862	- 90,1%
LE VAL-SAINT-GERMAIN	PREU Voie de la Remarde	2 666	238	- 91,1%
ROINVILLE	PREU CD116 Roinville	2 033	2 052	0,9%
ROINVILLE	PREU Hameau de Marchais	- 1 415	439	- 131,0%
ROINVILLE	PREU Malassis	123	180	46,3%
ROINVILLE	PREU Mesnil le Grand	- 301	229	- 176,1%
SAINT-CHÉRON	PREU Grands Bois Nord	625	535	- 14,4%
SAINT-CHÉRON	PREU Route de Blancheface	- 308	201	- 165,3%
SAINT-CYR-SOUS-DOURDAN	PREU Bandeville	1 051	780	- 25,8%
SAINT-CYR-SOUS-DOURDAN	PREU Prairies	- 3 275	272	- 108,3%
SAINT-CYR-SOUS-DOURDAN	PREU Rue du Pont Rué	1 504	2 120	41,0%
SAINTE-MESME	PREU Chemin de Corpeau	73	321	339,7%
SAINTE-MESME	PREU Rue du moulin Corpeau	2 565	2 296	- 10,5%
SAINT-MARTIN-DE-BRÉTHENCOURT	PREU Saint Martin	3 818	3 425	- 10,3%
SAINT-MAURICE-MONTCOURONNE	PREU Berchevilliers	54 922	57 771	5,2%
SAINT-MAURICE-MONTCOURONNE	PREU Courson	1 886	2 016	6,9%
SAINT-MAURICE-MONTCOURONNE	PREU de Belle Etoile	12 783	11 169	- 12,6%
SAINT-MAURICE-MONTCOURONNE	PREU Folleville	- 222	386	- 273,9%
SERMAISE	PREU Place de l'Eglise	- 235	221	- 194,0%
SOUZY-LA-BRICHE	PREU Rue du Pré Cloud	- 912	655	- 171,8%
VILLECONIN	PREU Rue des Rieux	13 977	13 533	- 3,2%
VILLECONIN	PREU Saudreville	410	1 264	208,3%
Total		219 685	211 545	- 3,7%

La consommation affichée dans ces tableaux est celle qui est facturée par le fournisseur d'énergie, avec parfois un décalage de facturation. L'exploitation régulière de ces installations permet de s'assurer d'une consommation électrique régulière et sans dérive.

• LES INTERVENTIONS SUR LES POSTES DE RELEVEMENT

Les contrôles réglementaires des équipements soumis à vérification périodique ont été effectués conformément à la réglementation en vigueur (modalités et fréquence). La liste des contrôles effectués au cours de l'exercice est :

Fonctionnement des postes de relèvement			
Commune	Libellé du poste	Nombre de curages	Nombre de débouchages
BREUILLET	PREU Boissieres	1	1
BREUILLET	PREU Colombier	1	1
ROINVILLE	PREU Hameau de Marchais	3	1
SAINT-AURICE-MONTCOURONNE	PREU Berchevilliers	1	1
SAINT-AURICE-MONTCOURONNE	PREU Courson	2	3
SAINT-AURICE-MONTCOURONNE	PREU de Belle Etoile	2	1
VILLECONIN	PREU Rue des Rieux	2	6
SOUZY-LA-BRICHE	PREU Rue du Pré Cloud	1	1
ROINVILLE	PREU CD116 Roinville	1	-
LE VAL-SAINT-GERMAIN	PREU Bouville	1	-
LE VAL-SAINT-GERMAIN	PREU Voie de la Remarde	1	-
LE VAL-SAINT-GERMAIN	PREU Marais	1	-
VILLECONIN	PREU Saudreville	1	-
Total		19	15

Les contrôles réglementaires

Les contrôles réglementaires sur les postes de relèvement				
Commune	Site	Type de contrôle	Libellé équipement	Date intervention
BREUILLET	PREU Boissieres	Equipement électrique des postes de relèvement	armoire générale BT	29/04/2021
BREUILLET	PREU Colombier	Equipement électrique des postes de relèvement	armoire générale BT	29/04/2021
DOURDAN	PREU Aires des gens du voyage	Equipement électrique des postes de relèvement	armoire générale BT	26/04/2021
LE VAL-SAINT-GERMAIN	PREU Boulodrome	Equipement électrique des postes de relèvement	armoire générale BT	26/04/2021
LE VAL-SAINT-GERMAIN	PREU Bouville	Equipement électrique des postes de relèvement	armoire générale BT	28/04/2021
LE VAL-SAINT-GERMAIN	PREU Marais	Equipement électrique des postes de relèvement	armoire générale BT	28/04/2021

Les contrôles réglementaires sur les postes de relèvement				
Commune	Site	Type de contrôle	Libellé équipement	Date intervention
LE VAL-SAINT-GERMAIN	PREU Voie de la Remarde	Equipement électrique des postes de relèvement	armoie générale BT	28/04/2021
ROINVILLE	PREU CD116 Roinville	Equipement électrique des postes de relèvement	armoie électrique	28/04/2021
ROINVILLE	PREU Hameau de Marchais	Equipement électrique des postes de relèvement	armoie générale BT	26/04/2021
ROINVILLE	PREU Malassis	Equipement électrique des postes de relèvement	armoie générale BT	26/04/2021
ROINVILLE	PREU Mesnil le Grand	Equipement électrique des postes de relèvement	armoie générale BT	28/04/2021
SAINT-CHÉRON	PREU Grands Bois Nord	Equipement électrique des postes de relèvement	armoie générale BT	29/04/2021
SAINT-CHÉRON	PREU Route de Blancheface	Equipement électrique des postes de relèvement	armoie générale BT	29/04/2021
SAINT-CYR-SOUS-DOURDAN	PREU Bandeville	Equipement électrique des postes de relèvement	armoie générale BT	28/04/2021
SAINT-CYR-SOUS-DOURDAN	PREU Prairies	Equipement électrique des postes de relèvement	armoie générale BT	26/04/2021
SAINT-CYR-SOUS-DOURDAN	PREU Rue du Pont Rué	Equipement électrique des postes de relèvement	armoie générale BT	26/04/2021
SAINTE-MESME	PREU Chemin de Corpeau	Equipement électrique des postes de relèvement	armoie générale BT	26/04/2021
SAINTE-MESME	PREU Rue du moulin Corpeau	Equipement électrique des postes de relèvement	armoie générale BT	26/04/2021
SAINT-MARTIN-DE-BRÉTHENCOURT	PREU Saint Martin	Equipement électrique des postes de relèvement	armoie générale BT	26/04/2021
SAINT-AURICE-MONTCOURONNE	PREU Berchevilliers	Equipement électrique des postes de relèvement	armoie générale BT	28/04/2021
SAINT-AURICE-MONTCOURONNE	PREU Courson	Equipement électrique des postes de relèvement	armoie générale BT	28/04/2021
SAINT-AURICE-MONTCOURONNE	PREU de Belle Etoile	Equipement électrique des postes de relèvement	armoie générale BT	28/04/2021
SAINT-AURICE-MONTCOURONNE	PREU Folleville	Equipement électrique des postes de relèvement	armoie générale BT	29/04/2021
SERMAISE	PREU Place de l'Eglise	Equipement électrique des postes de relèvement	armoie générale BT	28/04/2021
SOUZY-LA-BRICHE	PREU Rue du Pré Cloud	Equipement électrique des postes de relèvement	armoie générale BT	29/04/2021
VILLECONIN	PREU Rue des Rieux	Disconnecteur des postes de relèvement	disconnecteur	28/12/2021
VILLECONIN	PREU Rue des Rieux	Equipement électrique des postes de relèvement	armoie générale BT	29/04/2021
VILLECONIN	PREU Saudreville	Equipement électrique des postes de relèvement	armoie générale BT	29/04/2021

Les autres tâches d'exploitation et de maintenance sur les postes de relèvement

Les autres interventions sur les postes de relèvements			
Commune	Site	Type ITV	2021
BREUILLET	PREU Boissieres	Tâche de maintenance des postes de relèvement	9
BREUILLET	PREU Boissieres	Tâche d'exploitation des postes de relèvement	50
BREUILLET	PREU Colombier	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	1
BREUILLET	PREU Colombier	Tâche de maintenance des postes de relèvement	18

Les autres interventions sur les postes de relèvements			
Commune	Site	Type ITV	2021
BREUILLET	PREU Colombier	Tache d'exploitation des postes de relèvement	50
DOURDAN	PREU Aires des gens du voyage	Tâche de maintenance des postes de relèvement	4
DOURDAN	PREU Aires des gens du voyage	Tache d'exploitation des postes de relèvement	63
LE VAL-SAINT-GERMAIN	PREU Boulodrome	Tâche de maintenance des postes de relèvement	7
LE VAL-SAINT-GERMAIN	PREU Boulodrome	Tache d'exploitation des postes de relèvement	66
LE VAL-SAINT-GERMAIN	PREU Bouville	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	2
LE VAL-SAINT-GERMAIN	PREU Bouville	Tâche de maintenance des postes de relèvement	9
LE VAL-SAINT-GERMAIN	PREU Bouville	Tache d'exploitation des postes de relèvement	73
LE VAL-SAINT-GERMAIN	PREU Marais	Tâche de maintenance des postes de relèvement	10
LE VAL-SAINT-GERMAIN	PREU Marais	Tache d'exploitation des postes de relèvement	73
LE VAL-SAINT-GERMAIN	PREU Voie de la Remarde	Tâche de maintenance des postes de relèvement	9
LE VAL-SAINT-GERMAIN	PREU Voie de la Remarde	Tache d'exploitation des postes de relèvement	67
ROINVILLE	PREU CD116 Roinville	Tâche de maintenance des postes de relèvement	8
ROINVILLE	PREU CD116 Roinville	Tache d'exploitation des postes de relèvement	68
ROINVILLE	PREU Hameau de Marchais	Tâche de maintenance des postes de relèvement	11
ROINVILLE	PREU Hameau de Marchais	Tache d'exploitation des postes de relèvement	72
ROINVILLE	PREU Malassis	Tâche de maintenance des postes de relèvement	7
ROINVILLE	PREU Malassis	Tache d'exploitation des postes de relèvement	75
ROINVILLE	PREU Mesnil le Grand	Tâche de maintenance des postes de relèvement	4
ROINVILLE	PREU Mesnil le Grand	Tache d'exploitation des postes de relèvement	63
SAINT-CHÉRON	PREU Grands Bois Nord	Tâche de maintenance des postes de relèvement	7
SAINT-CHÉRON	PREU Grands Bois Nord	Tache d'exploitation des postes de relèvement	68
SAINT-CHÉRON	PREU Route de Blancheface	Tâche de maintenance des postes de relèvement	10
SAINT-CHÉRON	PREU Route de Blancheface	Tache d'exploitation des postes de relèvement	65
SAINT-CYR-SOUS-DOURDAN	PREU Bandeville	Tâche de maintenance des postes de relèvement	10
SAINT-CYR-SOUS-DOURDAN	PREU Bandeville	Tache d'exploitation des postes de relèvement	96
SAINT-CYR-SOUS-DOURDAN	PREU Prairies	Tâche de maintenance des postes de relèvement	11
SAINT-CYR-SOUS-DOURDAN	PREU Prairies	Tache d'exploitation des postes de relèvement	66
SAINT-CYR-SOUS-DOURDAN	PREU Rue du Pont Rué	Tâche de maintenance des postes de relèvement	11
SAINT-CYR-SOUS-DOURDAN	PREU Rue du Pont Rué	Tache d'exploitation des postes de relèvement	73
SAINTE-MESME	PREU Chemin de Corpeau	Tâche de maintenance des postes de relèvement	9

Les autres interventions sur les postes de relèvements			
Commune	Site	Type ITV	2021
SAINTE-MESME	PREU Chemin de Corpeau	Tache d'exploitation des postes de relèvement	82
SAINTE-MESME	PREU Rue du moulin Corpeau	Tâche de maintenance des postes de relèvement	9
SAINTE-MESME	PREU Rue du moulin Corpeau	Tache d'exploitation des postes de relèvement	77
SAINT-MARTIN-DE-BRÉTHENCOURT	PREU Saint Martin	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	1
SAINT-MARTIN-DE-BRÉTHENCOURT	PREU Saint Martin	Tâche de maintenance des postes de relèvement	10
SAINT-MARTIN-DE-BRÉTHENCOURT	PREU Saint Martin	Tache d'exploitation des postes de relèvement	81
SAINT-AURICE-MONTCOURONNE	PREU Berchevilliers	Tâche de maintenance des postes de relèvement	13
SAINT-AURICE-MONTCOURONNE	PREU Berchevilliers	Tache d'exploitation des postes de relèvement	59
SAINT-AURICE-MONTCOURONNE	PREU Courson	Tâche de maintenance des postes de relèvement	15
SAINT-AURICE-MONTCOURONNE	PREU Courson	Tache d'exploitation des postes de relèvement	62
SAINT-AURICE-MONTCOURONNE	PREU de Belle Etoile	Tâche de maintenance des postes de relèvement	16
SAINT-AURICE-MONTCOURONNE	PREU de Belle Etoile	Tache d'exploitation des postes de relèvement	82
SAINT-AURICE-MONTCOURONNE	PREU Folleville	Tâche de maintenance des postes de relèvement	9
SAINT-AURICE-MONTCOURONNE	PREU Folleville	Tache d'exploitation des postes de relèvement	73
SERMAISE	PREU Place de l'Eglise	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	1
SERMAISE	PREU Place de l'Eglise	Tâche de maintenance des postes de relèvement	9
SERMAISE	PREU Place de l'Eglise	Tache d'exploitation des postes de relèvement	44
SOUZY-LA-BRICHE	PREU Rue du Pré Cloud	Tâche de maintenance des postes de relèvement	8
SOUZY-LA-BRICHE	PREU Rue du Pré Cloud	Tache d'exploitation des postes de relèvement	59
VILLECONIN	PREU Rue des Rieux	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	2
VILLECONIN	PREU Rue des Rieux	Tâche de maintenance des postes de relèvement	26
VILLECONIN	PREU Rue des Rieux	Tache d'exploitation des postes de relèvement	62
VILLECONIN	PREU Saudreville	Tâche de maintenance des postes de relèvement	12
VILLECONIN	PREU Saudreville	Tache d'exploitation des postes de relèvement	133

3.1.4 La conformité du système de collecte

Indice de connaissance des rejets en milieu naturel (P255.3)		
Détail du barème de l'indicateur	Appréciation	Note
A – Éléments communs à tous les types de réseaux		

Identification sur plan et visite de terrain pour localiser les points de rejets potentiels aux milieux récepteurs (réseaux de collecte des eaux usées non raccordés, déversoirs d'orage, trop pleins de postes de refoulement...)	OUI	20
Évaluation sur carte et sur une base forfaitaire de la pollution collectée en amont de chaque point potentiel de rejet (population raccordée et charges polluantes des établissements industriels raccordés)	OUI	10
Réalisation d'enquêtes de terrain pour reconnaître les points de déversements et mise en œuvre de témoins de rejet au milieu pour identifier le moment et l'importance du déversement	OUI	20
Réalisation de mesures de débit et de pollution sur les points de rejet, suivant les prescriptions définies par l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement	Pas concerné	30
Réalisation d'un rapport présentant les dispositions prises pour la surveillance des systèmes de collecte et des stations d'épuration des agglomérations d'assainissement et les résultats en application de l'arrêté du 21 Juillet 2015 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement	OUI	10
Connaissance de la qualité des milieux récepteurs et évaluation de l'impact des rejets sur le milieu récepteur	OUI	10
B – Pour les secteurs équipés en réseaux séparatifs ou partiellement séparatifs		
Évaluation de la pollution déversée par les réseaux pluviaux au milieu récepteur, les émissaires concernés devant drainer au moins 70 % du territoire desservi en amont, les paramètres observés étant à minima la pollution organique (DCO) et l'azote organique total	NON	0
C-Pour les secteurs équipés en réseaux unitaires ou mixtes		
Mise en place d'un suivi de la pluviométrie caractéristique du système d'assainissement et des rejets des principaux déversoirs d'orage	Pas concerné	10
		110

3.2 Le bilan d'exploitation du système de traitement

3.2.1 Le fonctionnement hydraulique

- **LES VOLUMES REÇUS EN ENTREE DU SYSTEME DE TRAITEMENT (A3)**

Volumes collectés en entrée de système de traitement (en m³)				
Commune	Site	2020	2021	N/N-1 (%)
LE VAL-SAINT-GERMAIN	STEU du Val-Saint-Germain (Syndicat de l'orge)	156 532	163 910	4,7%
OLLAINVILLE	STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)	3 215 112	3 331 019	3,6%
Total		3 371 644	3 494 929	3,7%

L'augmentation des volumes collectés de 3 à 5% s'explique par une augmentation de la pluviométrie (plus de 10%).

- **LES VOLUMES DEVERSES EN TETE DE STATION (A2)**

Volumes déversés en tête de station (en m³)				
Commune	Site	2020	2021	N/N-1 (%)
LE VAL-SAINT-GERMAIN	STEU du Val-Saint-Germain (Syndicat de l'orge)	466	0	- 100,0%
OLLAINVILLE	STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)	162 529	205 870	26,7%
Total		162 995	205 870	26,3%

Pour Ollainville, l'augmentation des volumes déversés vers Valenton s'explique par plusieurs épisodes pluvieux violents (juin et juillet) et par une pollution provenant du réseau qui a colmaté de façon successive les tamis et limité le débit pouvant être traité par les membranes.

- **LES VOLUMES BY-PASSES SUR LA STATION D'EPURATION (A5)**

Volumes by-passés (en m³)				
Commune	Site	2020	2021	N/N-1 (%)
LE VAL-SAINT-GERMAIN	STEU du Val-Saint-Germain (Syndicat de l'orge)	0	0	0,0%
OLLAINVILLE	STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)	50 334	873	- 98,3%
Total		50 334	873	- 98,3%

Sur Ollainville, les volumes envoyées vers l'Orge ont considérablement diminué grâce à la sécurisation du poste de refoulement entamé mi 2020 et finalisé en 2021.

- **LES VOLUMES TRAITES (A4)**

Volumes traités (en m³)				
Commune	Site	2020	2021	N/N-1 (%)
LE VAL-SAINT-GERMAIN	STEU du Val-Saint-Germain (Syndicat de l'orge)	160 446	167 475	4,4%
OLLAINVILLE	STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)	3 266 795	3 455 643	5,8%
Total		3 427 241	3 623 118	5,7%

3.2.2 L'exploitation des ouvrages de traitement

- **LES CHARGES ENTRANTES**

Charges entrantes (kg/l)			
STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)	2020	2021	N/N-1 (%)
DBO5	1 570,3	1 848,5	17,7%
DCO	4 338,8	4 620,5	6,5%
MeS	2 424,3	2 350,6	- 3,0%
NG	487	511,3	5,0%
NTK	487	511,3	5,0%
Pt	50,7	53,5	5,7%

STEU du Val-Saint-Germain (Syndicat de l'orge)	2020	2021	N/N-1 (%)
DBO5	64,2	71,2	10,9%
DCO	169,5	185,7	9,6%
MeS	72,7	88,4	21,7%
NTK	26,5	28	5,7%
Pt	2,5	2,6	7,3%

- **LES CONSOMMATIONS DE REACTIFS**

Consommation de réactifs					
STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)	Nature	Unité	2020	2021	N/N-1 (%)
S14 - Réactifs utilisés (file "eau")	Sels de Fer (FeCl3)	kg	182 242,8	147 660,22	- 19,0%
S15 - Réactifs utilisés (file "boue")	Polymère	kg	23 634,16	24 269,72	2,7%

La baisse de la consommation de FeCl3 a eu lieu pendant la période estivale grâce à une amélioration de la déphosphatation biologique.

STEU du Val-Saint-Germain (Syndicat de l'orge)	Nature	Unité	2020	2021	N/N-1 (%)
S14 - Réactifs utilisés (file "eau")	Sels de Fer (FeCl3)	kg	3 676,55	4 507,69	22,6%
S15 - Réactifs utilisés (file "boue")	Polymère (liquide)	kg	1 100	775	- 29,5%

- **LA FILIERE BOUE**

La production de boues

Production des boues			
STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)	2020	2021	N/N-1 (%)
MS boues (T)	904,4	737,9	- 18,4%
Production (m³/an)	142 966	123 214	- 13,8%
Siccité moyenne (%)	0,6	0,6	- 5,4%

La vidange du silo de boue en 2020 a généré une production de boues plus forte que normal. En 2021 nous sommes revenus aux quantités produites en 2018 et 2019.

STEU du Val-Saint-Germain (Syndicat de l'orge)	2020	2021	N/N-1 (%)
MS boues (T)	53,5	52,1	- 2,6%
Production (m³/an)	15 016,7	11 596,8	- 22,8%

L'évacuation de boues

La quantité de boue évacuée est détaillée dans le tableau suivant.

Evacuation des boues					
STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)	Nature	Filière	2020	2021	N/N-1 (%)
S6 - Boues évacuées après traitement	Masse Boue (kg)	Compostage produit	3 617 688	3 451 650	- 4,6%
S6 - Boues évacuées après traitement	MS boues (kg)	Compostage produit	850 312,7	829 789,99	- 2,4%

La vidange du silo de boue en 2020 a généré une production de boues plus forte que normal. En 2021 nous sommes revenus aux quantités produites en 2018 et 2019.

STEU du Val-Saint-Germain (Syndicat de l'orge)	Nature	Filière	2020	2021	N/N-1 (%)
S6 - Boues évacuées après traitement	Masse Boue (kg)	Compostage produit	450 800	-	- 100,0%
S6 - Boues évacuées après traitement	Masse Boue (kg)	Epannage	0	968 000	0,0%
S6 - Boues évacuées après traitement	MS boues (kg)	Compostage produit	36 419,68	-	- 100,0%
S6 - Boues évacuées après traitement	MS boues (kg)	Epannage	0	77 440	0,0%

L'avis de l'ANSES n° 2020-SA-0043 du 27 mars 2020 a interdit la valorisation agricole des boues non hygiénisées au sens de l'arrêté du 8/01/1998 en raison des risques éventuels liés à la propagation de la covid-19.

- Le traitement des boues sur la steu du Val-St Germain étant concerné par cet avis, les boues épaissies n'ont pas été épannées en 2020 comme le prévoyait le Programme Prévisionnel d'Epannage. Fin 2020, il restait 1,80 mètres de boues dans le silo de stockage, représentant environ 570 m³.
- Des essais ont montré qu'en ajoutant du lait de chaux dans les boues épaissies, l'augmentation du pH devrait rendre les boues hygiénisées au sens de l'arrêté de 1998 ; dans ces conditions, elles ont été épannées courant 2021.

Les sous produits

Bilan sous produits évacués					
STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)	Nature	Filière	2020	2021	N/N-1 (%)
S10 - Sable produit	Poids (kg)	Unité traitement	15 700	97 680	522%
S11 - Refus de dégrillage produit	Poids (kg)	ISDND	97 540	94 520	-3.1%
S9 - Huiles/grasses évacuées sans traitement	Poids (kg)	Valorisation industrielle	0	2360	- 100,0%

Les dessableurs ont été remis en service en 2021.

Un camion correspondant à 2,36 tonnes de déchets n'a pu être accepté en 2021 sur l'unité de traitement des produits de curage de la steu d'Evry et a été traité sur un site de traitement de graisses.

STEU du Val-Saint-Germain (Syndicat de l'orge)	Nature	Filière	2020	2021	N/N-1 (%)
S11 - Refus de dégrillage produit	Poids (kg)	ISDND	13 800	13200	- 16,4%
S9 - Huiles/graissses évacuées sans traitement	Poids (kg)	Valorisation industrielle	0	0	0,0%

- LA CONSOMMATION ELECTRIQUE**

La consommation électrique facturée des stations d'épuration (kWh)				
Commune	Site	2020	2021	N/N-1 (%)
LE VAL-SAINT-GERMAIN	STEU du Val-Saint-Germain (Syndicat de l'orge)	156 547	221 824	41,7%
OLLAINVILLE	STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)	3 317 755	3 485 290	5,0%
Total		3 474 302	3 707 114	6,7%

L'augmentation de la consommation sur la Steu du Val Saint Germain résulte de la mise en fonctionnement des agitateurs du silo à boues nécessaire au chaulage des boues liquides.

L'augmentation sur Ollainville provient de l'arrêt d'agitateurs du bassin d'aération qui provoque une surconsommation sur les surpresseurs.

3.2.3 Les interventions sur les stations d'épuration

- LES TACHES D'EXPLOITATION ET DE MAINTENANCE**

Le fonctionnement des stations d'épuration - Nombre de tâches					
Commune	Site	Type ITV	Groupe	2021	N/N-1 (%)
DOURDAN	Micro STEU de Rouillon (Syndicat de l'orge)	Astreinte sur usine	Total	-	0,00%
DOURDAN	Micro STEU de Rouillon (Syndicat de l'orge)	Tache de maintenance sur usine	Corrective	2	0,00%
DOURDAN	Micro STEU de Rouillon (Syndicat de l'orge)	Tache de maintenance sur usine	Préventive	3	50,00%
DOURDAN	Micro STEU de Rouillon (Syndicat de l'orge)	Tache d'exploitation sur usine	Total	341	22,66%
DOURDAN	Micro STEU du Hameau du Semont (Syndicat de l'orge)	Astreinte sur usine	Total	-	0,00%
DOURDAN	Micro STEU du Hameau du Semont (Syndicat de l'orge)	Tache de maintenance sur usine	Corrective	3	0,00%
DOURDAN	Micro STEU du Hameau du Semont (Syndicat de l'orge)	Tache de maintenance sur usine	Préventive	-	0,00%
DOURDAN	Micro STEU du Hameau du Semont (Syndicat de l'orge)	Tache d'exploitation sur usine	Total	104	-20,61%
LE VAL-SAINT-GERMAIN	Micro STEU du Hameau du Marais (Syndicat de l'orge)	Astreinte sur usine	Total	-	0,00%
LE VAL-SAINT-GERMAIN	Micro STEU du Hameau du Marais (Syndicat de l'orge)	Tache de maintenance sur usine	Corrective	1	0,00%
LE VAL-SAINT-GERMAIN	Micro STEU du Hameau du Marais (Syndicat de l'orge)	Tache de maintenance sur usine	Préventive	-	0,00%
LE VAL-SAINT-GERMAIN	Micro STEU du Hameau du Marais (Syndicat de l'orge)	Tache d'exploitation sur usine	Total	224	21,74%
LE VAL-SAINT-GERMAIN	STEU du Val-Saint-Germain (Syndicat de l'orge)	Astreinte sur usine	Total	3	0,00%

Le fonctionnement des stations d'épuration - Nombre de tâches					
Commune	Site	Type ITV	Groupe	2021	N/N-1 (%)
LE VAL-SAINT-GERMAIN	STEU du Val-Saint-Germain (Syndicat de l'orge)	Tache de maintenance sur usine	Corrective	27	28,57%
LE VAL-SAINT-GERMAIN	STEU du Val-Saint-Germain (Syndicat de l'orge)	Tache de maintenance sur usine	Préventive	65	490,91%
LE VAL-SAINT-GERMAIN	STEU du Val-Saint-Germain (Syndicat de l'orge)	Tache d'exploitation sur usine	Total	1 234	-6,23%
OLLAINVILLE	STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)	Astreinte sur usine	Total	81	-31,36%
OLLAINVILLE	STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)	Tache de maintenance sur usine	Corrective	312	-26,59%
OLLAINVILLE	STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)	Tache de maintenance sur usine	Préventive	520	12,31%
OLLAINVILLE	STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)	Tache d'exploitation sur usine	Total	10 384	-22,59%
ROINVILLE	Micro STEU du Hameau du plateau (Syndicat de l'orge)	Astreinte sur usine	Total	-	0,00%
ROINVILLE	Micro STEU du Hameau du plateau (Syndicat de l'orge)	Tache de maintenance sur usine	Corrective	2	0,00%
ROINVILLE	Micro STEU du Hameau du plateau (Syndicat de l'orge)	Tache de maintenance sur usine	Préventive	-	0,00%
ROINVILLE	Micro STEU du Hameau du plateau (Syndicat de l'orge)	Tache d'exploitation sur usine	Total	250	8,23%

Travaux de renouvellement et de maintenance sur la station d'Ollainville

Poste de relèvement :

2 des 4 pompes de relèvement ont été remplacées en juillet 2020 par de nouvelles pompes de technologie différente (roue dite « semi ouverte »). Depuis leur mise en service, le nombre de bouchages a été grandement diminué et aucune casse de ces 2 pompes n'est survenue. Un mode de fonctionnement privilégiant ces nouvelles pompes a été mis en place.

Le renouvellement des 2 dernières pompes a été engagée au 2^{ème} semestre 2021. Leur mise en service aura lieu en janvier 2022.





Bassin d'aération : Remplacement de l'agitateur du bassin A



Bassin tampon : La pompe 2 du bassin tampon a été remplacée pour cause de panne de l'ancienne pompe.



Chlorure ferrique

A la suite du déversement accidentel de chlorure ferrique lié à la défaillance d'un capteur, une nouvelle rétention a été ajoutée. Celle-ci permet désormais de retenir les éventuelles fuites de produits pouvant avoir lieu sous les pompes de dosage.



Le débitmètre comptabilisant le volume de chlorure ferrique injecté dans le bassin d'aération B a été remplacé suite à une défectuosité de l'ancien.

Une pompe de dosage a également été remplacée.

Ultrafors

- Afin de se conformer à la réglementation, l'ensemble des ballons d'air alimentant l'air process a été remplacé.
- Afin de fiabiliser le fonctionnement de l'ultrafor 1, la vanne de recirculation a été changée.

- La porte du local a été remplacée.



- Les pompes perméats des ultrafors 1 et 2 ont été renouvelées.



- Afin de garantir la sécurité des techniciens lors des lavages de régénération, des points d'ancrage ont été installés sur la terrasse des ultrafors.



Traitement des boues

- Les deux centrifugeuses ont été révisées suivant leurs plans respectifs de maintenance (type 2 pour la A et type 1b pour la B)



- La pompe gaveuse sous centrifugeuse a été intégralement renouvelée dans le but d'optimiser le fonctionnement de la centrifugeuse B



- Deux pompes polymères ont été renouvelées. Le support des pompes a été remplacé afin de les rehausser et ainsi éviter les éventuelles prises d'eau des moteurs.



- Les auges des vis sous silos ainsi que les auges des vis sous centrifugeuse ont été remplacées.



Eau traitée

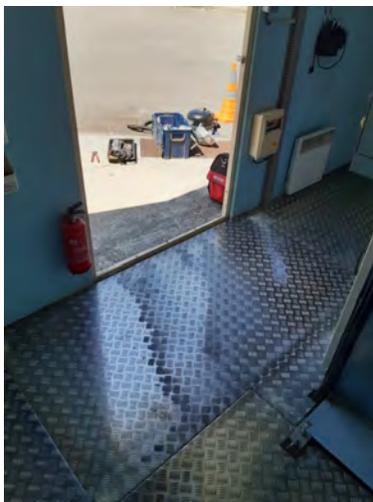
À la suite d'un défaut sur le groupe froid et afin de se conformer à la réglementation, le préleveur d'eau traitée a été renouvelé.



Automates :

Les automates de l'usine de traitement étaient obsolètes et plus maintenus par le fabricant Schneider. Leur renouvellement prévu en 2021 afin de sécuriser l'usine avec du matériel neuf a eu lieu en mai 2021.

Local TGB : Le sol du TGBT a été remplacé suite à l'affaissement des anciennes dalles.



• **LES CONTROLES REGLEMENTAIRES**

Les contrôles réglementaires des équipements soumis à vérification périodique ont été effectués conformément à la réglementation en vigueur (modalités et fréquence). La liste des contrôles effectués au cours de l'exercice est :

Les contrôles réglementaires sur les stations d'épuration				
Commune	Site	Type de contrôle	Libellé équipement	Date intervention
DOURDAN	Micro STEU de Rouillon (Syndicat de l'orge)	Disconnecteur des STEP	disconnecteur	28/12/2021
DOURDAN	Micro STEU de Rouillon (Syndicat de l'orge)	Moyen de levage des STEP	Palan mobile 250kg 8m	26/03/2021
DOURDAN	Micro STEU de Rouillon (Syndicat de l'orge)	Moyen de levage des STEP	Palan mobile 250kg 8m	08/10/2021
LE VAL-SAINT-GERMAIN	STEU du Val-Saint-Germain (Syndicat de l'orge)	Detecteur des STEP	détecteur GAZ local boue	24/06/2021
LE VAL-SAINT-GERMAIN	STEU du Val-Saint-Germain (Syndicat de l'orge)	Disconnecteur des STEP	disconnecteur	28/12/2021
LE VAL-SAINT-GERMAIN	STEU du Val-Saint-Germain (Syndicat de l'orge)	Equipement électrique des STEP	armoie générale BT	26/04/2021
LE VAL-SAINT-GERMAIN	STEU du Val-Saint-Germain (Syndicat de l'orge)	Moyen de levage des STEP	potence agitateur 2	08/10/2021
LE VAL-SAINT-GERMAIN	STEU du Val-Saint-Germain (Syndicat de l'orge)	Moyen de levage des STEP	potence à treuil	08/10/2021
LE VAL-SAINT-GERMAIN	STEU du Val-Saint-Germain (Syndicat de l'orge)	Moyen de levage des STEP	potence à treuil	08/10/2021
LE VAL-SAINT-GERMAIN	STEU du Val-Saint-Germain (Syndicat de l'orge)	Moyen de levage des STEP	potence à treuil agitateur zone contact	08/10/2021
LE VAL-SAINT-GERMAIN	STEU du Val-Saint-Germain (Syndicat de l'orge)	Moyen de levage des STEP	potence à treuil agitateur aération	08/10/2021
LE VAL-SAINT-GERMAIN	STEU du Val-Saint-Germain (Syndicat de l'orge)	Moyen de levage des STEP	potence PTE	08/10/2021
LE VAL-SAINT-GERMAIN	STEU du Val-Saint-Germain (Syndicat de l'orge)	Moyen de levage des STEP	potence PREB	08/10/2021

Les contrôles réglementaires sur les stations d'épuration				
Commune	Site	Type de contrôle	Libellé équipement	Date intervention
LE VAL-SAINT-GERMAIN	STEU du Val-Saint-Germain (Syndicat de l'orge)	Moyen de levage des STEP	potence à treuil manutention BA	08/10/2021
LE VAL-SAINT-GERMAIN	STEU du Val-Saint-Germain (Syndicat de l'orge)	Moyen de levage des STEP	potence	08/10/2021
LE VAL-SAINT-GERMAIN	STEU du Val-Saint-Germain (Syndicat de l'orge)	Moyen de levage des STEP	potence agitateur 1	08/10/2021
OLLAINVILLE	STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)	Equipement électrique des STEP		11/06/2021
OLLAINVILLE	STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)	Extincteur des STEP	extincteurs	07/06/2021
OLLAINVILLE	STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)	Moyen de levage des STEP	chariot élévateur SI-CE-0355	30/09/2021
OLLAINVILLE	STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)	Moyen de levage des STEP	ped de potence 500kg 402_TL101	28/11/2021
OLLAINVILLE	STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)	Moyen de levage des STEP	potence mobile 500kg 200_TL102	28/11/2021
OLLAINVILLE	STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)	Moyen de levage des STEP	ped de potence 500kg 413_TL102	28/11/2021
OLLAINVILLE	STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)	Moyen de levage des STEP	ped de potence 500kg 416_TL102	28/11/2021
OLLAINVILLE	STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)	Moyen de levage des STEP	potence mobile 500kg 200_TL104	28/11/2021
OLLAINVILLE	STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)	Moyen de levage des STEP	Potence mobile 500kg 200_TL105	28/11/2021
OLLAINVILLE	STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)	Moyen de levage des STEP	chariot sur monorail 250kg 476_TL301	28/11/2021
OLLAINVILLE	STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)	Moyen de levage des STEP	potence mobile 500kg 200_TL106	28/11/2021
OLLAINVILLE	STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)	Moyen de levage des STEP	potence mobile treuil 500kg 472_TL401	28/11/2021
OLLAINVILLE	STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)	Moyen de levage des STEP	potence mobile treuil 500kg 472_TL411	28/11/2021
OLLAINVILLE	STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)	Moyen de levage des STEP	palonnier à membranes 4t 200_TL700	28/11/2021
OLLAINVILLE	STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)	Moyen de levage des STEP	palan mobile 1000kg 200_TL201	28/11/2021
OLLAINVILLE	STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)	Moyen de levage des STEP	harnais	28/11/2021
OLLAINVILLE	STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)	Moyen de levage des STEP	harnais	28/11/2021
OLLAINVILLE	STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)	Moyen de levage des STEP	harnais	28/11/2021
OLLAINVILLE	STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)	Moyen de levage des STEP	harnais	28/11/2021
OLLAINVILLE	STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)	Moyen de levage des STEP	stop chute	28/11/2021
OLLAINVILLE	STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)	Moyen de levage des STEP	stop chute	28/11/2021
OLLAINVILLE	STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)	Moyen de levage des STEP	longe absorbeur à enrouleur	28/11/2021
OLLAINVILLE	STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)	Moyen de levage des STEP	longe absorbeur à enrouleur (O.MERISSE)	28/11/2021
OLLAINVILLE	STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)	Moyen de levage des STEP	longe absorbeur	28/11/2021
OLLAINVILLE	STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)	Moyen de levage des STEP	harnais (S.BACOT)	28/11/2021
OLLAINVILLE	STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)	Moyen de levage des STEP	stop chute (S.BACOT)	28/11/2021
OLLAINVILLE	STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)	Moyen de levage des STEP	palan élec portique 1t 402_TL001	28/11/2021
OLLAINVILLE	STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)	Moyen de levage des STEP	palan mobile 500kg 200_TL301	28/11/2021

Les contrôles réglementaires sur les stations d'épuration				
Commune	Site	Type de contrôle	Libellé équipement	Date intervention
OLLAINVILLE	STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)	Moyen de levage des STEP	palan mobile 500kg 200_TL302	28/11/2021
OLLAINVILLE	STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)	Moyen de levage des STEP	potence mobile 500kg 200_TL104	30/09/2021
OLLAINVILLE	STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)	Moyen de levage des STEP	Potence mobile 500kg 200_TL105	30/09/2021
OLLAINVILLE	STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)	Moyen de levage des STEP	chariot sur monorail 250kg 476_TL301	30/09/2021
OLLAINVILLE	STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)	Moyen de levage des STEP	potence mobile 500kg 200_TL106	30/09/2021
OLLAINVILLE	STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)	Moyen de levage des STEP	potence mobile treuil 500kg 472_TL401	30/09/2021
OLLAINVILLE	STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)	Moyen de levage des STEP	potence mobile treuil 500kg 472_TL411	30/09/2021
OLLAINVILLE	STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)	Moyen de levage des STEP	palan mobile 1000kg 200_TL201	30/09/2021
OLLAINVILLE	STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)	Moyen de levage des STEP	palan élec portique 1t 402_TL001	30/09/2021
OLLAINVILLE	STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)	Moyen de levage des STEP	palan mobile 500kg 200_TL301	30/09/2021
OLLAINVILLE	STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)	Moyen de levage des STEP	palan mobile 500kg 200_TL302	30/09/2021
OLLAINVILLE	STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)	Moyen de levage des STEP	potence mobile 500 Kg 200_TL103	30/09/2021
OLLAINVILLE	STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)	Moyen de levage des STEP	palan élec / monorail 1t 476_TL001B	30/09/2021
OLLAINVILLE	STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)	Moyen de levage des STEP	palan élec / monorail 1t 476_TL001A	30/09/2021
OLLAINVILLE	STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)	Moyen de levage des STEP	palan élec / pont roulant 3.2t 711_TL001	30/09/2021
OLLAINVILLE	STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)	Moyen de levage des STEP	palan élec / monorail 1t 476_TL004	30/09/2021
OLLAINVILLE	STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)	Moyen de levage des STEP	treuil sur potence 500kg 612_TL001	30/09/2021
OLLAINVILLE	STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)	Moyen de levage des STEP	ped de potence 500kg 472_TL103	30/09/2021
OLLAINVILLE	STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)	Moyen de levage des STEP	ped de potence 500kg 472_TL115	30/09/2021
OLLAINVILLE	STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)	Moyen de levage des STEP	grue d'atelier 1,1t 200_TL001	28/11/2021
OLLAINVILLE	STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)	Moyen de levage des STEP	ped de potence 500kg 416_TL103	28/11/2021
OLLAINVILLE	STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)	Moyen de levage des STEP	ped de potence 500kg 416_TL104	28/11/2021
OLLAINVILLE	STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)	Moyen de levage des STEP	potence agitateur 500kg 472_TL301	28/11/2021
OLLAINVILLE	STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)	Moyen de levage des STEP	potence agitateur 500kg 472_TL302	28/11/2021
OLLAINVILLE	STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)	Moyen de levage des STEP	potence mobile 500 Kg 200_TL103	28/11/2021
OLLAINVILLE	STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)	Moyen de levage des STEP	ped de potence 500kg 472_TL116	28/11/2021
OLLAINVILLE	STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)	Moyen de levage des STEP	potence agitateur 500kg 472_TL311	28/11/2021
OLLAINVILLE	STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)	Moyen de levage des STEP	potence agitateur 500kg 472_TL312	28/11/2021
OLLAINVILLE	STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)	Moyen de levage des STEP	chariot élévateur SI-CE-0355	28/11/2021
OLLAINVILLE	STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)	Moyen de levage des STEP	potence 1t 402_TL102	28/11/2021
OLLAINVILLE	STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)	Moyen de levage des STEP	ped de potence 500kg 921_TL100	28/11/2021

Les contrôles réglementaires sur les stations d'épuration				
Commune	Site	Type de contrôle	Libellé équipement	Date intervention
OLLAINVILLE	STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)	Moyen de levage des STEP	ped de potence 500kg 416_TL101	28/11/2021
OLLAINVILLE	STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)	Moyen de levage des STEP	ped de potence 500kg 472_TL102	28/11/2021
OLLAINVILLE	STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)	Moyen de levage des STEP	ped de potence 500kg 472_TL101	28/11/2021
OLLAINVILLE	STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)	Moyen de levage des STEP	ped de potence 500kg 472_TL104	28/11/2021
OLLAINVILLE	STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)	Moyen de levage des STEP	ped de potence 500kg 472_TL201	28/11/2021
OLLAINVILLE	STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)	Moyen de levage des STEP	ped de potence 500kg 472_TL105	28/11/2021
OLLAINVILLE	STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)	Moyen de levage des STEP	ped de potence 500kg 472_TL106	28/11/2021
OLLAINVILLE	STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)	Moyen de levage des STEP	ped de potence 500kg 472_TL112	28/11/2021
OLLAINVILLE	STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)	Moyen de levage des STEP	ped de potence 500kg 472_TL111	28/11/2021
OLLAINVILLE	STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)	Moyen de levage des STEP	ped de potence 500kg 472_TL113	28/11/2021
OLLAINVILLE	STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)	Moyen de levage des STEP	ped de potence 500kg 472_TL211	28/11/2021
OLLAINVILLE	STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)	Moyen de levage des STEP	ped de potence 500kg 472_TL212	28/11/2021
OLLAINVILLE	STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)	Moyen de levage des STEP	ped de potence 500kg 472_TL114	28/11/2021
OLLAINVILLE	STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)	Moyen de levage des STEP	palan élec / monorail 1t 476_TL001B	28/11/2021
OLLAINVILLE	STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)	Moyen de levage des STEP	palan élec / monorail 1t 476_TL001A	28/11/2021
OLLAINVILLE	STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)	Moyen de levage des STEP	palan élec / pont roulant 3.2t 711_TL001	28/11/2021
OLLAINVILLE	STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)	Moyen de levage des STEP	ped de potence 500 kg 929_TL001	28/11/2021
OLLAINVILLE	STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)	Moyen de levage des STEP	palan élec sur monorail 3.2t 719_TL001	28/11/2021
OLLAINVILLE	STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)	Moyen de levage des STEP	ped de potence 500kg 472_TL202	28/11/2021
OLLAINVILLE	STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)	Moyen de levage des STEP	ped de potence 500kg 472_TL117	28/11/2021
OLLAINVILLE	STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)	Moyen de levage des STEP	palan élec / monorail 1t 476_TL004	28/11/2021
OLLAINVILLE	STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)	Moyen de levage des STEP	ped de potence 500kg 594_TL102	28/11/2021
OLLAINVILLE	STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)	Moyen de levage des STEP	ped de potence 500kg 594_TL103	28/11/2021
OLLAINVILLE	STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)	Moyen de levage des STEP	ped de potence 500kg 732_TL001	28/11/2021
OLLAINVILLE	STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)	Moyen de levage des STEP	treuil sur potence 500kg 612_TL001	28/11/2021
OLLAINVILLE	STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)	Moyen de levage des STEP	ped de potence 500kg 472_TL103	28/11/2021
OLLAINVILLE	STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)	Moyen de levage des STEP	ped de potence 500kg 472_TL115	28/11/2021
OLLAINVILLE	STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)	Moyen de levage des STEP	potence mobile 500kg 200_TL102	30/09/2021

3.2.4 La conformité des rejets du système de traitement

- **LA CONFORMITE ANNUELLE GLOBALE**

Une station est dite conforme si et seulement si elle est globalement conforme sur l'ensemble de ses paramètres.

Conformité annuelle globale				
Commune	Site	2019	2020	2021
DOURDAN	Micro STEU de Rouillon (Syndicat de l'orge)	Oui	-	Non
LE VAL-SAINT-GERMAIN	STEU du Val-Saint-Germain (Syndicat de l'orge)	Oui	Oui	Oui
OLLAINVILLE	STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)	Oui	Oui	Oui



Comptes de la délégation

4.1 Le CARE

4.1.1 Le CARE

SIBSO - Assainissement

Compte annuel de résultat de l'exploitation 2021

(en application du décret 2005-236 du 14 mars 2005)

en milliers d'euros	2020	2021	Ecart en %
PRODUITS	2 518,25	2 486,05	-1,3%
Exploitation du service	2 160,05	2 181,64	
Collectivités et autres organismes publics	357,05	304,22	
Travaux attribués à titre exclusif	1,08	0,00	
Produits accessoires	0,08	0,19	
CHARGES	2 535,91	2 364,65	-6,8%
Personnel	707,81	637,27	
Energie électrique	299,27	285,31	
Achats d'eau	0,00	0,09	
Produits de traitement	114,06	124,72	
Analyses	7,50	21,25	
Sous-traitance, matières et fournitures	356,62	314,09	
Impôts locaux et taxes	20,65	11,02	
Autres dépenses d'exploitation, dont :	291,07	267,47	
• télécommunication, postes et télégestion	10,96	10,56	
• engins et véhicules	43,13	47,75	
• informatique	116,73	121,14	
• assurance	9,43	11,03	
• locaux	40,66	17,88	
Contribution des services centraux et recherche	71,32	72,00	
Collectivités et autres organismes publics	357,05	304,22	
Charges relatives aux renouvellements			
• programme contractuel	100,46	106,29	
• fonds contractuel	188,94	199,90	
Charges relatives aux investissements			
• programme contractuel	1,83	0,53	
Charges relatives aux investissements du domaine privé	16,02	17,55	
Pertes sur créances irrécouvrables et risque recouvrement	3,28	2,91	
Rémunération du besoin en fonds de roulement	0,02	0,01	
Résultat avant impôt	-17,66	121,40	
Apurement des déficits antérieurs	0,00	17,66	
Impôt sur les sociétés (calcul normatif)	0,00	28,53	
RESULTAT	-17,66	75,21	

Conforme à la circulaire FP2E du 31 janvier 2006

4.1.2 Le détail des produits

SIBSO - Assainissement

Compte annuel de résultat de l'exploitation		2021	
Détail des produits			
en milliers d'euros	2020	2021	Ecart en %
TOTAL	2 518,25	2 486,05	-1,3%
Exploitation du service	2 160,05	2 181,64	1,0%
• Partie fixe facturée	0,12	0,00	
• Partie proportionnelle facturée	2 054,66	2 075,21	
• Pluvial facturé	2,54	2,67	
• Variation de la part estimée sur consommations	0,00	-0,01	
• Autres produits (incendie, matières de vidange...)	102,73	103,76	
Collectivités et autres organismes publics	357,05	304,22	-14,8%
• Part Collectivité	312,66	273,49	
• Redevance pour modernisation des réseaux de collecte	44,38	30,74	
Travaux attribués à titre exclusif	1,08	0,00	-100,0%
• Autres travaux	1,08	0,00	
Produits accessoires	0,08	0,19	137,5%
• Autres produits accessoires	0,08	0,19	

Conforme à la circulaire FP2E du 31 janvier 2006

4.2 Les reversements

Cette partie présente les différents reversements à destination de la collectivité et des administrations, y compris ceux liés à la Taxe sur la Valeur Ajoutée.

4.2.1 Les reversements à la collectivité

Les reversements au profit de la collectivité (hors reversement de TVA) intervenus au cours de l'exercice sont :

Les reversements à la collectivité		
Période	Date du reversement	Montant (€)
1 Surt. ASST_HT solde N-1	31/03/2021	-6 683,81
2 Surt. ASST_HT solde N-1	31/03/2021	-2 287,63
3 Surt. ASST_HT solde N-1	31/03/2021	97 622,45
4 Surt. ASST_HT solde N-1	31/03/2021	866,12
1 Surt. ASST_HT 1er acompte 25% année N	30/06/2021	56 910,00
2 Surt. ASST_HT 1er acompte 25% année N	30/06/2021	4 900,00
3 Surt. ASST_HT 1er acompte 25% année N	30/06/2021	4 620,00
4 Surt. ASST_HT 1er acompte 25% année N	30/06/2021	770
1 Surt. ASST_HT 2ème acompte 25% année N	30/09/2021	4 900,00
2 Surt. ASST_HT 2ème acompte 25% année N	30/09/2021	4 620,00
3 Surt. ASST_HT 2ème acompte 25% année N	30/09/2021	56 910,00
4 Surt. ASST_HT 2ème acompte 25% année N	30/09/2021	770
1 Surt. ASST_HT 3ème acompte 25% année N	31/12/2021	4 900,00
2 Surt. ASST_HT 3ème acompte 25% année N	31/12/2021	4 620,00
3 Surt. ASST_HT 3ème acompte 25% année N	31/12/2021	56 910,00
4 Surt. ASST_HT 3ème acompte 25% année N	31/12/2021	770
		291 117,13

Ces montants correspondent aux reversements des redevances Asst de Roinville et Sermaise collecté par la DSP eau du SI Lavenelle pour le compte du SYORP et donc reversé à ce même syndicat.

Les montants « part collectivité » correspondent aux redevances Assainissement que nous collectons via notre contrat de DSP Eau du SI de Lavenelle (communes de Roinville et Sermaise) pour le compte du SYORP.

Pour le contrat de DSP Asst SYORP (26561), nous avons l'obligation d'intégrer ces reversements sur le contrat du SYORP depuis l'avenant du 01/07/2019 (Avenant stipulant le changement d'entité du délégant).

4.3 La situation des biens et des immobilisations

4.3.1 La situation sur les installations

- **LES TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT EFFECTUES PAR LE DELEGATAIRE**

Nous avons réalisé les travaux de renouvellement nécessaires au bon fonctionnement des installations, conformément à nos obligations contractuelles, sur les installations suivantes :

Renouvellement sur les installations
Opération
ST MAURICE MONTCOURONNE-PREU de Belle Etoile-RVT-114165666 Pompe 1 et 2
BREUILLET-PREU Boissieres-RVT-114447776 Remplacer débitmètre
ROINVILLE-PREU Hameau de Marchais-RVT-114595941 Armoire de commande
BREUX JOUY-MREU 2204 Pont des Gains (Syndicat de l'orge)-RVT-109986562 Sonde hauteur/vitesse
ROINVILLE-PREU Hameau de Marchais-RVT-114982010 Pied de pompe N°2
ST YON-MREU 2204 Ferté (Syndicat de l'orge)-RVT-117228619 Renouvellement sonde hauteur
ROINVILLE-PREU Hameau de Marchais-RVT-117485029 Renouvellement guidage, pied et p1
OLLAINVILLE-STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)-RVT-Pompe refus tami et dila N°BT 112075095/ 112074611
OLLAINVILLE-STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)-RVT-Automate N°BT 114538247
OLLAINVILLE-STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)-RVT-Sol TGBT N° BT 114608855
LE VAL ST GERMAIN-STEU du Val-Saint-Germain (Syndicat de l'orge)-RVT-114697903 Remise en état Photolab S6
OLLAINVILLE-STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)-RVT-Pièces de rechange pompe Sulzer N°BT 114707128
OLLAINVILLE-STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)-RVT-Révision CentrifugeuseA et B N°BT 4708164
OLLAINVILLE-STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)-RVT-Porte local perméat N°BT 114722007
OLLAINVILLE-STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)-RVT-Renouvellement Equipements
OLLAINVILLE-STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)-RVT-8 Ballons air (100 L)N°BT114708485
OLLAINVILLE-STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)-RVT-4 Ballons air (100 L) N°BT 114708641
OLLAINVILLE-STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)-RVT-Renouvellement Partiel N° BT 115112966
OLLAINVILLE-STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)-RVT-2 Vannes UF1 N°BT 115486607
OLLAINVILLE-STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)-RVT-Ppe Polymère centrif A/B N°BT 115668041/115687481
OLLAINVILLE-STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)-RVT-Auge vis sous refus tamis N°BT 115836536
OLLAINVILLE-STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)-RVT-Auge sous centrifs 1 et 2 N°BT 115836468/115836484

Renouvellement sur les installations	
Opération	
OLLAINVILLE-STEU d'Ollainville (Syndicat de l'orge)-RVT- Vanne de recirculation UF1 N°BT 116155856	
LE VAL ST GERMAIN-STEU du Val-Saint-Germain (Syndicat de l'orge)-RVT-116178697 Pompe polymère	
OLLAINVILLE--RVT-REN PART 108997963 répa P1 relevage 1 N°650240797	
OLLAINVILLE--RVT-REN PART 109536291 REVsurpresseur d'air 713 CS002B	
-	

4.3.2 La situation sur les canalisations

- **LES TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT EFFECTUES PAR LE DELEGATAIRE**

Le tableau suivant présente le programme de renouvellement et de réhabilitation de réseau réalisé sur l'année :

Renouvellement et réhabilitation des réseaux	
Opération	Dépenses comptabilisées (€)
Multi-communes--RVT-brcht /tampons asst /reseaux	488,22
-	488,22

4.4 Les investissements contractuels

Le présent chapitre répond aux demandes suivantes stipulées dans l'Article R1411-7 relatif au Rapport Annuel du Déléataire :

- Un état du suivi du programme contractuel d'investissements en premier établissement et du renouvellement des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation du service public délégué,
- Un état des autres dépenses de renouvellement réalisées dans l'année conformément aux obligations contractuelles.

La présentation de la méthode de calcul de la charge économique imputée au compte annuel de résultat d'exploitation de la délégation figure ci-avant.

Le présent chapitre distingue les investissements de renouvellement, les travaux neufs du domaine concédé et les investissements du domaine privé :

- Le renouvellement se définit comme le remplacement, à fonction identique, d'un bien du domaine concédé. Ce nouveau bien peut être d'une conception strictement identique, améliorée, ou d'une technologie différente. Ce qui importe est sa finalité,
- Les travaux neufs sont représentés par les opérations de création d'installations neuves ou le remplacement de biens qui donnent lieu à une extension, soit lorsque le volume traité est augmenté (aspect, quantitatif), soit lorsque la qualité du service rendu est sensiblement améliorée (aspect qualitatif),
- Les investissements du domaine privé sont des biens du domaine privé de SUEZ Eau France, tels que les compteurs et les équipements de télérelève, ainsi que l'outillage et équipements, bureaux, véhicules, mobilier, informatique, etc., ...

4.4.1 Le renouvellement

- **LES OPERATIONS REALISEES**

Les opérations de renouvellement réalisées sur l'année d'exercice ont été décrites au chapitre "La situation des biens et des immobilisations". Le tableau suivant récapitule ces opérations.

Renouvellement de l'année	
Opération	Dépenses comptabilisées (€)
Installations	149 540,99
Réseaux	488,22
Total	150 029,21

• **LA COMPTABILISATION DU RENOUELEMENT DANS LE CARE**

La traduction dans le CARE de ces dépenses est la suivante :

Dépenses comptabilisées dans l'année par type d'obligation contractuelle	
Désignation	Dépenses comptabilisées (€)
Garantie de continuité de service	0
Programme contractuel de renouvellement	19 114,83
Fonds contractuel de renouvellement	130 914,38
Total	150 029,21

• **LE SUIVI PLURIANNUEL DU RENOUELEMENT**

Les dépenses constatées de renouvellement au cours des 5 dernières années d'exercice sont les suivantes :

Suivi pluriannuel du renouvellement : dépenses comptabilisées (€)			
Opération	2019	2020	2021
Renouvellement	758 650,34	200 519,02	150 029,21



| Votre délégataire



5.1 Notre organisation

5.1.1 La Région

Agence Sud-Ouest Île-de-France



Sibylle DE LA GRAND RIVE
Directrice d'agence
Territoriale

sibylle.de-la-grand-rive
@suez.com



Cécile PAJANIANDY
Assistante

cecile.pajaniandy
@suez.com



Farah TARA
Responsable commercial

farah.taha
@suez.com



Saïd BAKLOUL
Préventeur

saïd.bakloul
@suez.com

Centre de services Bures-sur-Yvette



Pierre GUINET
Directeur d'agence adjoint
opération et travaux

pierre.guinet
@suez.com



Aude NAPOLY
Responsable exploitation
réseaux assainissement
et usines

aude.napoly
@suez.com



Michel BOUARROUDJ
Responsable exploitation
réseaux eau

michel.bouarroudj
@suez.com

Centre de services Étampes



Saddek AMEZIANE
Responsable
des exploitations

saddek.ameziane
@suez.com



Véronique JACQUES
Assistante

veronique.jacques
@suez.com



Matthieu GABORI
Responsable usines

matthieu.gabori
@suez.com



Lionel JACQUEMARD
Technicien réseaux

lionel.jacquemard
@suez.com



Yohan BLOT
Technicien réseaux

yohan.blot
@suez.com



| Annexes

6.1 Les réseaux par commune

Répartition du linéaire de canalisation par type de réseau, diamètre et commune										
Type de réseau	Diamètre	Commune	Gravitaire			Refoulement	Siphon	Inconnu	Total	
			Eaux Usées	Eaux Pluviales	Unitaire	Eaux Usées	Eaux Usées	Eaux Usées		
Communal	20	LE VAL-SAINT-GERMAIN	9						9	
	75	ROINVILLE				231			231	
		VILLECONIN				203			203	
	80	DOURDAN	84			16			101	
		LE VAL-SAINT-GERMAIN				163			163	
		SAINT-MAURICE-MONTCOURONNE				420			420	
	90	ROINVILLE				284			284	
		SERMAISE				54			54	
	100	LE VAL-SAINT-GERMAIN				126			126	
	125	LE VAL-SAINT-GERMAIN	8						8	
		SAINT-MAURICE-MONTCOURONNE	28						28	
	150	DOURDAN	561						561	
		LE VAL-SAINT-GERMAIN	78						78	
		MAUCHAMPS			67				67	
		ROINVILLE	1 316						1 316	
		SAINT-CHERON	205						205	
		SAINTE-MESME	211						211	
		SAINT-MAURICE-MONTCOURONNE	421						421	
		SERMAISE	182						182	
	160	LE VAL-SAINT-GERMAIN	5						5	
		ROINVILLE	194						194	
		SERMAISE	7						7	
	180	ROINVILLE	63						63	
	200	BREUILLET	40							40
		BREUX-JOUY	5 555					12		5 567
		COURSON-MONTELOUP	70							70
		DOURDAN	30 739							30 739
		LE VAL-SAINT-GERMAIN	8 910				3			8 913
		LONGVILLIERS	1 363							1 363
		MAUCHAMPS		14	633					647
		ROINVILLE	7 414		1 472			11		8 896
		SAINT-CHERON	23 111		79	49			14	23 253
		SAINT-CYR-SOUS-DOURDAN	7 684						14	7 698
SAINTE-MESME		3 887				74			3 960	
SAINT-MARTIN-DE-BRETHENCOURT		2 583							2 583	
SAINT-MAURICE-MONTCOURONNE		9 127							9 127	
SAINT-SULPICE-DE-FAVIERES		2 393							2 393	
SAINT-YON		6 185					8		6 192	

		SERMAISE	12 719					12 719	
		SOUZY-LA-BRICHE	760			30		790	
		VAUGRIGNEUSE	146					146	
		VILLECONIN	9 091					9 091	
	250		BREUX-JOUY	175					175
			DOURDAN	1 461					1 461
			SAINT-MAURICE-MONTCOURONNE	34					34
			SAINT-YON	13					13
			VILLECONIN	173					173
	300		BREUX-JOUY	127					127
			DOURDAN	986					986
			MAUCHAMPS		91	241			332
			ROINVILLE	198	5	310			513
			SAINT-CYR-SOUS-DOURDAN	972					972
			SAINT-MARTIN-DE-BRETHENCOURT	164		347			511
			SAINT-MAURICE-MONTCOURONNE	159					159
	400		SERMAISE	19					19
			DOURDAN	1 309	151				1 460
	500		SERMAISE	32					32
			DOURDAN		42				42
	800		MAUCHAMPS			387			387
			MAUCHAMPS			530			530
	T130x70		MAUCHAMPS			246			246
	T130x80		MAUCHAMPS			41			41
	Inconnu		BREUX-JOUY	156					156
		DOURDAN	4 474	9		8		4 491	
		LE VAL-SAINT-GERMAIN	32					32	
		LONGVILLIERS	28					28	
		MAUCHAMPS		65	17			81	
		ROINVILLE	95			125		220	
		SAINT-CHERON	714			212		927	
		SAINT-CYR-SOUS-DOURDAN	5	7		825	74	911	
		SAINTE-MESME	103					103	
		SAINT-MARTIN-DE-BRETHENCOURT	80	7	912			999	
		SAINT-MAURICE-MONTCOURONNE	7					7	
		SAINT-YON	12					12	
		SERMAISE	1 587					1 587	
	SOUZY-LA-BRICHE	62					62		
Total Communal			1483 24	391	5 279	2 822	31	103	156 950
Intercommunal affermé	100	BREUILLET				150		150	
	110	LE VAL-SAINT-GERMAIN				212		212	
		SAINT-MAURICE-MONTCOURONNE	140			565		705	
		VILLECONIN				838		838	
	150	SOUZY-LA-BRICHE				796		796	
		VILLECONIN				790		790	
200	BREUILLET	128					128		

	LE VAL-SAINT-GERMAIN	1 252						1 252
	MAUCHAMPS	593						593
	SAINT-CHERON	1 325						1 325
	SAINTE-MESME	1 916			171			2 087
	SAINT-MARTIN-DE-BRETHENCOURT	3 786			585			4 371
	SAINT-MAURICE-MONTCOURONNE	1 997						1 997
	SAINT-SULPICE-DE-FAVIERES	3 530						3 530
	SOUZY-LA-BRICHE	1 556						1 556
	VAUGRIGNEUSE	699						699
	VILLECONIN	80						80
250	BREUILLET	1 200			494			1 694
	BREUX-JOUY	1 516						1 516
	DOURDAN	321						321
	SAINT-MAURICE-MONTCOURONNE	2 569			113			2 682
	SAINT-SULPICE-DE-FAVIERES	643				15		658
	VILLECONIN	172						172
300	BREUILLET	1 287						1 287
	BREUX-JOUY	42						42
	DOURDAN	3 404						3 404
	LE VAL-SAINT-GERMAIN	449						449
	SAINT-CYR-SOUS-DOURDAN	903						903
	SAINTE-MESME	1 107						1 107
	SAINT-MAURICE-MONTCOURONNE	458						458
350	BREUILLET	398						398
	DOURDAN	1 763				23		1 785
	LE VAL-SAINT-GERMAIN	41						41
	ROINVILLE	57						57
400	BREUX-JOUY	710				17		728
	SAINT-CHERON	572						572
	SERMAISE	1 883						1 883
450	ROINVILLE	2 242				12		2 254
	SERMAISE	1 276						1 276
500	BREUX-JOUY	1 712						1 712
	SAINT-CHERON	3 097						3 097
	SERMAISE	335						335
Inconnu	LE VAL-SAINT-GERMAIN	29					72	100
	SAINT-CHERON	53						53
Total Intercommunal		45239	0	0	4 713	67	72	50 091
Total général		193 564	391	5 279	7 535	97	174	207 040

6.2 Bilan d'activités réseaux

6.2.1 Les inspections télévisées des réseaux

Inspection télévisée des réseaux				
Commune	Date	Adresse	Réseau	Linéaire (ml)
BREUX-JOUY	28/04/2021	RUE DE LA TUILERIE	EU	79,1
DOURDAN	04/02/2021	PLACE DU CHARIOT	EU	79,69
ROINVILLE	03/05/2021	ROUTE DE POISSARD	EU	21,58
	03/05/2021	RUE DE L'ORGE	EU	12,36
	03/05/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	EU	356,41
SERMAISE	23/02/2021		EU	20,61
	23/02/2021	ALLEE DU MANOIR	EU	18,89
	23/02/2021	IMPASSE DE ACACIAS	EU	76,63
	23/02/2021	PLACE DE VILLENEUVE	EU	274,92
ST MAURICE MONTCOURONNE	Non finalisée	Chemin de Berchevilliers	EU	1223
BREUILLET	Non finalisée	Amont PR Boissières	EU	519

6.2.2 Le curage préventif des réseaux

Curage préventif des réseaux (y compris préparatoire)				
Commune	Date	Adresse	Réseau	Linéaire (ml)
BREUX-JOUY	28/04/2021	RUE DE LA TUILERIE	EU	79,1
	23/12/2021	RUE DE LA TUILERIE	EU	113,9
	23/12/2021	RUE DE RIMORON	EU	161,13
	23/12/2021	RUE GABRIEL PERI	EU	296,04
DOURDAN	04/02/2021	PLACE DU CHARIOT	EU	79,69
	11/03/2021	VRES RUE DE BONNIVEAU	EU	118,38
	27/05/2021	RUE DE L' ABBE GERARD	EU	62,07
	27/05/2021	RUE DES BOUCHERIES	EU	57,08
	27/05/2021	RUE JUBE DE LA PERELLE	EU	145,37
	27/05/2021	RUE JUBÉ DE LA PERELLE	EU	58,68
	21/12/2021	RUE FORTIN	EU	238,54
	21/12/2021	DOURDAN	EU	55,09
	22/12/2021	AVENUE DU 14 JUILLET	EU	13,22
	22/12/2021	AVENUE DU 14 JUILLET	EU	325,4
	22/12/2021	RUE D' ORSONVILLE	EU	153,45
	22/12/2021	RUE MARIE POUSSEPIN	EU	32,55
	27/12/2021	RUE DES POTIERS	EU	13,54
	27/12/2021	RUE DES POTIERS RUE DES POTIERS	EU	11,5
	27/12/2021	PLACE DE LA CHAMOTTE	EU	31,11
	27/12/2021	RUE DES POTIERS	EU	352,45
	27/12/2021	RUE GAETAN BREGEON	EU	25,86
	28/12/2021	ETAMPES À LOUVIERS) ETAMPES AVENUE	EU	12,49
	28/12/2021	PLACE DU CHARIOT	EU	31,79
	28/12/2021	PORTE D'ETAMPES	EU	49,97
28/12/2021	AVENUE D ETAMPES	EU	16,81	
28/12/2021	RUE D ETAMPES	EU	103,58	

	28/12/2021	RUE D' ETAMPES	EU	59,13
LE VAL-SAINT-GERMAIN	21/12/2021	CD 27	EU	66,22
	21/12/2021	RUE DU VILLAGE	EU	717,5
MAUCHAMPS	28/12/2021	PLACE SAINT JEAN	UN	40,1
	28/12/2021	RUE DE LA CROIX	UN	23,25
	28/12/2021	RUE DE LA GUERINIERE	UN	263,67
ROINVILLE	03/05/2021	ROUTE DE POISSARD	EU	21,58
	03/05/2021	RUE DE L' ORGE	EU	12,36
	03/05/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	EU	356,41
	28/12/2021	ALLEE DES PEUPLIERS	EU	73,39
	28/12/2021	ALLEE DES POMMIERS	EU	46,97
	28/12/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	EU	109,21
ST MAURICE MONTCOURONNE	non finalisée	Chemin de Berchevilliers	EU	1223
BREUILLET	non finalisée	Amont PR Boissières	EU	519
SAINT-CHÉRON	21/12/2021	RUE DU COTEAU SUD	EU	29,58
	21/12/2021	RUE DU COTEAU SUD	EU	282,9
	22/12/2021	RUE DES MARES	EU	14,9
	22/12/2021	RUE DU GUE	EU	279,61
	22/12/2021	RUE DU GUÉ	EU	16,7
	22/12/2021	SENTE RURALE NO.11 DITE DES CHAMPS QUEUX	EU	100,94
	22/12/2021	SENTE RURALE NO.20 DE LA CROIX AUGIN	EU	5,64
	22/12/2021	CHEMIN DES CHAMPS QUEUX	EU	30,58
	22/12/2021	CHEMIN DES GRES	EU	201,21
	22/12/2021	RUE CELESTE BOURSIER	EU	169,98
	22/12/2021	RUE DE CHANTROPIN	EU	47,5
	22/12/2021	RUE DES MARES	EU	214,15
	22/12/2021	RUE DU MOULIN	EU	73,58
22/12/2021	SENTE DE LA CROIX AUCLIN	EU	54,46	
SAINTE-MESME	28/12/2021	RUE DU BUISSON	EU	258,92

SAINT-MARTIN-DE-BRÉTHENCOURT	28/12/2021	ROUTE DE CORBREUSE	EU	188,87
	29/12/2021	ALLEE DES CLOS	EU	35,74
	29/12/2021	ROUTE DE CORBREUSE ET ALLEE DES CLOS	EU	204,99
	29/12/2021	RUE SAINT JACQUES	EU	53,88
SAINT-YON	21/12/2021	CHEMIN DE LA RENARDE	EU	72,65
	21/12/2021	RUE DES BAS JARDINS	EU	286,02
SERMAISE	23/02/2021		EU	20,61
	23/02/2021	ALLEE DU MANOIR	EU	18,89
	23/02/2021	IMPASSE DE ACACIAS	EU	76,63
	23/02/2021	PLACE DE VILLENEUVE	EU	274,92
	27/04/2021		EU	61,8
	27/04/2021	RUE BOILEAU	EU	20,09
	20/12/2021	AVENUE PAUL BLOT	EU	282,2
	20/12/2021	CHEMIN DES BROSES	EU	192,88
	20/12/2021	CHEMIN RURAL NO20 (CHEMIN DU CIMETIERE RUE DU REPOS)	EU	17,66
	20/12/2021	RUE DES ECOLES	EU	172,2
	20/12/2021	RUELLE DE LA MAREBELLE	EU	82,16
	20/12/2021	VOIE COMMUNALE NO1 (ROUTE DE BLANCHEFACE)	EU	29,98

6.2.3 Les opérations de désobstructions

Opérations de désobstructions canalisations			
Commune	Date	Adresse	Nombre
DOURDAN	27/01/2021	22 RUE REGNARD	1
	29/01/2021	0 RUE DU MESNIL	1
	29/01/2021	PLACE DU CHARIOT	1
	05/02/2021	22 RUE PIERRE PAVARD	1
	20/05/2021	4-6 RUE DE RAMBOUILLET	1
	26/05/2021	7-9 RUE JUBE DE LA PERELLE	1
	27/05/2021	PLACE DU CHARIOT	1
	25/08/2021	CHEMIN DU PONT GUENE	1
	29/11/2021	0 RUE DU MESNIL	1
	03/12/2021	26 RUE REGNARD	1
	07/12/2021	CHEMIN DU PONT GUENE - X RUE DES MEUNIERIS	1
LE VAL ST GERMAIN	14/04/2021	7 RUE DU VILLAGE	1
	13/12/2021	8 CHEMIN DU POTAGER	1
	20/12/2021	8 CHEMIN DU POTAGER	1
ROINVILLE	09/01/2021	3 CHEMIN DE LA FON BOURGEOIS	1
	19/03/2021	0 ALLEE DES PEUPLIERS	1
SERMAISE	26/05/2021	0 AVENUE PAUL BLOT	1
ST CHERON	30/03/2021	14 RUELLLE DE L'ORGE	1
	06/06/2021	16 RUE DE LA BASINIERE	1
	23/11/2021	16 RUE DU CLOS GUIRAUD	1
	10/12/2021	11 TER RUE DES HERBAGES	1
	11/12/2021	11 RUE DES HERBAGES	1
ST CYR SOUS DOURDAN	06/08/2021	8 CHEMIN DE LA MARE DES CHAMPS	1
ST MAURICE MONTCOURONNE	04/05/2021	11 ROUTE DE BRUYERES	1
STE MESME	22/04/2021	8 CHEMIN D ORMILLARD - 8 chemin de l'Ormillard	1

Opérations de désobstructions branchements			
Commune	Date	Adresse	Nombre
BREUX JOUY	20/02/2021	4 PLACE DE L EGLISE	1
DOURDAN	18/02/2021	5-7 RUE DE CHARTRES	1
	20/05/2021	3 IMPASSE BOURGNEUF	1
	20/11/2021	26 RUE REGNARD	1
	02/12/2021	12 ROUTE DE LIPHARD	1
LE VAL ST GERMAIN	27/03/2021	0 RUE DU VILLAGE	1
SERMAISE	28/10/2021	188 RUE DES HOUCHES	1
	28/10/2021	188 RUE DES HOUCHES	1
ST CHERON	25/03/2021	0 RUE ARISTIDE BRIAND - X RUE CHARLES DE GAULLE	1
	29/03/2021	2 ALLEE DES PEUPLIERS	1
	07/04/2021	13 COUR DE L EGLISE	1
	14/06/2021	30 RUE CHARLES DE GAULLE	1
	09/07/2021	5 RUE DU COTEAU SUD	1
ST CYR SOUS DOURDAN	27/07/2021	8 RUE DE LA LAITERIE	1
ST MARTIN DE BRETHENCOURT	18/06/2021	3 CARREFOUR DE LA MARE	1
ST MAURICE MONTCOURONNE	14/01/2021	11 RUE DE BERCHEVILLIERS	1
	06/09/2021	6 CHEMIN DES GRAVIERS	1
STE MESME	16/04/2021	8 CHEMIN D ORMILLARD	1
VILLECONIN	13/07/2021	7 RUE DU PARADIS	1

Opérations de désobstructions avaloirs			
Commune	Date	Adresse	Nombre
ST CHERON	14/01/2021	13 RUE DE LA REMARDE	1

6.2.4 Les enquêtes de conformité

Enquêtes de conformité						
Commune	Date de réalisation	Adresse	Type enquête	Nature	Suivi vente ?	Conformité
BREUX JOUY	05/03/2021	2 E RUE DU MOULIN	Enquête initiale	Vente		CONFORME
	07/04/2021	3 HAMEAU DE LA PLUCHE	Enquête initiale	Vente		CONFORME
	28/07/2021	12 HAMEAU DE LA PLUCHE	Enquête initiale	Vente		CONFORME
	11/08/2021	3 IMPASSE DU CHAMP DU HAUT	Enquête initiale	Vente		CONFORME
DOURDAN	27/01/2021	7 IMPASSE BOURGNEUF	Enquête initiale	Vente		CONFORME
	21/04/2021	27 RUE DE LA BELETTE	Enquête initiale	Vente		CONFORME
	28/07/2021	7 RUE DE LA PREDECELLE	Enquête initiale	Vente		CONFORME
	20/10/2021	1 ALLEE DES GUIGNIERS	Enquête initiale	Vente		CONFORME
	20/10/2021	24 RUE LEBRUN	Enquête initiale	Vente		CONFORME
	03/11/2021	15 RUE DU PETIT RUE	Enquête initiale	Vente		CONFORME
	01/12/2021	6 ALLEE DEBUSSY	Enquête initiale	Vente		NON CONFORME
	01/12/2021	6 ALLEE DEBUSSY	Contre-visite	Vente		CONFORME
	13/12/2021	12 ROUTE DE LIPHARD	Enquête initiale	Contractuel		
LE VAL ST GERMAIN	07/04/2021	43 B RUE DE LA POTERIE	Enquête initiale	Vente		CONFORME

	19/05/2021	7 RUE DE BOUVILLE	Enquête initiale	Vente		CONFORME
	25/08/2021	8 RUE DU MARAIS	Enquête initiale	Vente		CONFORME
MAUCHAMPS	05/02/2021	6 B RUE DE LA CROIX	Enquête initiale	Vente		CONFORME
	05/02/2021	6 B RUE DE LA CROIX	Enquête initiale	Vente		
	15/12/2021	16 RUE DES TEMPLIERS	Enquête initiale	Vente		CONFORME
ROINVILLE	10/03/2021	12 RUE DU MESNIL ZA	Enquête initiale	Vente		CONFORME
	24/03/2021	29 RUE DU GENERAL DE GAULLE	Enquête initiale	Vente		CONFORME
	22/09/2021	3 CH DES GARENNES LA BRUYER HAMEAU DE LA BRUYERE	Enquête initiale	Vente		CONFORME
	06/10/2021	6 CHEMIN DE LA BESLIERE HAMEAU DE MARCHAIS	Enquête initiale	Vente		CONFORME
	01/12/2021	. RUE DU PETIT CHATEAU RESIDENCE DE L ORME LOT 4	Enquête initiale	Vente		CONFORME
	15/12/2021	4 B RUE DES COLOMBIERS PLATEAU	Enquête initiale	Vente		NON CONFORME
SERMAISE	07/04/2021	686 RUE DES SOURCES	Enquête initiale	Vente		CONFORME
	21/04/2021	392 RUE JOURDAIN	Enquête initiale	Vente		CONFORME
	02/06/2021	547 RUE JOURDAIN	Enquête initiale	Vente		CONFORME
	30/06/2021	6 RUE DE LA FOSSE AUX CHASSEURS LA HAIE ROUSSET	Enquête initiale	Vente		CONFORME

	28/07/2021	40 RUE DES ROSEAUX	Enquête initiale	Vente		CONFORME
	11/08/2021	18 CHEMIN DE LA VALLEE	Enquête initiale	Vente		CONFORME
	25/08/2021	320 ROUTE DE MONDETOUR LOT A	Enquête initiale	Vente		CONFORME
	22/09/2021	245 ROUTE DU SOUFFLE CUL	Enquête initiale	Vente		CONFORME
	15/12/2021	194 RUE DE LA PETITE MARE	Enquête initiale	Vente		NON CONFORME
SOUZY LA BRICHE	24/03/2021	27 GRANDE RUE	Enquête initiale	Vente		CONFORME
ST CHERON	07/04/2021	4 CHEMIN DES SOUCHES	Enquête initiale	Vente		CONFORME
	30/06/2021	12 RUE FRESNEL	Enquête initiale	Vente		CONFORME
ST CYR SOUS DOURDAN	26/03/2021	1 CHEMIN DES PENDANTS	Enquête initiale	Vente		CONFORME
ST MAURICE MONTCOURONNE	11/08/2021	1 IMPASSE DE L EGLISE	Enquête initiale	Vente		CONFORME
ST SULPICE DE FAVIERES	25/08/2021	6 CHEMIN DES GRAVIERS	Enquête initiale	Vente		CONFORME
ST YON	03/11/2021	13 ALLEE DES GRAVIERS	Enquête initiale	Vente		CONFORME
STE MESME	11/02/2021	4 RUE DES JARDINS	Enquête initiale	Vente		CONFORME



© Valentin Pacaut / The Explorers



Service de l'assainissement

Annexe au rapport annuel du délégataire 2021

Sommaire

1	 Glossaire : Principales définitions	Erreur ! Signet non défini.
2	 Les indicateurs des services assainissement	Erreur ! Signet non défini.
3	 Le prix du service de l'assainissement	17
4	 CARE : méthode d'élaboration	Erreur ! Signet non défini.
5	 Les mesures de la satisfaction client	Erreur ! Signet non défini.
6	 Synthèse réglementaire	30



Glossaire : Principales définitions

A

-

- **Abandon de créance**

Réduction de sommes dues au fournisseur d'eau dans le cadre d'une mesure de Fond de Solidarité Logement.

- **Abonné (ou client)**

Personne physique ou morale ayant souscrit un abonnement auprès de l'opérateur du service public de l'eau ou de l'assainissement. L'abonné est par définition desservi par l'opérateur. Il peut être titulaire de plusieurs abonnements, sur le même service, en des lieux géographiques distincts. Les abonnés peuvent être des particuliers, des syndicats de copropriété, des collectivités pour les besoins municipaux, des entreprises (services, industries), des agriculteurs (irrigation).

L'abonné perd sa qualité d'abonné lorsque le service est stoppé, quelle que soit sa situation vis-à-vis de la facturation (il n'est plus desservi, mais son compte peut ne pas encore être soldé).

- **Abonné domestique ou assimilé**

Les abonnés domestiques ou assimilés sont les abonnés qui sont redevables à l'agence de l'eau au titre de la pollution domestique. Pour ces abonnés, les redevances sont perçues par l'organisme chargé de l'encaissement des factures émises pour la fourniture du service puis reversées à l'agence de l'eau.

- **Abonnement**

L'abonnement désigne le contrat qui lie l'abonné à l'opérateur pour la gestion du service de l'eau ou de l'assainissement conformément au règlement du service. Il y a un abonnement pour chaque point d'accès au service (point de livraison d'eau potable ou de collecte des effluents qui dessert l'abonné ou l'installation d'assainissement autonome).

- **Assainissement non collectif (ANC) ou autonome**

L'assainissement non collectif est parfois appelé autonome ou individuel. Il désigne tout système d'assainissement effectuant la collecte, le prétraitement, l'épuration, l'infiltration ou le rejet des eaux usées domestiques des immeubles non raccordés au réseau public d'assainissement.

- **Assainissement collectif**

L'assainissement collectif est le mode d'assainissement qui regroupe les infrastructures publiques de collecte (branchements), transport (collecteurs) et traitement centralisé (stations d'épuration et ouvrages de prétraitement physique). Les effluents sont collectés et transportés à l'échelle d'une ou de plusieurs collectivités ou quartiers.

- **Autorité organisatrice**

Personne publique (commune, EPCI, syndicat mixte) ayant la responsabilité de l'organisation du service public d'eau ou d'assainissement, qui désigne et contrôle son opérateur.

- **Avaloir**

Ouverture destinée à recueillir les eaux de ruissellement et à les évacuer à l'égout.

- **Autosurveillance réseau**

L'autosurveillance des réseaux d'assainissement concerne principalement les réseaux unitaires et mixtes de plus de 2 000 Eq/H. Elle consiste :

- A instrumenter les principaux déversoirs d'orage de mesures des débits et estimer les charges rejetées mensuellement pour les DO en aval des bassins versants supérieurs à 10 000 Eq/H.
- A estimer les périodes de déversement et des débits dans le cas des DO en aval des bassins versants supérieurs à 2 000 Eq/H.

B

- **Branchement assainissement**

Canalisation ou raccordement, en général enterré, destiné à véhiculer les eaux usées et/ou les eaux pluviales depuis l'origine (point d'entrée) jusqu'au collecteur (d'après le paragraphe 3.6 de la NF EN 752-1).

- **Biens de reprise**

Les biens de reprise sont des biens dont le délégataire est propriétaire et qui peuvent être rachetés par la collectivité à la fin du contrat selon les modalités prévues par le contrat.

- **Biens de retour**

Les biens de retour sont ceux dont le contrat prévoit qu'ils feront obligatoirement et automatiquement Retour à la collectivité au terme de la Délégation de Service Public, en principe de manière gratuite. Ils se caractérisent par le fait qu'ils sont nécessaires à l'exploitation du service. Ils sont considérés comme étant la propriété de la collectivité dès l'origine, même s'ils ont été financés et réalisés par l'exploitant.

C

- **Certification ISO 9001**

Certification relative aux systèmes de gestion de la qualité de service et de la satisfaction client. Elle donne les exigences organisationnelles requises pour l'existence d'un système de gestion de la qualité.

- **Certification ISO 14001**

Certification prescrivant les exigences relatives à un système de management environnemental (S.M.E.). Elle permet à un organisme de formuler une politique et des objectifs prenant en compte les exigences législatives et les informations relatives aux impacts environnementaux significatifs.

- **Clapet anti-retour**

Équipement ne permettant la circulation de l'eau que dans un sens.

- **Collecteur**

Canalisation ou tout autre ouvrage habituellement enterré, destiné à véhiculer des eaux usées et/ou des eaux pluviales (d'après la NF EN 752-1).

- **Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL)**

Commission ayant vocation de permettre aux usagers des services publics d'obtenir des informations sur le fonctionnement effectif des services publics, d'être consultés sur certaines mesures relatives à leur organisation et émettre toute proposition utile en vue des adaptations qui pourraient apparaître nécessaires. Les compétences de ces CCSPL sont l'examen des rapports (RAD, RPQS, ...) et les consultations obligatoires. Les communes de plus de 10 000 habitants, les établissements publics de coopération intercommunale de plus de 50 000 habitants et les syndicats mixtes comportant au moins une commune de plus de 10 000 habitants doivent prévoir la création d'une CCSPL.

- **Commission départementale Solidarité Eau**

Commission qui octroie les aides financières (aides Fonds de Solidarité Logement) aux administrés.

- **Curage**

Opération de nettoyage ou de désobstruction d'un collecteur, avec extraction de matières, incluant l'utilisation de la haute pression. Il peut être **préventif** (avant problème) ou **curatif** (pour résoudre le problème).

D

- **DBO5**

Demande Biologique/Biochimique en oxygène pour 5 jours. La DBO est la quantité d'oxygène nécessaire aux micro-organismes présents dans un milieu pour oxyder (dégrader) les substances organiques contenues dans un échantillon d'eau maintenu à 20° C et dans l'obscurité, pendant 5 jours.

- **DCO**

Demande chimique en oxygène : indicateur de pollution correspondant à la quantité d'oxygène consommée pour oxyder les matières biodégradables et non biodégradables.

- **Désobstruction**

Opération de débouchage d'un collecteur, par curage ou par chasse.

E

- **Eaux pluviales**

Eaux provenant des précipitations, qui ne se sont pas infiltrées dans le sol et qui sont recueillies dans le réseau d'assainissement directement depuis le sol ou depuis les surfaces extérieures des bâtiments (d'après la NF EN 752-1).

- **Eaux résiduaires ou eaux usées**

Eaux modifiées par l'usage qui en a été fait et rejetées dans un réseau d'évacuation ou d'assainissement ou vers des ouvrages d'assainissement autonome.

- **Eaux usées domestiques**

Eaux usées provenant des cuisines, buanderies, lavabos, salles de bain, toilettes et installations similaires, en résumé provenant des usages domestiques dans une maison (NF EN 752-1).

- **Échantillon**

Un échantillon est la fraction d'un prélèvement qui est envoyé à un laboratoire afin d'en effectuer des analyses. Il peut être constitué de plusieurs flacons (1 échantillon = n flacons pour faire p analyses sur q paramètres).

- **Enquête de conformité**

Une enquête de conformité, permet d'établir un diagnostic vérifiant que :

- Les eaux usées d'une habitation sont directement raccordées au réseau public d'eaux usées (sans fosse, ni rétention).
- Les eaux pluviales de l'habitation sont gérées sur la parcelle ou exceptionnellement raccordées au réseau public d'eaux pluviales.

- **Equivalent-habitant (EqHab)**

L'équivalent-habitant est une unité de mesure permettant de quantifier la charge brute de pollution organique, 1 EqHab= 60 g de DBO5.

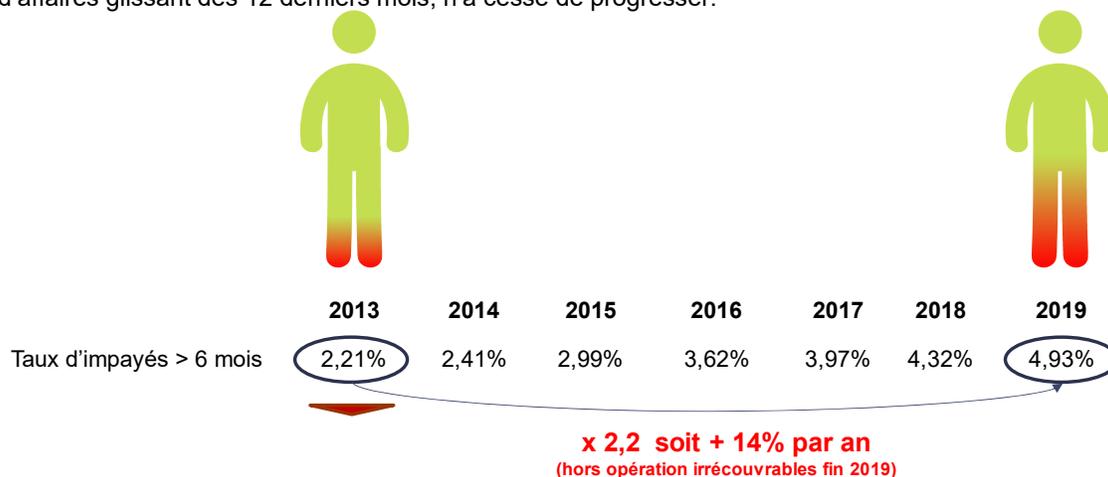
- **Encaissement et le recouvrement**

Composée d'un service administratif et de professionnels du recouvrement, cette entité interne à SUEZ Eau France travaille en étroite relation avec les services sociaux des communes et des départements

Le taux global des créances (eau, assainissement) supérieures à 6 mois est calculé en prenant le ratio de l'intégralité des créances jugées comme recouvrables, rapportées au chiffre d'affaires de l'année écoulée. Il se détermine en pourcentage du chiffre d'affaires TTC.

Pour une collectivité, ce taux est un indicateur à caractère social. Il donne une mesure de la difficulté de paiement des habitants, même si les causes sont multiples. Ce taux est régulièrement mesuré et constitue un objectif important pour l'Entreprise Régionale.

Depuis 2013, marquée notamment par la promulgation de la loi Brottes, le taux d'impayés clients (eau, assainissement, travaux), défini comme le ratio des créances de plus de 6 mois rapportées au chiffre d'affaires glissant des 12 derniers mois, n'a cessé de progresser.



Pour endiguer cette tendance, Suez a adapté en permanence les compétences et le dimensionnement de ses équipes en charge du recouvrement afin de piloter des plans de relance structurés en 3 phases une fois la période d'exigibilité des factures dépassée :

Recouvrement amiable :

- avis par mails, SMS ou courriers gradués en fonction du temps,
- relances téléphoniques systématiques avant passage à la phase suivante

Recouvrement précontentieux

- recouvrement terrain en cas de relance téléphonique infructueuse,
- recours à des cabinets d'huissiers locaux ou à des sociétés spécialisées de recouvrement

Recouvrement contentieux

- avis de poursuite en cas de recouvrement terrain infructueux,
- transmission des créances à un cabinet de recouvrement et/ou à un huissier
- procédure judiciaire individuelle ou collective (assignation, mesures exécutoires le cas échéant)

Suez Eau France agit également au plan local comme au plan national pour améliorer son dispositif de solidarité et remplir au mieux ses missions de service public. Outre les partenariats développés localement avec les services sociaux, un dispositif d'aide aux clients démunis permet d'identifier les clients en réelle situation de précarité pour les orienter vers le CCAS, le Fonds de Solidarité Logement du Département ou le Correspondant Solidarité Logement interne Suez.

Lorsque toutes les actions de recouvrement amiable et/ou contentieux sont restées vaines et sous réserve de disposer des justificatifs requis (certificats d'irrecouvrabilité), les créances irrécupérables sont passées en irrécouvrables, matérialisant une perte économique pour la collectivité et son concessionnaire.

Le niveau atteint par ces « irrécouvrables » étant devenu trop élevé et démotivant pour les équipes recouvrement internes, la Direction Financière, avec l'accord des Commissaires aux Comptes, a décidé de procéder fin 2019 à un passage en pertes d'une part importante de ce stocks d'irrécouvrables.

Cette opération explique le retour à un niveau d'impayés national de 3,93% alors qu'il aurait été de 4,93% sans cela.

Suez et ses équipes mettent tout en œuvre pour que le stock de créances irrécouvrables ne se reconstitue pas.

F

- **Fonds de solidarité (FSL)**

Il s'agit d'un dispositif public de maintien du service public de l'eau et de l'assainissement pour les personnes et les familles en situation de pauvreté et de précarité. Ce dispositif est piloté par les départements.

Le FSL attribue des aides financières ponctuelles et/ou finance des mesures d'accompagnement aux ménages en difficultés. Les aides attribuées couvrent divers domaines liés au logement : l'accès, le maintien et, depuis 2005, les dépenses liées aux impayés d'énergie, d'eau ou de téléphone.

SUEZ a noué des partenariats avec différentes structures partagées de services publics, telles que la Poste, la Maison de services publics ou les Point Informations Médiation Multi-services, qui permet d'offrir un service aux personnes isolées et fragiles. Il s'agit de lieux d'accueil ouvert à tous et destiné à faciliter l'utilisation de l'ensemble des services publics (Engie, EDF, Enedis, SNCF).

Les données ci-dessous représentent l'activité du Fonds de Solidarité Logement sur les communes du département gérées par SUEZ Eau France.

H

- **Habitant**

Personne domiciliée de manière permanente ou temporaire (habitant saisonnier) sur le territoire d'une collectivité.

- **Habitant desservi**

Personne domiciliée de manière permanente ou temporaire (habitant saisonnier) sur le territoire d'une collectivité dans une zone où elle est soit raccordée soit raccordable aux installations du service public d'eau ou d'assainissement collectif, soit non raccordée avec dérogation. Dans le cas de l'assainissement non collectif, il s'agit d'une personne domiciliée sur une zone délimitée comme étant une zone couverte par un service d'assainissement non collectif.

I

- **Inspection télévisée**

L'inspection télévisée (à l'aide de caméra vidéo) des canalisations est utilisée pour la détection de fuites, des obstructions et la vérification enregistrée de l'état du conduit. Le passage de la caméra vidéo dans les canalisations se fait par poussée manuelle, jusqu'à une longueur suffisante pour une inspection totale des canalisations. L'écran visualise l'état du conduit. La distance parcourue par le câble et le détecteur par signal acoustique localise très précisément l'endroit de l'anomalie. En cas d'intervention nécessaire, les travaux de démolition sont limités à la zone concernée, ce qui amène des économies très substantielles du coût d'intervention.

- **ISDND**

Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (correspondant à l'ancienne dénomination CET de classe 2).

- **Inventaire du patrimoine**

Inventaire des biens du service, et notamment les installations utilisées dans le cadre de l'exécution du contrat. Elle détaille l'ensemble des composants du réseau de collecte, et notamment les canalisations, les branchements et accessoires de réseau.

M

- **MES**

Matières en suspension : quantité de matière récupérée par filtration sur tamis, elle caractérise la pollution particulaire ou non dissoute.

- **Montant des impayés au 31 Décembre de l'année N**

Somme due et non recouvrée au 31 décembre de l'année N sur les factures émises au titre de l'année N-1.

N

- **NK**

Azote Kjeldahl : quantité d'azote présente dans un effluent sous forme ammoniacale (NH₄) et organique, mais n'incluant pas les formes nitrates (NO₃) ou nitrite (NO₂). Il ne s'agit pas de l'azote total (global) exprimé en :

$NGL = NK + NO_2 + NO_3$

- **Nombre d'abonnements**

Nombre d'abonnés desservis en eau c'est à dire les abonnés domestiques et assimilés et les autres abonnés (industriels, ...).

- **Nombre d'habitants**

Population INSEE desservie sur la base de la population des communes et de leur population totale majorée définie en application de l'article L. 2334-2 du code général des collectivités territoriales.

O

- **Ouvrage assainissement**

Ouvrage connecté au réseau d'assainissement et permettant la captation ou le stockage des eaux usées ou pluviales : avaloirs, grilles, déversoirs d'orage, déshuileurs, dessableurs.

- **Ouvrages de prétraitement**

Le prétraitement a pour objectif d'éliminer les éléments les plus grossiers, susceptibles de gêner les traitements ultérieurs et d'endommager les équipements. Il s'agit des déchets volumineux (dégrillage), des sables et graviers (dessablage), des graisses et huiles (dégraissage et déshuilage).

Au cours du **dégrillage**, les eaux usées passent au travers d'une grille dont les barreaux, plus ou moins espacés, retiennent les matières les plus volumineuses. Ces éléments sont ensuite éliminés avec les ordures ménagères.

Le **dessablage** débarrasse les eaux usées des sables et des graisses par sédimentation.

L'écoulement de l'eau à une vitesse réduite dans un bassin appelé "désableur" entraîne leur dépôt au fond de l'ouvrage. Ces particules sont ensuite aspirées par une pompe. Les sables récupérés sont essorés, puis lavés avant d'être soit envoyés en décharge, soit réutilisés, selon la qualité du lavage.

Le **dégraissage** vise à éliminer la présence de graisses dans les eaux usées, graisses qui peuvent gêner l'efficacité des traitements biologiques intervenant ensuite. Le dégraissage s'effectue par flottation. L'injection d'air au fond de l'ouvrage permet la remontée en surface des corps gras. Les graisses sont raclées à la surface, puis stockées avant d'être éliminées (mise en décharge ou incinération). Elles peuvent aussi faire l'objet d'un traitement biologique spécifique au sein de la station d'épuration.

P

- **pH**

potentiel Hydrogène : mesure l'acidité d'une eau (pH inférieur à 7).

- **Prélèvement**

Un prélèvement correspond à l'opération permettant de constituer un ou plusieurs échantillons cohérents (un échantillon par laboratoire) à un instant donné (ou durant une période donnée) et à un endroit donné (1 prélèvement = n échantillons).

- **Prétraitement**

Premiers procédés de traitement de l'eau sur une usine pour éliminer les éléments grossiers les plus faciles à retenir (dégrillage, tamisage, dessablage, ...).

- **P total**

Phosphore total provenant essentiellement des lessives dans les effluents sanitaires urbains.

- **PO4**

Phosphate : forme oxydée dissoute du phosphore.

R

- **Réclamation**

Toute expression de mécontentement adressée à un organisme, concernant ses produits ou le processus même de traitement des réclamations, à laquelle une réponse ou une solution est explicitement ou implicitement attendue. L'ensemble des réclamations reçues par courrier, par téléphone, par internet, par fax ou lors d'une visite en agence.

- **Réseau de collecte des eaux pluviales**

Ensemble des équipements publics (canalisations et ouvrages annexes) acheminant de manière gravitaire les eaux de pluie jusqu'aux unités de dépollution. Il est constitué des avaloirs, des canalisations de collecte, des canalisations de transport, des ouvrages et équipements hydrauliques.

- **Réseau de collecte des eaux usées**

Ensemble des équipements publics (canalisations et ouvrages annexes) acheminant de manière gravitaire ou sous pression les eaux usées et unitaires issues des abonnés, du domaine public ou d'autres services de collecte jusqu'aux unités de dépollution. Il est constitué de la partie publique des branchements, des canalisations de collecte, des canalisations de transport, des ouvrages et équipements hydrauliques.

- **Réseau séparatif**

Le système séparatif consiste à affecter un réseau à l'évacuation des eaux usées domestiques (eaux vannes et eaux ménagères) et avec des réserves, certains effluents industriels. On parle dans ce cas de réseau Eaux Usées (EU). L'évacuation de toutes les eaux de toitures, de chaussées, de ruissellement et de drainage est assurée par un autre réseau que l'on appelle le réseau Eaux Pluviales (EP).

- **Réseau unitaire**

Dans ce cas, un seul réseau collecte dans la même canalisation les eaux pluviales EP et les eaux usées EU.

- **Réseau de rejet industriel**

Réseau de collecte des émissions de substances d'origine industrielle dans l'eau.

- **Réseau de trop-plein**

C'est un réseau de collecte secondaire des eaux pluviales qui est utilisé en cas de forte pluie. Il permet de procéder à un délestage, c'est-à-dire à un déversement du trop-plein d'eaux usées dans le milieu naturel.

S

- **Service**

Au sens du présent document, on entend par "service" le périmètre confié par l'autorité organisatrice à un opérateur unique. Les missions assurées peuvent être pour un service d'eau potable la production, le transfert et la distribution et pour un service d'assainissement la collecte, le transport, la dépollution et le cas échéant l'assainissement non collectif. A ces missions s'ajoute en général la gestion des abonnés.

- **Station de traitement des eaux usées (ou station d'épuration ou usine de dépollution)**

Ensemble des installations chargées de traiter les eaux collectées par le réseau de collecte des eaux usées avant rejet au milieu naturel et dans le respect de la réglementation (appelée aussi usine de traitement, STEP).

- **Système d'assainissement**

Un système d'assainissement est composé d'un système de collecte et d'un système de traitement. Il comprend donc l'ensemble des ouvrages destinés à collecter, transporter et traiter les eaux usées et les eaux pluviales.

- **Système de collecte**

Le système de collecte désigne le réseau de canalisations qui recueille et achemine les eaux usées et pluviales depuis la partie publique des branchements particuliers, ceux-ci compris, jusqu'aux points de rejets dans le milieu naturel ou dans le système de traitement (stations d'épuration). Il comprend les déversoirs d'orage, les ouvrages de rétention et de traitement des eaux de surverse situés sur ce réseau.

T

- **Traitement des boues**

Ensemble des procédés destinés à rendre les boues des stations d'épuration conformes aux normes environnementales, aux réglementations sur l'utilisation des sols ou aux autres normes de qualité applicables en matière de recyclage ou de réutilisation. On distingue habituellement le traitement primaire, secondaire et tertiaire. Ces traitements ne réduisent pas seulement le volume des résidus, mais stabilisent et transforment également ces derniers en composants acceptables sur le plan environnemental et en produits dérivés utiles. Le traitement tertiaire inclut par exemple le conditionnement chimique, la désinfection, la filtration sous pression, la filtration à vide, la centrifugation et l'incinération. Il est possible de classer le traitement des eaux usées et le traitement des boues dans des catégories différentes, à savoir le traitement secondaire pour les eaux usées et le traitement tertiaire pour les boues d'épuration.

- **Traitement des eaux usées**

Ensembles des procédés visant à rendre les eaux usées conformes aux normes environnementales en vigueur ou aux autres normes de qualité applicables en matière de recyclage ou de réutilisation. On distingue habituellement le traitement primaire, secondaire et tertiaire. Pour calculer le volume total des eaux usées traitées, il convient de ne tenir compte que du type de traitement le plus poussé auquel ces eaux ont été soumises.

V

- **Voirie**

Zone de circulation, chaussée ou trottoir sur laquelle se trouvent des affleurant (bouche à clé, tampon, regard...).



Les indicateurs des services assainissement

Source : *Observatoire National des services d'eau et d'assainissement*

Les indicateurs du service de l'assainissement collectif sont au nombre de 17, dont 4 indicateurs descriptifs. Ils couvrent tout le périmètre du service, depuis le niveau de la desserte jusqu'à la performance de l'ensemble du système de traitement des eaux usées, en passant par la qualité du service à l'utilisateur. Ils permettent d'avoir une vision de l'ensemble du service, de la collecte des eaux usées à leur dépollution, de sa performance et de sa durabilité à la fois sous l'angle économique, environnemental et social. Chaque indicateur est défini par une fiche détaillée, fournissant toutes les explications sur ses modalités de calcul et sur son interprétation et ses limites.

1. Indicateurs descriptifs

- **Estimation du nombre d'habitants desservis par un réseau de collecte des eaux usées, unitaire ou séparatif (code D201.0)**

Le nombre d'habitants desservis correspond à la population disposant d'un accès ou pouvant accéder au réseau d'assainissement collectif, que cette population soit permanente ou présente une partie de l'année seulement.

- **Nombre d'autorisations de déversement d'effluents d'établissements industriels au réseau de collecte des eaux usées (code D202.0)**

Cet indicateur recense le nombre d'autorisations de rejets d'effluents non domestiques dans le réseau délivrées par la collectivité qui gère le service d'assainissement.

- **Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration (code D203.0)**

Cet indicateur évalue, en tonnes de matière sèche, la quantité de boues évacuées par la ou les stations d'épuration.

Formule = somme des tonnages total des boues évacuées par ouvrage

- **Prix TTC du service au m³ pour 120 m³ (code D204.0)**

Le prix au m³ est calculé pour une consommation annuelle de 120 m³ (référence INSEE). Fixé par les organismes publics, le prix dépend notamment de la nature et de la sensibilité du milieu récepteur, des conditions géographiques, de la densité de population, du niveau de service choisi, de la politique de renouvellement du service, des investissements réalisés et de leur financement. Ce prix intègre toutes les composantes du service rendu (collecte, transport, dépollution) ainsi que la redevance modernisation des réseaux de collecte de l'agence de l'eau et, le cas échéant, celle des Voies Navigables de France (rejet en rivière), ainsi que la TVA.

Formule = (montant HT de la facture 120m³ au 1er janvier de l'année N+1 revenant aux collectivités + montant HT de la facture 120m³ au 1er janvier de l'année N+1 revenant au délégataire (facultatif) + montant total des taxes et redevances afférentes au service dans la facture 120m³ au 1^{er} janvier de l'année N+1)/120

2. Indicateurs de performance

- **Taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées (code D201.1)**

Cet indicateur précise le pourcentage d'abonnés raccordables et raccordés au réseau d'assainissement, par rapport au nombre d'abonnés résident en zone d'assainissement collectif.

Formule = nombre d'abonnés/nombre potentiel d'abonnés de la zone relevant de l'assainissement collectifx100

- **Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées (code P202.2B)**

Cet indicateur évalue, sur une échelle de **0 à 120**, à la fois :

- Le niveau de connaissance du réseau et des branchements.
- L'existence d'une politique de renouvellement pluriannuel du service d'assainissement collectif.
Le plan des réseaux est considéré comme complet s'il couvre au moins 95 % du linéaire estimé du réseau de desserte ou s'il couvre 95 % des branchements ou abonnés du service.

Les informations visées sont relatives à l'existence et la mise à jour des plans des réseaux (partie A - 15 points), à l'existence et à la mise à jour de l'inventaire des réseaux (partie B - 30 points) et aux autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C - 75 points).

L'indice est obtenu en faisant la somme des points indiqués dans les parties A, B et C décrites ci-dessous et avec les conditions suivantes :

- Les 30 points d'inventaire des réseaux (partie B) ne sont comptabilisés que si les 15 points des plans de réseaux (partie A) sont acquis.
- Les 75 points des autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C) ne sont comptabilisés que si au moins 40 des 45 points de l'ensemble plans des réseaux et inventaire des réseaux (parties A + B) sont acquis.

Partie A : plan des réseaux (15 points)

- **10 points** : existence d'un plan des réseaux de collecte et de transport des eaux usées mentionnant la localisation des ouvrages annexes (postes de relèvement ou de refoulement, déversoirs d'orage, ...) et s'ils existent, des points d'auto-surveillance du fonctionnement des réseaux d'assainissement.
- **5 points** : définition d'une procédure de mise à jour du plan des réseaux afin de prendre en compte les travaux réalisés depuis la dernière mise à jour (extension, réhabilitation ou renouvellement de réseaux), ainsi que les données acquises.

Partie B : inventaire des réseaux (30 points)

- **10 points** acquis si les deux conditions précédentes (partie A) sont remplies :
 - o **Existence d'un inventaire des réseaux** identifiant les tronçons de réseaux avec mention du linéaire de la canalisation, de la catégorie de l'ouvrage ainsi que de la précision des informations cartographiques et pour au moins la moitié du linéaire total des réseaux, les informations sur les matériaux et les diamètres des canalisations de collecte et de transport des eaux usées.
 - o **La procédure de mise à jour du plan des réseaux** est complétée en y intégrant la mise à jour de l'inventaire des réseaux.
- **De 1 à 5 points supplémentaires** : les informations sur les matériaux et les diamètres sont rassemblées pour la moitié du linéaire total des réseaux. Un point supplémentaire est attribué chaque fois que sont renseignés 10 % supplémentaires du linéaire total, jusqu'à 90 %. Le cinquième point est accordé lorsque les informations sur les matériaux et les diamètres sont rassemblées pour au moins 95 % du linéaire total des réseaux.
- **De 0 à 15 points supplémentaires** : l'inventaire des réseaux mentionne pour chaque tronçon la date ou la période de pose des tronçons identifiés à partir du plan des réseaux, la moitié (50 %) du linéaire total des réseaux étant renseigné. Lorsque les informations sur les dates ou périodes de pose sont rassemblées pour la moitié du linéaire total des réseaux, un point supplémentaire est attribué chaque fois que sont renseignés 10 % supplémentaires du linéaire total, jusqu'à 90%. Le cinquième point est accordé lorsque les informations sur les dates ou périodes de pose sont rassemblées pour au moins 95% du linéaire total des réseaux.

Partie C : informations complémentaires sur les éléments constitutifs du réseau et les interventions sur le réseau (75 points)

- **10 points supplémentaires** : le plan des réseaux comporte une information géographique précisant l'altimétrie des canalisations, la moitié au moins du linéaire total des réseaux étant renseignée.
- **De 1 à 5 points supplémentaires** : lorsque les informations disponibles sur l'altimétrie des canalisations sont rassemblées pour la moitié du linéaire total des réseaux, un point supplémentaire est attribué chaque fois que sont renseignés 10 % supplémentaires du linéaire total, jusqu'à 90 %. Le cinquième point est accordé lorsque les informations sur l'altimétrie des canalisations sont rassemblées pour au moins 95 % du linéaire total des réseaux.
- **10 points supplémentaires** : localisation et description des ouvrages annexes (postes de relèvement, postes de refoulement, déversoirs, ...).
- **10 points supplémentaires** : existence et mise à jour au moins annuelle d'un inventaire des équipements électromécaniques existants sur les ouvrages de collecte et de transport des eaux usées.
- **10 points supplémentaires** : le plan ou l'inventaire mentionne le nombre de branchements pour chaque tronçon du réseau (nombre de branchements entre deux regards de visite) ; (seuls les services ayant la mission collecte sont concernés par cet item).
- **10 points supplémentaires** : l'inventaire récapitule et localise les interventions et travaux réalisés sur chaque tronçon de réseaux (curage curatif, désobstruction, réhabilitation, renouvellement, ...).
- **10 points supplémentaires** : mise en oeuvre d'un programme pluriannuel d'enquête et d'auscultation du réseau, un document rendant compte de sa réalisation. Y sont mentionnés les dates des inspections de l'état des réseaux, notamment par caméra, et les réparations ou travaux effectués à leur suite.
- **10 points supplémentaires** : mise en oeuvre d'un programme pluriannuel de travaux de réhabilitation et de renouvellement (programme détaillé assorti d'un estimatif chiffré portant sur au moins 3 ans).

- **Conformité de la collecte des effluents aux prescriptions définies aux prescriptions nationales issues de la directive ERU (code D203.3)**

Cet indicateur permet d'évaluer la conformité du réseau de collecte d'un service d'assainissement, au regard des dispositions réglementaires issues de la directive européenne ERU.

Formule = moyenne de la conformité de la collecte des effluents aux prescriptions nationales des ouvrages pondérée par la charge entrante en DBO5 de chaque ouvrage

- **Conformité des équipements d'épuration aux prescriptions nationales issues de la directive ERU (code D204.3)**

Cet indicateur permet d'évaluer la conformité des équipements de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des dispositions réglementaires issues de la directive européenne ERU.

Formule = moyenne de la conformité des équipements d'épuration aux prescriptions nationales des ouvrages pondérée par la charge entrante en DBO5 de chaque ouvrage

- **Conformité de la performance des ouvrages d'épuration du service aux prescriptions nationales issues de la directive ERU (code D205.3)**

Cet indicateur permet d'évaluer la conformité de la performance de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des dispositions réglementaires issues de la directive européenne ERU.

Formule = moyenne de la conformité de la performance des ouvrages d'épuration aux prescriptions nationales pondérée par la charge entrante en DBO5 de chaque ouvrage

- **Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes à la réglementation (code D206.3)**

Cet indicateur mesure en pourcentage, la part des boues évacuées par l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement et traitées ou valorisées conformément à la réglementation. Les filières de traitement et/ou de valorisation de ces boues peuvent être la valorisation agricole, le compostage, l'incinération, la gazéification et la décharge agréée.

Formule = quantité des boues admises par une filière conforme/tonnage total des boues évacuées

- **Montant des abandons de créance ou des versements à un fonds de solidarité (code D207.0)**

Cet indicateur représente la part des abandons de créance à caractère social ou des versements à un fonds de solidarité, notamment au fonds de solidarité logement géré par les conseils généraux dans le cadre de l'aide aux personnes défavorisées.

Formule = somme des abandons de créances et versements à un fonds de solidarité (TVA exclue)/volume facturé

- **Taux de débordement d'effluents dans les locaux des usagers (code D251.1)**

Cet indicateur mesure le nombre de demandes d'indemnisation suite à un incident dû à l'impossibilité de rejeter les effluents dans le réseau public de collecte des eaux usées (débordement dans la partie privée), rapporté à 1 000 habitants desservis.

Formule = nombre d'inondations dans les locaux de l'utilisateur/nombre d'habitants desservisx1000

- **Nombre de points du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage par 100 km de réseau (code D252.2)**

L'indicateur recense, pour 100 km de réseau d'assainissement, le nombre de sites d'intervention, dits "points noirs", nécessitant au moins deux interventions par an pour entretien (curage, lavage, mise en sécurité).

Formule = nombre de points noirs/linéaire de réseau hors branchementsx100

- **Taux moyen de renouvellement des réseaux de collecte des eaux usées (code D253.2)**

Cet indicateur donne le pourcentage de renouvellement moyen annuel (calculé sur les 5 dernières années) du réseau d'assainissement collectif par rapport à la longueur totale du réseau, hors branchements.

Formule = linéaire de réseau renouvelé au cours des cinq dernières années (quel que soit le financeur)/linéaire de réseau hors branchementsx20

- **Conformité des performances des équipements d'épuration au regard des prescriptions de l'acte individuel (code D254.3)**

Cet indicateur permet de mesurer le pourcentage de bilans 24h conformes de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des prescriptions d'auto-surveillance du ou des arrêtés préfectoraux d'autorisation de traitement.

Formule = nombre de bilans sur 24 heures réalisés dans le cadre de l'auto-surveillance réglementaire conformes/nombre de bilans sur 24 heures réalisés dans le cadre de l'auto-surveillance réglementaire

- **Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées (code D255.3)**

Cet indicateur permet de mesurer, sur une échelle de 0 à 120, le niveau d'implication du service d'assainissement dans la connaissance et le suivi des rejets directs par temps sec et par temps de pluie (hors pluies exceptionnelles des réseaux de collecte des eaux usées au milieu naturel (rejets des déversoirs d'orage, trop-pleins des postes de refoulement, des bassins de pollution, ...)).

L'indice est obtenu en faisant la somme des points indiqués dans les tableaux A, B et C ci-dessous. Les indicateurs des tableaux B et C ne sont pris en compte que si la somme des indicateurs mentionnés dans le tableau A atteint au moins 80 points. Pour des valeurs de l'indice comprises entre 0 et 80, l'acquisition de points supplémentaires est faite si les étapes précédentes sont réalisées, la valeur de l'indice correspondant à une progression dans la qualité de la connaissance du fonctionnement des réseaux.

A – Éléments communs à tous les types de réseaux (points accordés si existant)

- **20 points** : identification sur plan et visite de terrain pour localiser les points de rejets potentiels aux milieux récepteurs (réseaux de collecte des eaux usées non raccordés, déversoirs d'orage, trop pleins de postes de refoulement...).
- **10 points** : évaluation sur carte et sur une base forfaitaire de la pollution collectée en amont de chaque point potentiel de rejet (population raccordée et charges polluantes des établissements industriels raccordés).
- **20 points** : réalisation d'enquêtes de terrain pour reconnaître les points de déversements et mise en œuvre de témoins de rejet au milieu pour identifier le moment et l'importance du déversement.
- **30 points** : réalisation de mesures de débit et de pollution sur les points de rejet, suivant les prescriptions définies par l'arrêté du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement.
- **10 points** : réalisation d'un rapport présentant les dispositions prises pour la surveillance des systèmes de collecte et des stations d'épuration des agglomérations d'assainissement et les résultats en application de l'arrêté du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement.
- **10 points** : connaissance de la qualité des milieux récepteurs et évaluation de l'impact des rejets sur le milieu récepteur.

B – Pour les secteurs équipés en réseaux séparatifs ou partiellement séparatifs (points accordés si A = 80)

- **10 points** : évaluation de la pollution déversée par les réseaux pluviaux au milieu récepteur, les émissaires concernés devant drainer au moins 70 % du territoire desservi en amont, les paramètres observés étant à minima la pollution organique (DCO) et l'azote organique total.

C – Pour les secteurs équipés en réseaux unitaires ou mixtes (points accordés si existant si A=80)

- **10 points** : mise en place d'un suivi de la pluviométrie caractéristique du système d'assainissement et des rejets des principaux déversoirs d'orage.

- **Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente (code D257.0)**

Le taux d'impayés au 31 décembre de l'année N sur les factures d'eau de l'année N-1 exprimé comme le rapport des factures impayées sur le montant des factures d'eau émises par le service mesure l'efficacité des mesures de recouvrement.



Le prix du service de l'assainissement

Le consommateur français paie dans sa facture d'eau un ensemble de services liés à la disponibilité permanente d'eau potable pour tous et à la protection de l'environnement. La facture est émise par Suez Eau France à qui la collectivité locale (commune ou regroupement de communes) a délégué le service.

Le prix du service de l'eau, correspond au prix payé par un usager domestique pour la distribution de l'eau ainsi que la collecte et le traitement des eaux usées sur la base d'une consommation de référence de 120 m³ par an. Il inclut également des taxes et redevances.

L'ACTIVITE « Distribution de l'eau »

Cette activité correspond au captage de l'eau dans le milieu naturel, aux traitements nécessaires pour la rendre potable et à son transport jusqu'au robinet du consommateur à travers un réseau de canalisations. Elle se décompose de la façon suivante :

- / Une part **Collectivités locales**, perçue pour le compte des Communes, regroupements de Communes, syndicats... intervenant dans ce domaine. Les sommes perçues sont intégralement reversées aux Collectivités concernées.

Elles correspondent généralement au paiement d'annuités d'emprunts ayant permis de financer des équipements communaux de distribution d'eau (réservoirs, canalisations, ...). Le prix est fixé par délibération de la Collectivité Locale concernée et est revu chaque année, en fonction des recettes nécessaires à l'équilibre du budget Eau.

- / Une part **Agence de l'Eau** (Agence Seine-Normandie en Ile-de-France). Les Agences de l'Eau sont des établissements publics qui aident les Collectivités Locales à s'équiper pour préserver leurs ressources en eau potable. Elles sont financées par une redevance perçue sur les prélèvements d'eau effectués dans le milieu naturel (forages, eaux de surface, rivières, ...).

Compte tenu des volumes prévisionnels d'eau qui seront prélevés et vendus dans une année donnée, Suez Eau France calcule, en début d'année, la redevance qui sera perçue durant l'année par l'Agence de l'Eau et la répercute aux clients en Euros par m³ vendu.

- / La part **Suez Eau France** dont le prix est déterminé sous la responsabilité et le contrôle de la Collectivité locale. Ce prix évolue en fonction d'une formule de révision des prix, définie dans le contrat. Il peut être révisé, si le service rendu par la Suez Eau France change. Cela passe par une renégociation du contrat signé avec la Collectivité Locale.

La rubrique « **Abonnement** » correspond aux frais indépendants de la consommation (entretien des branchements, location et entretien des compteurs, etc.).

La rubrique « **Consommation** » couvre quant à elle les frais de gestion du service et du traitement de l'eau ainsi que l'entretien et le renouvellement du réseau d'eau potable. Elle est calculée par multiplication de la consommation réelle par le prix unitaire du m³.

L'ACTIVITE « Collecte et traitement des eaux usées »

Le service de l'assainissement correspond à la collecte des eaux usées, à leur transport vers une station d'épuration et à leur traitement avant rejet dans le milieu naturel. Cette activité se répartit ainsi :

- / Une part **Collectivités locales**, perçue pour le compte des différentes Collectivités qui interviennent dans ce domaine. Les sommes perçues sont reversées intégralement aux Collectivités concernées.

Le prix est fixé par délibération de la Collectivité Locale concernée et est revu chaque année par la Collectivité, en fonction des recettes nécessaires à l'équilibre de son budget Assainissement.

- / Une part **Suez Eau France**, dont le prix des différentes prestations est déterminé sous la responsabilité et le contrôle de la Collectivité Locale. Ce prix évolue en fonction de formules de révision des prix, définies dans le contrat. Il peut être modifié, par renégociation du contrat avec la Collectivité, si le service rendu par la société change.

La rubrique « **Abonnement** » couvre une partie des frais indépendants du volume d'effluents rejeté (entretien du branchement, coûts de facturation...)

La rubrique « **Collecte et traitement** » correspond aux sommes perçues par l'Entreprise pour couvrir les frais d'exploitation des réseaux d'assainissement (collecte ou transport) lorsque les Collectivités Locales lui en ont délégué ce service. Elle est calculée sous la forme d'un prix au m3 multiplié par la consommation d'eau potable facturée.

La PART « Organismes publics »

La part « organismes publics » correspond aux taxes et redevances destinées à la préservation de la ressource en eau et/ou du financement d'équipements d'alimentation en eau potable ou de protection du milieu naturel. Elle comprend :

- / Une part **Agence de l'Eau**. Les Agences de l'Eau aident également les Collectivités Locales à s'équiper pour améliorer la qualité des rejets dans le milieu naturel (participation aux travaux d'amélioration des stations d'épuration, création ou renforcement des réseaux d'assainissement...).

La loi « sur l'eau et les mœurs aquatiques » (LEMA), votée le 30/12/2006, partage la précédente redevance pollution en deux termes :

- une redevance « **pollution domestique** » payée par tous les abonnés à l'eau potable, y compris ceux des petites communes dites agglomérées, de moins de 400 habitants, dont les abonnés étaient jusque-là exonérés ;
- une redevance pour « **modernisation des réseaux de collecte** » que seuls acquittent les abonnés raccordés à un réseau public d'assainissement.

L'Agence de l'Eau fixe une fois par an les taux (prix au m3) de ces redevances. Le taux de la redevance pollution est variable selon les zones (3 zones ont été déterminées dans l'agence Seine Normandie). La redevance de modernisation des réseaux de collecte est uniforme sur l'ensemble du bassin.

- / Une taxe « **Voies Navigables** », instituée par la loi de finances 1991 au profit de l'établissement public "Voies Navigables de France" qui a pour mission d'entretenir et de moderniser les voies navigables du pays.

Le montant de cette taxe est fixé annuellement par l'établissement public "Voies Navigables de France" et s'applique au prélèvement maximum qui peut être effectué par les usines de Suez Eau France dans les rivières navigables. Après accord de la Collectivité Locale, Suez Eau France répercute cette taxe sur la facture d'eau.



CARE : méthode d'élaboration

PRESENTATION DES METHODES D'ELABORATION DES COMPTES ANNUELS DE RESULTAT D'EXPLOITATION 2020

- Le présent Compte Annuel de Résultat d'Exploitation (CARE) est établi en application de la loi 95-127 du 8 Février 1995 et du décret 2005-236 du 14 mars 2005.
- Il se conforme aux dispositions de la circulaire n° 740 mise à jour le 31 janvier 2006 de la Fédération Professionnelle des Entreprises de l'Eau (FP2E) visant à créer un référentiel partagé qui stabilise les règles et harmonise les pratiques.
- Il regroupe par nature l'ensemble des produits et charges imputables au contrat, de manière à en refléter le plus fidèlement possible les conditions économiques.
- Le présent CARE est établi sous la responsabilité de la Société délégataire dans les termes qui sont les siens.
- La présente note a pour objet d'exposer les principales caractéristiques de la méthode utilisée pour son élaboration.
- Comme le décret le précise, le CARE prend en compte les deux particularités essentielles du métier de délégataire de service public :
 - La première de ces particularités est la mutualisation des moyens, en personnel et matériel, dont se dote une entreprise délégataire pour gérer rationnellement les divers services, souvent nombreux, qui lui sont confiés.
 - La seconde particularité est la nécessité de faire se correspondre, sur des documents annuels, des dépenses dont certaines sont susceptibles de varier fortement d'une année à l'autre et des recettes qui ont, au contraire, été fixées d'avance pour la durée du contrat.

4.1 ORGANISATION DE LA SOCIETE

Les ressources de toute nature dont le délégataire dispose sont positionnées dans son organisation centrale, régionale ou locale selon leur coût, leur rareté, et leur efficacité (ex. laboratoire d'analyses, centrale d'achats, centre de relations clients, services comptables, etc.).

L'organisation de SUEZ Eau France en 2020 s'appuie sur la Région qui est l'unité de base.

4.1.1 La Région est l'unité de base de l'organisation de la société

- C'est une unité opérationnelle, qui bénéficie du soutien et des services apportés par le Siège Social. Il se subdivise à son tour en unités plus petites, jusqu'au secteur, qui ont en charge la gestion d'un ensemble de contrats proches géographiquement.
- Cette organisation permet à chaque contrat, quelle que soit sa taille, de bénéficier à tout moment des compétences et services attachés aux différents échelons de l'organisation (expertise technique, laboratoires, équipes d'intervention, services de garde, ...), ainsi que des moyens financiers et juridiques nécessaires. La décentralisation et la mutualisation de l'activité aux niveaux adaptés représentent un des principes majeurs d'organisation de SUEZ Eau France.

4.1.2 La Région dispose de sa propre comptabilité d'établissement

- Son compte de résultat enregistre l'ensemble des recettes et dépenses d'exploitation courante, directes et indirectes.
- La quote-part de frais de fonctionnement du siège social est répartie et inscrite dans la comptabilité des régions.
- Les impôts et taxes, à l'exception de l'impôt sur les sociétés, sont également enregistrés localement.

4.2 LES PRODUITS ET LES CHARGES D'EXPLOITATION

L'ensemble de ces éléments est issu de la comptabilité de la Région.

L'organisation de SUEZ Eau France trouve sa traduction dans les CARE, par la distinction entre les charges directement imputées aux contrats, les charges directes affectées sur une base technique et les charges indirectes réparties.

4.2.1 Éléments directement imputés par contrats

- Les recettes du service, y compris les comptes de tiers, facturées ou estimées au cours de l'exercice sont directement imputées au contrat. Les recettes comprennent l'ensemble des recettes d'exploitation hors TVA facturées en application du contrat, y compris celles des travaux et prestations attribués à titre exclusif.
- A compter des Care réalisés au titre de 2020, le chiffre d'affaires est désormais fondé sur les volumes distribués et comptabilisés dans l'exercice, valorisés en prix de vente. A la clôture de chaque exercice, une estimation s'appuyant sur les données de gestion est réalisée sur la part des volumes livrés, non relevés et non facturés. Cette estimation est prise en compte dans les Care. Les facturations correspondantes à ces estimations sont comptabilisées dans les comptes de l'année suivante, tout comme, le cas échéant, les écarts d'estimation.
- Les dépenses d'exploitation courante du contrat, telles que notamment, énergie électrique, achats d'eau en gros (sur la base des conventions d'achat d'eau en gros), ristournes contractuelles, Cotisation Foncière des Entreprises (CFE), taxes foncières, ont été imputées directement à chaque fois que cela a été possible.

4.2.2 Éléments affectés sur une base technique

- Certaines recettes accessoires telles que frais d'ouverture et de fermeture de branchements, réalisation de branchements isolés, ne sont pas forcément suivies par contrat et ont pu être affectées selon une clé technique.
- Les dépenses communes à plusieurs contrats ont été affectées sur ces différents contrats à dire d'expert, en s'appuyant notamment sur l'utilisation de clés techniques. C'est souvent le cas de la main d'œuvre, qui n'est généralement pas propre à un contrat particulier.

4.2.3 Charges indirectes

- **LES FRAIS GENERAUX LOCAUX**

- Les frais généraux locaux de la région sont répartis au prorata de la valeur ajoutée de chaque contrat eau et assainissement, après déduction de la quote-part imputable aux autres activités exercées par la région. Le pourcentage de ces charges réparties sur le contrat au prorata de la valeur ajoutée est donné en annexe A3. Les contrats à valeur ajoutée faible, voire négative, supportent cependant une quote-part de frais généraux locaux (et de charge relative aux autres éléments du domaine privé corporel et incorporel) fixée à 5% de leurs Produits (hors compte de tiers).
- La valeur ajoutée du contrat est la différence entre les produits et les charges externes imputées et affectées : achats, sous-traitance, redevances et surtaxes, frais de contrôle, ristournes contractuelles. Elle correspond à la production propre du contrat, après neutralisation des consommations de ressources externes, et est donc représentative des moyens mis à la disposition du contrat par SUEZ Eau France.

4.2.4 La contribution des services centraux et recherche (à adapter si besoin notamment pour les sociétés mono contrat)

La contribution des services centraux et recherche représente 3,3% (hors achats d'eau) du Chiffre d'affaires CARE conformément au taux imputé dans le CEP contractuel.

4.2.5 La participation, l'intéressement et la provision pour indemnité de départ à la retraite des salariés

La participation des salariés n'est pas comptabilisée dans les régions, elle fait l'objet d'une information spécifique émanant du siège social. Elle est répartie entre les contrats au prorata des dépenses de main-d'œuvre.

L'intéressement et la provision pour indemnité de départ à la retraite des salariés, comptabilisés dans la région, sont répartis suivant la même règle.

4.3 LES CHARGES ECONOMIQUES CALCULEES

Les charges économiques calculées correspondent à des investissements réalisés par le délégataire, tant pour son compte propre (domaine privé), que pour le service délégué (domaine concédé) dans le cadre de ses engagements contractuels (programmes de travaux, fonds contractuels, annuités d'emprunt lorsqu'elles n'apparaissent pas en charges d'exploitation), ainsi qu'aux obligations de renouvellement.

Ces charges économiques permettent d'affecter à chaque investissement, concédé ou privé, le coût de financement correspondant, non intégré dans la comptabilité des régions.

4.3.1 Charges relatives aux renouvellements

Les contrats peuvent prévoir que le délégataire assure la charge de renouvellement visant à garantir le bon fonctionnement du service et le maintien du potentiel des ouvrages.

Les charges relatives aux renouvellements sont distinguées, dans le CARE, suivant l'obligation existant au contrat :

- a. garantie pour continuité du service,
- b. programme contractuel,
- c. fonds contractuel,

a. « **Garantie pour continuité du service** » : cette rubrique correspond à la situation (renouvellement dit « fonctionnel ») dans laquelle le délégataire est tenu de prendre à sa charge et à ses risques et périls l'ensemble des dépenses d'entretien, de réparation et de renouvellement des ouvrages nécessaires à la continuité du service. Le délégataire se doit de les assumer à ses frais, sans que cela puisse donner lieu à ajustement (en plus ou en moins) de sa rémunération contractuelle.

La garantie de continuité du service doit, dans tous les cas, être évaluée en fonction d'un plan technique de renouvellement. Celui-ci est élaboré en fonction des dispositions contractuelles et du risque de renouvellement.

- Pour les anciens contrats (sans programme contractuel ou avec une obligation de renouvellement des branchements plomb inclus dans la garantie) : la **traduction économique** de la garantie pour continuité de service est le lissage économique des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat. Les valeurs, figurant au CARE, sont le résultat d'un calcul actuariel des montants des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat à partir d'un taux de financement de référence.

- Si le plan technique de renouvellement révèle une dépense régulière sur la durée, la méthode de représentation est une moyenne arithmétique.

- Pour les contrats dont le Produit d'exploitation (hors Compte de Tiers, travaux exclusifs et produits accessoires) est inférieur à 100k€, les charges relatives au renouvellement à afficher dans les CARE doivent correspondre aux dépenses réelles de l'année, sauf dans le cas des garanties de renouvellement qui couvrent le renouvellement des branchements plomb.

- Pour les contrats signés à partir de 2017 (sans programme contractuel) : compte tenu du faible poids du renouvellement fonctionnel, la charge à inscrire dans le CARE est égale à la dépense réelle de l'année.

b. « **Programme contractuel de renouvellement** » : cette rubrique correspond au programme prédéterminé de travaux de renouvellements que le délégataire s'engage à réaliser contractuellement (renouvellement dit « patrimonial »).

La traduction économique du programme contractuel de renouvellement est le lissage économique des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat. Les valeurs, figurant au CARE, sont le résultat d'un calcul actuariel des montants des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat à partir d'un taux de financement.

Pour les nouveaux contrats dont le chiffre d'affaires annuel est au moins supérieur à 500 K€ (signés à partir de 2011), la charge inscrite dans le CARE sera révisée tous les 3 à 5 ans pour tenir compte de la variation entre les montants nets effectivement engagés et les montants prévisionnels. La nouvelle charge à inscrire, progressant comme la prévisionnelle au même taux de progressivité, sera déterminée pour assurer l'équilibre actuariel au taux de financement fixé contractuellement entre, d'une part les charges déjà inscrites dans les CARE et la nouvelle charge à inscrire sur la durée résiduelle du contrat, et d'autre part les montants nets effectivement engagés et à engager.

c. « **Fonds contractuels de renouvellement** » : cette rubrique correspond au cas où, par dérogation au principe des risques et périls caractérisant une DSP, le délégataire n'est contractuellement tenu que de prélever tous les ans sur ses produits un certain montant (forfait annuel, montant par m3 vendu...) et de le consacrer aux dépenses de renouvellement dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique. Un décompte contractuel est alors tenu qui borne strictement les obligations des deux parties. Dans le CARE figure le montant de la « dotation » au fonds contractuel, qu'il ait donné lieu à décaissement ou non.

4.3.2 Charges relatives aux investissements contractuels

Les charges relatives aux investissements du domaine concédé sont distinguées, dans le CARE, entre les principaux types d'obligations existant au contrat :

- a. programme contractuel,
- b. fonds contractuel,
- c. annuités d'emprunts de la collectivité prises en charge par le délégataire,
- d. investissements incorporels.

a. « **Programme contractuel** » : cette rubrique correspond au programme de travaux neufs que le délégataire s'engage à réaliser contractuellement. Il s'agit des anciennes « redevances de domaine concédé ». A la fin du programme de travaux neufs, une comparaison est effectuée entre les montants prévisionnels déterminés en début de contrat, et les montants réellement engagés. La charge calculée du CARE peut alors être révisée en fonction de cette variation. Sont également repris dans cette ligne les investissements de 1er établissement ou travaux neufs non programmés dans le contrat initial ou ses avenants mais réalisés par le délégataire pour différents motifs (urgence, sécurité, productivité...). Le rachat du parc compteur en début du contrat et la remise gratuite à la Collectivité en fin de contrat, comme un bien de retour, figure aussi sur cette ligne.

b. « **Fonds contractuels** » : cette rubrique est à renseigner lorsque le délégataire est contractuellement tenu de prélever tous les ans sur ses produits un certain montant (forfait annuel, montant par m3 vendu...) et de le consacrer aux investissements du domaine concédé dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique. Un décompte contractuel est alors tenu qui

borne strictement les obligations des deux parties. Dans le CARE figure le montant de la dotation contractuelle, qu'il ait donné lieu à décaissement ou non.

c. « **Annuités d'emprunts de la collectivité prises en charge par le délégataire** » : cette rubrique est utilisée pour représenter les annuités d'emprunts de la collectivité que le délégataire prend en charge dans le cadre du contrat de délégation.

d. « **Investissements incorporels** » : sont représentés sur cette rubrique les droits d'usage et les participations financières aux travaux.

Mis à part le « fonds contractuel », la traduction économique de ces investissements doit être assurée par des charges économiques calculées. Les valeurs, figurant au CARE, sont le résultat d'un calcul actuariel des montants investis sur la durée du contrat à partir d'un taux de financement dont la valeur est a) déterminée pour chaque contrat et chaque investissement, b) calculée sur base du taux OAT d'une durée la plus proche de l'opération d'investissement majoré du spread de SUEZ EAU France.

La méthode consiste à calculer l'annuité progressive d'un emprunt destiné à financer la totalité des investissements réalisés sur la durée du contrat.

4.3.3 Charges domaine privé

Cette charge a pour objectif de retrouver, au terme de la durée de vie du bien une somme suffisante pour en assurer le renouvellement, et de rémunérer le capital utilisé pour l'achat. La méthode est applicable à tous les contrats.

1. Dans les installations du domaine privé, on isole les compteurs, pour lesquels :

- / soit on constate une charge calculée en fonction d'un barème interne établi chaque année par la Direction Administration et Finances. Ce barème est basé sur le coût d'achat réel des compteurs au cours de l'exercice, majoré de frais de magasinage et de pose, et incorporant une quote-part de frais généraux.

La charge relative aux compteurs est ainsi égale à l'annuité de remboursement du capital immobilisé, à un taux de financement externe (OAT 10 ans + spread).

La durée retenue est basée sur une durée de vie moyenne des compteurs (20 ans pour les DN15).

- / soit le barème interne n'est pas adapté (cas de rachat du parc des compteurs en début du contrat ou de renouvellement des compteurs pour non compatibilité dans le cas de mise en place de la télérelève). Dans ce cas, une annuité progressive au taux de financement externe OAT (selon durée du contrat) + spread doit être calculée sur la base des flux prévisionnels (valeur de rachat de parc en début du contrat, dépenses du PRC, vente du parc en fin contrat). Cette annuité calculée pour le CEP est reprise dans le CARE.

2. Autres éléments corporels et incorporels ('charges relatives aux investissements du domaine privé') :

Ce sont des biens du domaine privé corporel de SUEZ Eau France, tel que bureaux, véhicules, mobilier, ...ainsi que les biens du domaine privé incorporel.

Dorénavant l'ensemble des charges informatiques se retrouve sur la ligne Informatique dans les Autres dépenses d'exploitation.

La charge relative aux autres éléments corporels et incorporels est constituée par la somme de deux termes :

- la dotation aux amortissements industriels du bien non inflatée,
- le coût des capitaux investis, assis sur la valeur nette comptable du bien multiplié par un taux de financement externe (OAT 10 ans + spread) égal à 2.87%.

La charge ainsi calculée, sera répartie aux différentes activités et aux contrats en fonction de leur valeur ajoutée respective.

4.3.4 Rémunération du besoin en fonds de roulement

L'évaluation du besoin en fonds de roulement prend en compte la fréquence de facturation des clients, les délais d'encaissement des factures, et de reversement des redevances et surtaxes, la vitesse de rotation des stocks et les délais de paiement des fournisseurs. Sa rémunération est basée sur les taux court terme du marché égal à -0,46% (moyenne des taux EONIA de janvier à novembre 2020 +0.5%) soit 0,04% en position emprunteur (BFR positif) et 0% en position prêteur (BFR négatif).

4.4 APUREMENT DES DEFICITS ANTERIEURS

Lorsqu'un contrat déficitaire les premières années, devient bénéficiaire, on constate l'apurement du déficit accumulé.

4.5 IMPÔT SUR LES SOCIETES

Un impôt normatif simplifié est calculé, au taux en vigueur, dès lors que le résultat du contrat est bénéficiaire, après report des déficits éventuels.

Le calcul normatif simplifié de l'IS ne tient pas compte de la contribution additionnelle qui représente + 0.91 de taux d'IS supplémentaire.

Le taux applicable est de 27.5%



client

La mesure de la satisfaction

SUEZ Eau France place le client au centre de ses actions et a ainsi depuis plusieurs d'années mis en place plusieurs dispositifs d'écoute client. Ils ont comme objectifs d'être à la source d'un process d'amélioration continu des services de SUEZ Eau France et ses partenaires : « **j'écoute** » →

« **j'analyse** » → « **j'agis** » ...

Depuis plus de 3 ans, l'institut d'études d'opinions IFOP accompagne SUEZ pour la réalisation du baromètre de satisfaction annuel.

Les résultats de cette étude permettent à SUEZ Eau France de :

- **Identifier les leviers de satisfaction** pour valoriser la qualité de service Suez Eau France
- **Identifier les causes d'insatisfaction** pour définir les priorités d'action et **suivre les impacts des plans d'action dans la durée.**
- **Mesurer l'appétence vers de nouveaux services en développement**

> La méthodologie

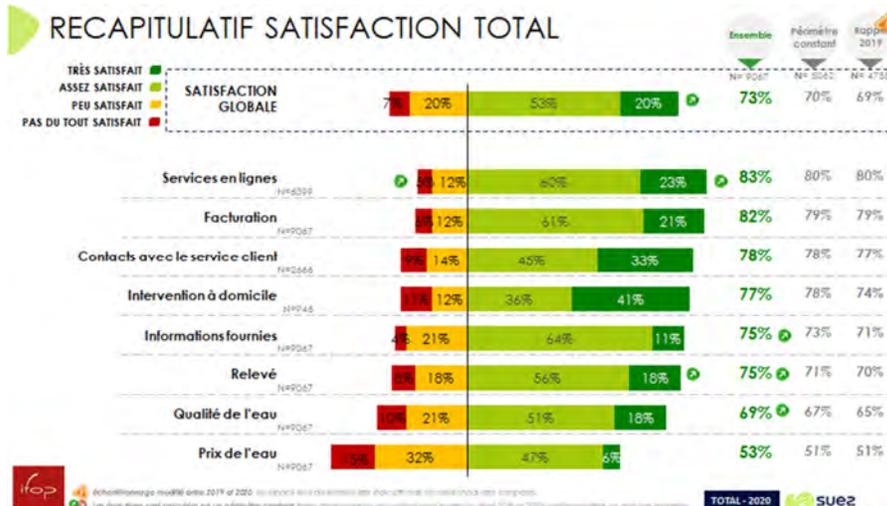
Fin janvier/ début février, l'enquête de satisfaction a été menée par email auprès d'un panel représentatif de 9 067 clients directs sur les communes desservies par l'activité Eau France de SUEZ. Le panel est composé 2/3 de clients ayant eu un contact (hors relève) et 1/3 de clients silencieux (qui n'ont pas eu de contact avec SUEZ Eau France de juin à novembre 2020).

Les résultats de cette enquête sont présentés ci-dessous.

> Augmentation de la satisfaction clients :

Augmentation de la satisfaction globale sur l'ensemble des services : 73% des clients se déclarent satisfaits (69% en 2019). Les leviers forts générateurs de satisfactions sont :

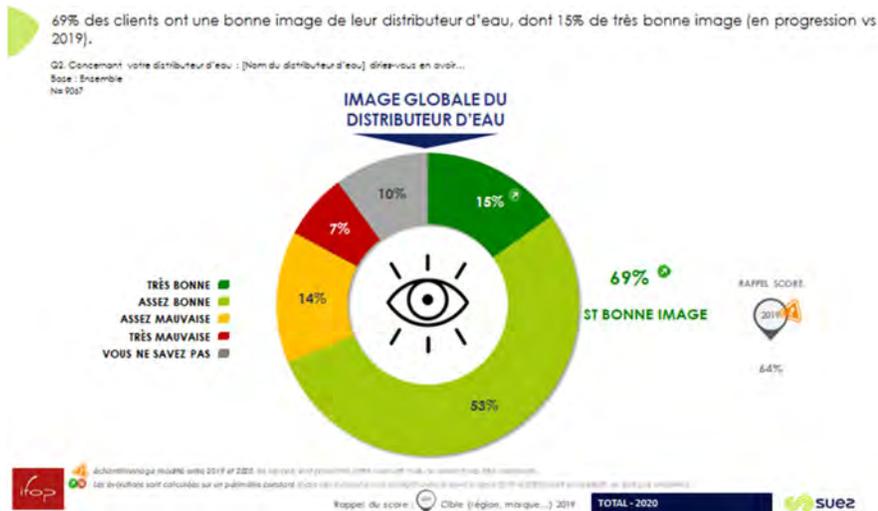
- les services en ligne : satisfaction excellente : 83% (versus 80% en 2019). Les services en lignes les plus utilisés et générant le plus de satisfaction sont : l'accès aux données personnelles et l'accès aux factures.
- les relevés : 75% des clients sont satisfaits.



> Une image solide du fournisseur d'eau

69% des clients déclarent avoir une bonne image de leur fournisseur d'eau, considéré :

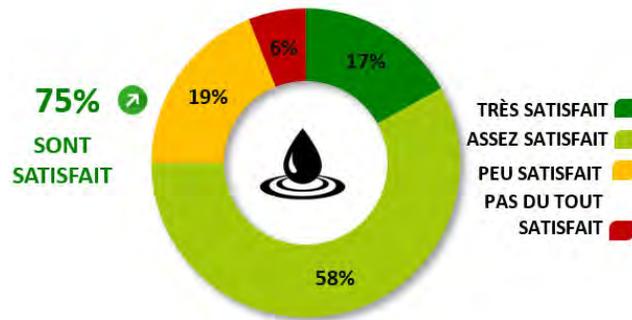
- efficace,
- dont l'action est conforme à la mission de services publics
- et dont l'action s'inscrit pour la protection de l'environnement.



L'intention de fidélité à SUEZ est plutôt forte : 68% des clients envisageraient de rester chez leur distributeur d'eau s'ils avaient la possibilité d'en choisir un autre.

> Satisfaction liée à la qualité de l'eau

75% des clients se déclarent satisfaits de la qualité de l'eau du robinet. Un score en hausse par rapport à l'année dernière.



>La relève

Les clients relevés à distance sont plus satisfaits de la relève que ceux l'étant au domicile : 71% de clients satisfaits pour la relève à domicile versus 81% de satisfaits pour le relevé à distance via compteur connecté.

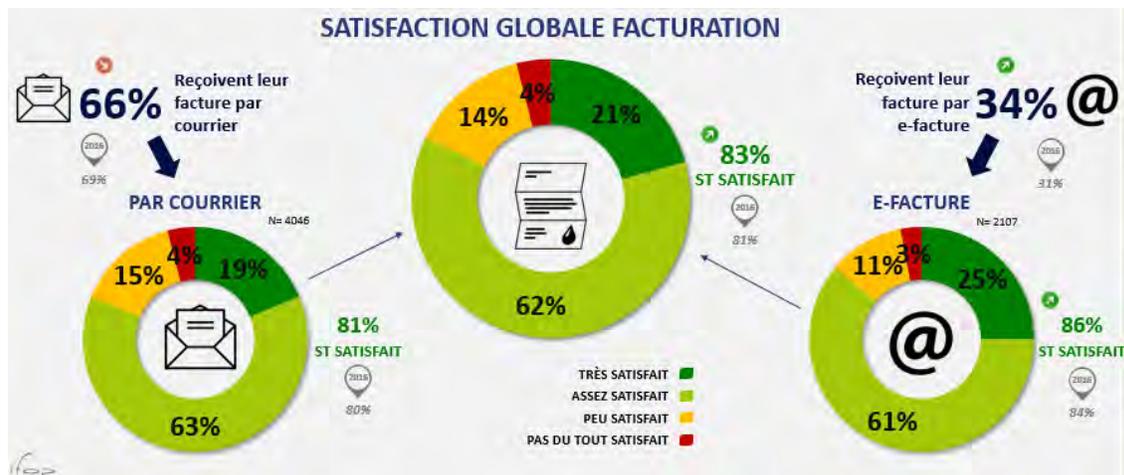
Pour ce qui est de la relève à distance, les clients apprécient la fiabilité des relevés : 83% de satisfaction.

En ce qui concerne la relève à domicile, **la qualité du contact avec le releveur est très appréciée par les clients : 94% de satisfaction !**

>Facturation

Avec 83% de clients satisfaits, **la satisfaction liée à la facturation est bonne.**

A noter : **une satisfaction plus importante de la facturation par e-facture (facture électronique) par rapport à la facturation par courrier (86% versus 81%)**





Synthèse réglementaire

COMMANDE PUBLIQUE

LOI n°2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043956924>

Les mesures sur La Commande Publique : Articles 35 et suivants : la commande publique et l'environnement

« Art. L. 3-1. - La commande publique **participe à l'atteinte des objectifs de développement durable**, dans leurs dimensions économique, sociale et environnementale, dans les conditions définies par le présent code. »

« Au plus tard le 1er janvier 2025, l'Etat met à la disposition des pouvoirs adjudicateurs des outils opérationnels de définition et d'analyse du coût du cycle de vie des biens pour les principaux segments d'achat. Ces outils intègrent le coût global lié notamment à l'acquisition, à l'utilisation, à la maintenance et à la fin de vie des biens ainsi que, lorsque c'est pertinent, les coûts externes supportés par l'ensemble de la société, tels que la pollution atmosphérique, les émissions de gaz à effet de serre, la perte de la biodiversité ou la déforestation. »

L'article L. 228-4 du code de l'environnement est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« A compter du 1er janvier 2030, l'usage des matériaux biosourcés ou bas-carbone intervient dans au moins 25 % des rénovations lourdes et des constructions relevant de la commande publique. Un décret en Conseil d'Etat précise les modalités d'application du présent article, en particulier la nature des travaux de rénovation lourde et les seuils au-delà desquels l'obligation est applicable aux acheteurs publics. »

- **Inscription des objectifs de développement durable, dans leurs dimensions économique, sociale et environnementale**, dans un nouvel article L. 3-1 du titre préliminaire du code de la commande publique aux côtés des principes fondamentaux de la commande publique et des éléments essentiels du régime juridique applicable aux contrats administratifs.
- **Renforcement des schémas de promotion des achats publics socialement et écologiquement responsables (SPASER)** (l'article L. 2111-3 du code de la commande publique est modifié)
Il renforce les obligations de publicité des SPASER en prévoyant que, désormais, ils doivent être rendus publics notamment via une mise en ligne sur le site internet (s'il existe) des acheteurs concernés. En outre, les SPASER doivent désormais comporter des indicateurs précis exprimés en nombre de contrats ou en valeur, sur les taux réels d'achats publics relevant des catégories de l'achat socialement ou écologiquement responsable parmi les marchés passés par l'acheteur concerné. Pour chacune des catégories, qui incluent notamment les achats réalisés auprès des entreprises solidaires d'utilité sociale ou des entreprises employant des personnes défavorisées ou appartenant à des groupes vulnérables, l'acheteur doit préciser des objectifs cibles à atteindre.
- **Prise en compte des objectifs de développement durable dans les spécifications techniques** (Les articles L. 2111-2 et L. 3111-2 du code de la commande publique sont modifiés) : Le code de la commande publique prévoit l'obligation de prendre en compte les objectifs de développement durable au stade de la détermination de la nature et de l'étendue du besoin par l'acheteur ou l'autorité concédante. La loi complète cette obligation en l'étendant, pour les marchés publics et les contrats de concession, à la phase de formalisation du besoin par des spécifications techniques.
- **Prise en compte des caractéristiques environnementales de l'offre dans les critères d'attribution** (Les articles L. 2152-7 et L. 3124-5 du code de la commande publique sont modifiés). La loi introduit l'obligation pour les acheteurs et les autorités concédantes, de retenir au moins un critère d'attribution prenant en compte les caractéristiques environnementales de l'offre. Jusque-là, aucune disposition du code n'imposait que les préoccupations environnementales fassent l'objet d'un critère

de sélection du titulaire du marché ou de la concession. La formulation retenue demeure large afin de laisser une certaine souplesse aux acheteurs et aux autorités concédantes.

- **Prise en compte obligatoire de l'environnement dans les conditions d'exécution** : Désormais, l'article L. 2112-2 du code de la commande publique modifié dispose que les acheteurs devront impérativement prévoir dans leurs marchés publics des conditions d'exécution prenant en compte l'environnement. De la même manière, l'article L. 3114-2 modifié du code de la commande publique, impose désormais la prise en compte de considérations relatives à l'environnement dans les conditions d'exécution des contrats de concession.
- **La prise en compte des considérations relatives au domaine social ou à l'emploi dans les conditions d'exécution pour les marchés et concessions formalisés**. Les articles L. 2112-2-1 et L. 3114-2-1 du code de la commande publique sont modifiés : les marchés et les concessions dont le montant est supérieur aux seuils européens doivent, sauf dérogations, comprendre des conditions d'exécution prenant en compte des considérations relatives au domaine social ou à l'emploi, notamment en faveur des personnes défavorisées.
- **Exclusion**. Les articles L. 2141-7-1 et L. 3123-7-1 du code de la commande publique sont modifiés. Possibilité pour un acheteur ou une autorité concédante d'exclure un soumissionnaire qui, soumis par le code de commerce (article L. 225-102-4 du code de commerce) à l'obligation d'établir un plan de vigilance, ne satisfait pas à cette obligation pour l'année qui précède celle de l'engagement de la consultation.
- **Contenu du rapport d'activité** : Inclusion, dans le rapport devant être remis chaque année par le concessionnaire à l'autorité concédante, de la description des mesures mises en œuvre pour garantir la protection de l'environnement et l'insertion par l'activité économique dans le cadre de l'exécution du contrat (modifiant l'article L. 3131-5 du code de la commande publique).

LOI n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République

La loi pose le principe selon lequel, lorsqu'un contrat de la commande publique a pour objet l'exécution d'un service public, son titulaire est tenu d'assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public.

Les clauses du contrat doivent rappeler ces obligations et préciser les modalités de contrôle et de sanction du cocontractant lorsque celui-ci n'a pas pris les mesures adaptées pour les mettre en œuvre et faire cesser les manquements constatés.

Décret n° 2021-1111 du 23 août 2021 modifiant les dispositions du code de la commande publique relatives aux accords-cadres et aux marchés publics de défense ou de sécurité

Tirant les conséquences de la décision de la Cour de justice de l'Union européenne du 17 juin 2021, *Simonsen & Weel A/S*, aff. C-23/20, qui impose aux acheteurs d'indiquer dans les avis d'appel à la concurrence relatifs aux accords-cadres la quantité ou la valeur maximale des prestations qui pourront être commandées sur le fondement de l'accord-cadre, le décret a supprimé, à compter du 1er janvier 2022, la possibilité de conclure des accords-cadres sans maximum.

Décret n° 2021-631 du 21 mai 2021 relatif à la suppression de l'exigence de présentation par les entreprises d'un extrait d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers dans leurs démarches administratives

Le décret a supprimé l'obligation faite aux entreprises de fournir un extrait d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés, au répertoire des métiers ou au registre des entreprises tenu par les chambres de métiers d'Alsace et de Moselle à l'appui de leurs demandes ou déclarations auprès de l'administration. Il a substitué à la fourniture de l'extrait d'immatriculation la transmission du numéro unique d'identification délivré par l'INSEE. Grâce à ce numéro, l'administration chargée de traiter une demande ou une déclaration peut accéder, par l'intermédiaire d'un système électronique, aux données qui lui sont nécessaires sur l'entreprise demanderesse ou déclarante issues, d'une part, du registre national du commerce et des sociétés (RNCS) tenu par l'Institut national de la propriété industrielle (INPI) et, d'autre part, du répertoire national des métiers (RNM) tenu par CMA France.

Arrêtés du 30 mars 2021 portant approbation des cahiers des clauses administratives générales des marchés publics :

- de fournitures courantes et de services
- de travaux
- industriels
- de prestations intellectuelles
- de techniques de l'information et de la communication

- de maîtrise d'œuvre

Les arrêtés interministériels approuvant les six nouveaux cahiers des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics ont été publiés au Journal officiel du 1er avril 2021. Ces CCAG sont entrés en vigueur le 1er avril 2021. Les acheteurs publics ont pu encore se référer aux versions 2009 jusqu'au 30 septembre 2021.

GESTION DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT

Décret n° 2021-474 du 20 avril 2021 relatif au paiement des factures d'eau, de gaz et d'électricité afférents aux entreprises dont l'activité est affectée par une mesure de police administrative en réponse à l'épidémie de covid-19

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043401315>

Le décret est pris pour l'application de la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire.

Le décret définit les bénéficiaires et ses modalités d'application du dispositif relatif au report de paiement des factures d'eau, d'électricité et de gaz par les entreprises dont l'activité est affectée par une mesure de police administrative en réponse à l'épidémie de covid-19. Il précise ainsi les bénéficiaires de l'interdiction des suspension, interruption ou réduction, y compris par résiliation de contrat, de la fourniture d'électricité, de gaz ou d'eau et de l'obligation de report des factures dues pour ces fournitures, prévue par l'article 14 de loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire. En revanche, les fournisseurs et services distribuant l'eau potable pour le compte des communes compétentes (au titre de l'article L. 2224-7-1 du code général des collectivités territoriales), les fournisseurs d'électricité titulaires de l'autorisation (mentionnée à l'article L. 333-1 du code de l'énergie) et fournisseurs de gaz titulaires de l'autorisation (mentionnée à l'article L. 443-1 du même code) ne sont pas tenus d'appliquer les dispositions du VI de l'article 14 de la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 susmentionnée aux échéances de paiement de factures reportées en application de l'article 3 de l'ordonnance n° 2020-316 du 25 mars 2020 relative au paiement des loyers, des factures d'eau, de gaz et d'électricité afférents aux locaux professionnels des entreprises dont l'activité est affectée par la propagation de l'épidémie de covid-19, exigibles entre le 12 mars 2020 et l'expiration d'un délai de deux mois après la date de cessation de l'état d'urgence sanitaire prévu par la loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions.

A noter :

La date de fin du report de paiement de factures ne pourra excéder **deux mois après la date de fin de la mesure de police administrative** (mentionnée au I de l'article 14 de la loi du 14 novembre 2020 susvisée) ou, si cette date n'est pas connue, **la date de fin du report de facture ne pourra excéder deux mois après la date la plus tardive** entre la fin de l'état d'urgence sanitaire mentionnée à l'article 1er de la loi du 14 novembre 2020 susvisée (1er juin 2021 inclus) et la fin de la période mentionnée au I de l'article 1er de la loi du 9 juillet 2020 (jusqu'au 1er avril 2021 inclus) : donc 1^{er} juin 2021.

LOI n° 2021-513 du 29 avril 2021 rénovant la gouvernance des services publics d'eau potable et d'assainissement en Guadeloupe (1)

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043604527>

La loi crée un nouveau syndicat mixte unique pour gérer l'eau et l'assainissement en Guadeloupe, en réponse aux multiples défaillances du service public dans ce domaine.

LOI n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043956924>

Des mesures sont dans le titre V « *se loger* » (art 249 de la loi) et modifient le **code de la sécurité intérieure concernant les services essentiels** :

- Rappel de l'Article L732-1 du code de la sécurité intérieure :
Les exploitants d'un service, destiné au public, d'assainissement, de production ou de distribution d'eau pour la consommation humaine, d'électricité ou de gaz, ainsi que les opérateurs des réseaux de communications électroniques ouverts au public prévoient les mesures nécessaires au maintien de la satisfaction des besoins prioritaires de la population lors des situations de crise.

Ces besoins prioritaires, définis par un décret en Conseil d'Etat, sont pris en compte dans les cahiers des charges ou contrats régissant les concessions ou délégations de service public et dans les dispositions réglementaires encadrant les activités précitées, qui peuvent comporter des mesures transitoires. Ce décret précise le niveau d'exigence et les délais d'application requis pour leur mise en œuvre.

- Insertion d'une nouvelle obligation pour prévenir toute crise et à l'initiative du préfet dans certaines zones de risques naturels
« Art. L. 732-2-1. - Afin d'identifier les vulnérabilités des services et réseaux, d'anticiper leur gestion en période de crise et de favoriser un retour rapide à un fonctionnement normal, le préfet de zone de défense et de sécurité mentionné à l'article L. 1311-1 du code de la défense peut demander à tout exploitant de service ou réseau mentionné à l'article L. 732-1 du présent code, dans les territoires où l'exposition importante à un ou plusieurs risques naturels peut conduire à un arrêt de tout ou partie du service ne permettant plus de répondre aux besoins prioritaires de la population :
« 1° Un diagnostic de vulnérabilité de ses ouvrages existants en fonction de l'exposition aux risques naturels et de la configuration des réseaux au regard de ces risques ;
« 2° Les mesures prises en cas de crise pour prévenir les dégâts causés aux ouvrages et pour assurer un service minimal qui permette d'assurer la continuité de la satisfaction des besoins prioritaires de la population ;
« 3° Les procédures de remise en état du réseau après la survenance de l'aléa ;
« 4° Un programme des investissements prioritaires pour améliorer la résilience des services prioritaires pour la population en cas de survenance de l'aléa.
« Les modalités d'application du présent article sont définies par décret. »

ASSAINISSEMENT

Arrêté du 26 février 2021 modifiant l'arrêté du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 et l'arrêté du 27 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043190509>

LOI n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043956924>

Les mesures visant l'assainissement

- **Article 63 de la loi modifiant le volet contrôle et sanctions en matière de raccordement** fixé par le code de la santé publique sur plusieurs points :
 - ✓ Modification de l'article L 2224.8 du CGCT en matière de contrôle
II. – Les communes assurent le contrôle des raccordements au réseau public de collecte, la collecte, le transport et l'épuration des eaux usées, ainsi que l'élimination des boues produites. Elles peuvent également, à la demande des propriétaires, assurer les travaux de mise en conformité des ouvrages visés à l'article L. 1331-4 du code de la santé publique, depuis le bas des colonnes descendantes des constructions jusqu'à la partie publique du branchement, et les travaux de suppression ou d'obturation des fosses et autres installations de même nature à l'occasion du raccordement de l'immeuble.
« Le contrôle du raccordement est notamment réalisé pour tout nouveau raccordement d'un immeuble au réseau public de collecte des eaux usées conformément au premier alinéa de l'article L. 1331-1 du même code et lorsque les conditions de raccordement sont modifiées. A l'issue du contrôle de raccordement au réseau public, la commune établit et transmet au propriétaire de l'immeuble ou, en cas de copropriété, au syndicat des copropriétaires un document décrivant le contrôle réalisé et évaluant la conformité du raccordement au regard des prescriptions réglementaires. La durée de validité de ce document est de dix ans. Le contrôle effectué à la demande du propriétaire de l'immeuble ou du syndicat des copropriétaires est réalisé aux frais de ce dernier et la commune lui transmet ce document dans un délai fixé par décret en Conseil d'Etat. »
 - ✓ Modification de l'article L1331-4 du code de la santé publique en matière de sanction :
Les ouvrages nécessaires pour amener les eaux usées à la partie publique du branchement sont à la charge exclusive des propriétaires et doivent être réalisés dans les conditions fixées à l'article [L. 1331-1](#). Ils doivent être maintenus en bon état de fonctionnement par les

~~propriétaires. La commune en contrôle la qualité d'exécution et peut également contrôler leur maintien en bon état de fonctionnement.~~

- ✓ Modification de L1331-11-1 du code de la santé publique en matière de contrôle
Lors de la vente de tout ou partie d'un immeuble à usage d'habitation non raccordé au réseau public de collecte des eaux usées, le document établi à l'issue du contrôle des installations d'assainissement non collectif effectué dans les conditions prévues au II de l'article [L. 1331-1-1](#) du présent code et daté de moins de trois ans au moment de la signature de l'acte de vente est joint au dossier de diagnostic technique prévu aux articles L. 271-4 et [L. 271-5](#) du code de la construction et de l'habitation.
« Au plus tard un mois après la signature de l'acte authentique de vente de tout ou partie d'un immeuble, le notaire rédacteur adresse à titre de simple information par tous moyens, y compris par voie dématérialisée, à l'autorité compétente en matière d'assainissement émettrice du document mentionné au 8° du I de l'article L. 271-4 du même code une attestation contenant la date de la vente, les informations nécessaires à l'identification du bien vendu ainsi que les nom et adresse de l'acquéreur de ce bien. »

EAU POTABLE

Décret n° 2021-205 du 24 février 2021 portant transfert à l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail de décisions administratives individuelles en matière d'eaux destinées à la consommation humaine, d'eaux minérales naturelles et d'eaux de piscines et de baignades

<https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/LEGIARTI000043180090/2021-03-01/>

L'article 29 de la loi n° 2020-1525 du 7 décembre 2020 d'accélération et de simplification de l'action publique (dite « ASAP ») a modifié les articles L. 1313-1 et L. 1321-5 du code de la santé publique afin de transférer du ministère des Solidarités et de la Santé à l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES) la délivrance des agréments des laboratoires pour la réalisation des prélèvements et des analyses du contrôle sanitaire des eaux, ainsi que l'autorisation des produits et procédés de traitement de l'eau des piscines et des baignades artificielles. Ce décret transfère, du ministre de la santé au directeur général de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail, la compétence en matière de délivrance des agréments aux laboratoires chargés des prélèvements et des analyses des eaux de piscines ainsi qu'en matière d'autorisation des produits et procédés de traitement des eaux de piscines et de baignades artificielles.

Le silence gardé sur les demandes d'autorisation ou d'agrément pendant plus de 6 mois vaut désormais ACCEPTATION (auparavant le silence signifiait rejet).

L'ANSES devient ainsi compétente à compter du 1er mars 2021 pour délivrer les agréments des laboratoires d'analyses des eaux destinées à la consommation humaine, des eaux minérales naturelles, des eaux des piscines et baignades ainsi que des autorisations de produits et procédés de traitement des eaux de piscines et baignades artificielles en système fermé.

Ce transfert constitue une simplification pour les laboratoires et les industriels concernés dans la mesure où ces agréments et autorisations (de l'ordre d'une cinquantaine par an) sont actuellement délivrés par le ministère des Solidarités et de la Santé sur le seul fondement des expertises et évaluations scientifiques réalisées par l'ANSES.

A noter que l'agrément des procédés et produits pour l'eau potable ne fait pas partie de ce transfert. Cela ne devrait donc pas changer les procédures d'autorisations de filière pour des usines de production d'eau potable, qui seront encore traitées par les ARS.

Arrêté du 25 février 2021 modifiant l'arrêté du 5 juillet 2016 modifié relatif aux conditions d'agrément des laboratoires pour la réalisation des prélèvements et des analyses du contrôle sanitaire des eaux

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043189625>

Décret n° 2021-395 du 6 avril 2021 portant adaptation du code de la santé publique au droit de l'Union européenne en ce qui concerne les règles applicables aux produits chimiques

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043333615>

Publics concernés : fabricants, importateurs, utilisateurs en aval, distributeurs de produits chimiques, consommateurs.

Objet : adaptation du [code de la santé publique](#) au droit de l'Union européenne en ce qui concerne les règles applicables aux produits chimiques.

Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.

Le règlement concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), encadre la mise sur le marché européen des substances ou mélanges dangereux, sous conditions d'enregistrement, d'évaluation et d'autorisation par les autorités européennes. Le règlement relatif à la classification, l'étiquetage et l'emballage des substances et des mélanges (CLP), quant à lui, définit les obligations des fournisseurs de substances ou mélanges dangereux, en matière de classification, d'étiquetage et d'emballage avant leur mise sur le marché, de manière à informer la population sur les dangers à l'aide d'un système harmonisé et clair au niveau européen. Le décret met à jour les dispositions nationales, résultant pour partie des mesures de transposition antérieures aux règlements REACH et CLP, afin de les adapter aux dispositions européennes issues de ces règlements. Par ailleurs, il révisé les dispositions relatives à certaines catégories de produits biocides et phytosanitaires, pour les rendre cohérentes avec celles, plus récentes, du [code de l'environnement](#) et du code rural et issues des directives ou des règlements européens correspondants.

LOI n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043956924>

Les mesures de protection de la ressource

- Ces mesures sont notamment dans le chapitre III intitulé : « **protéger les écosystèmes et la diversité écologique** » (cf intégré dans le titre 1^{er} qui vise l'atteinte aux objectifs de l'accord de Paris)
- **Article 45** modifiant l'article L 210.1 du code de l'environnement qui est l'article chapeau du titre 1er (eau et milieux aquatiques marins) du livre II du code de l'environnement (Milieux physiques) **pour introduire les fonctionnalités**
L'eau fait partie du patrimoine commun de la nation. Sa protection, sa mise en valeur et le développement de la ressource utilisable, dans le respect des équilibres naturels, sont d'intérêt général.
« Le respect des équilibres naturels implique la préservation et, le cas échéant, la restauration des fonctionnalités naturelles des écosystèmes aquatiques, qu'ils soient superficiels ou souterrains, dont font partie les zones humides, et des écosystèmes marins, ainsi que de leurs interactions. Ces fonctionnalités sont essentielles à la reconquête de la biodiversité, à l'adaptation au changement climatique ainsi qu'à l'atténuation de ses effets et participent à la lutte contre les pollutions. A ce titre, les écosystèmes aquatiques et les écosystèmes marins constituent des éléments essentiels du patrimoine de la Nation. »
Dans le cadre des lois et règlements ainsi que des droits antérieurement établis, l'usage de l'eau appartient à tous et chaque personne physique, pour son alimentation et son hygiène, a le droit d'accéder à l'eau potable dans des conditions économiquement acceptables par tous.
Les coûts liés à l'utilisation de l'eau, y compris les coûts pour l'environnement et les ressources elles-mêmes, sont supportés par les utilisateurs en tenant compte des conséquences sociales, environnementales et économiques ainsi que des conditions géographiques et climatiques.
- **Article 46** visant l'étude de certaines substances polluantes dans sol et eau :
I. - Le Gouvernement remet au Parlement, dans un délai de deux ans à compter de la promulgation de la présente loi, un rapport sur la pollution des eaux et des sols par les substances perfluoroalkyles et polyfluoroalkyles. Ce rapport propose notamment des solutions applicables pour la dépollution des eaux et des sols contaminés par des substances perfluoroalkyles et polyfluoroalkyles.
II. - Le Gouvernement fournit systématiquement un nouveau rapport sur le sujet mentionné au I à chaque réévaluation à la baisse du seuil d'exposition tolérable aux substances perfluoroalkyles et polyfluoroalkyles fourni par l'autorité administrative européenne compétente, dans les douze mois qui suivent la réévaluation à la baisse dudit seuil.
- **Insertion de la qualité de l'eau comme partie intégrante du patrimoine commun de la nation** (article 48 de la loi modifiant l'article L110.1, article pilier du code de l'environnement)
I. - Les espaces, ressources et milieux naturels terrestres et marins, les sons et odeurs qui les caractérisent, les sites, les paysages diurnes et nocturnes, la qualité de l'air, la qualité de l'eau, les êtres vivants et la biodiversité font partie du patrimoine commun de la nation. Ce patrimoine génère des services écosystémiques et des valeurs d'usage.

- **Article 61** de la loi complétant l'article L212.1 du code de l'environnement qui vise le contenu des **SDAGE**. Il rajoute une obligation au comité de bassin compétent dans chaque bassin ou groupement de bassins qui avait déjà pour mission d'identifier les zones de captages, actuelles ou futures, destinées à l'alimentation en eau potable.

« 3° A l'identification, au plus tard le 31 décembre 2027, des masses d'eau souterraines et des aquifères qui comprennent des ressources stratégiques pour l'alimentation en eau potable actuelle ou future ainsi que, si l'information est disponible, leurs zones de sauvegarde, au sein desquelles des mesures de protection sont instituées pour la préservation de ces ressources stratégiques. Ces mesures contribuent à assurer l'équilibre quantitatif entre les prélèvements dans ces ressources, en prenant notamment en compte les besoins des activités humaines et leur capacité à se reconstituer naturellement, et contribuent également à préserver leur qualité pour satisfaire en priorité les besoins pour la consommation humaine. Elles prennent également en compte les besoins liés notamment à la production alimentaire. » ;

Et de façon cohérente, complément de l'article L212-5-1 du code de l'environnement

I. — Le schéma d'aménagement et de gestion des eaux comporte un plan d'aménagement et de gestion durable de la ressource en eau et des milieux aquatiques définissant les conditions de réalisation des objectifs mentionnés à l'article [L. 212-3](#), notamment en évaluant les moyens financiers nécessaires à la mise en œuvre du schéma.

« Si le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux n'a pas procédé à l'identification des zones de sauvegarde des ressources stratégiques pour l'alimentation en eau potable au sein des masses d'eau souterraines et des aquifères prévue au 3° du II de l'article L. 212-1, le plan d'aménagement et de gestion durable de la ressource en eau et des milieux aquatiques identifie ces zones. » ;

Ce plan peut aussi

3° Identifier, à l'intérieur des zones humides définies au 1° du I de l'article [L. 211-1](#), des zones stratégiques pour la gestion de l'eau dont la préservation ou la restauration contribue à la réalisation des objectifs visés au IV de l'article [L. 212-1](#); et définir les mesures de protection à mettre en œuvre au sein des zones de sauvegarde des ressources stratégiques pour l'alimentation en eau potable des masses d'eau souterraines et des aquifères, mentionnées au 3° du II du même article L. 212-1, ainsi que les éventuelles mesures permettant d'accompagner l'adaptation des activités humaines dans ces zones de sauvegarde ».

Article 101 sur la **performance des constructions**

- Incitation à un mode de végétalisation par recours à une autre ressource que le réseau d'eau potable les bâtiments ou parties de bâtiments mentionnés au II du présent article doivent intégrer soit un procédé de production d'énergies renouvelables, **soit un système de végétalisation basé sur un mode culturel ne recourant à l'eau potable qu'en complément des eaux de récupération**, garantissant un haut degré d'efficacité thermique et d'isolation et favorisant la préservation et la reconquête de la biodiversité, soit tout autre dispositif aboutissant au même résultat et, sur les aires de stationnement associées lorsqu'elles sont prévues par le projet, des revêtements de surface, des aménagements hydrauliques ou des dispositifs végétalisés favorisant la perméabilité et l'infiltration des eaux pluviales ou leur évaporation et préservant les fonctions écologiques des sols.

II. - Les obligations prévues au présent article s'appliquent :

« 1° Aux constructions de bâtiments ou parties de bâtiment à usage commercial, industriel ou artisanal, aux constructions de bâtiments à usage d'entrepôt, aux constructions de hangars non ouverts au public faisant l'objet d'une exploitation commerciale et aux constructions de parcs de stationnement couverts accessibles au public, lorsqu'elles créent plus de 500 mètres carrés d'emprise au sol ;

« 2° Aux constructions de bâtiments ou parties de bâtiment à usage de bureaux, lorsqu'elles créent plus de 1 000 mètres carrés d'emprise au sol.

« Ces obligations s'appliquent également aux extensions et rénovations lourdes de bâtiments ou parties de bâtiment lorsque ces extensions ou les rénovations concernées ont une emprise au sol de plus de 500 mètres carrés, pour les bâtiments mentionnés au 1° du présent II, et de plus de 1 000 mètres carrés, pour les bâtiments mentionnés au 2°, ainsi qu'aux aires de stationnement associées mentionnées au I lorsqu'il est procédé à des rénovations lourdes sur ces aires ou à l'occasion de la conclusion d'un nouveau contrat de concession de service public, de prestation de service ou de bail commercial, ou de son renouvellement.

- Et volet stationnement et eaux pluviales

« Art. L. 111-19-1. - Les parcs de stationnement extérieurs de plus de 500 mètres carrés associés aux bâtiments ou parties de bâtiment auxquels s'applique l'obligation prévue à l'article L. 171-4 du code de la construction et de l'habitation ainsi que les nouveaux parcs de stationnement extérieurs

*ouverts au public de plus de 500 mètres carrés **doivent intégrer sur au moins la moitié de leur surface des revêtements de surface, des aménagements hydrauliques ou des dispositifs végétalisés favorisant la perméabilité et l'infiltration des eaux pluviales ou leur évaporation.***

Décret n° 2021-588 du 14 mai 2021 relatif à la création d'un comité d'anticipation et de suivi hydrologique

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043501015>

Le décret a pour objet d'introduire dans le code de l'environnement un article créant un comité d'anticipation et de suivi hydrologique en vue notamment de mieux anticiper et gérer les épisodes de sécheresse en métropole et dans les territoires ultramarins. Ce comité est composé de membres issus des différents collèges du Comité national de l'eau.

Décret n° 2021-795 du 23 juin 2021 relatif à la gestion quantitative de la ressource en eau et à la gestion des situations de crise liées à la sécheresse

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043694462>

Objectif 1 : "Gestion équilibrée et durable de la ressource" : Protéger la ressource en eau, c'est aussi protéger la biodiversité et les milieux naturels." "

Objectif 2 : mettre un terme à un contentieux récurrent relatif aux autorisations uniques de prélèvement censurées par les juridictions, notamment en raison de débats sur les volumes prélevables (quantités d'eau qui peuvent être prélevées dans les milieux naturels sans les mettre en danger).

Objectif 3 : adopter une approche globale de gestion des usages : améliorer la gestion quantitative de l'eau, tant sur le plan structurel, en vue d'une gestion équilibrée et durable de la ressource, que conjoncturel, pour une meilleure gestion des crises et des sécheresses qui seront probablement amenées à se multiplier

Principe 1 : notion de "Volumes prélevables" servant à déterminer les autorisations de prélèvement. Le décret fixe donc un cadre et une définition explicite permettant à l'ensemble des acteurs (agriculteurs, industriels, élus des collectivités territoriales responsables de la gestion de l'eau, mais aussi gestionnaires d'espaces naturels) d'agir pour préserver et partager la ressource dans un contexte juridique sécurisé. Le décret stipule que pour chaque demande d'autorisation unique de prélèvement, déposée par un organisme unique de gestion collective, l'étude d'impact ou l'étude d'incidence du projet doit comporter une série de documents tels que "l'historique sur les cinq à dix dernières années des volumes prélevés" ou un "argumentaire justifiant que les volumes demandés sont compatibles avec le respect du bon fonctionnement des milieux" (art.2).

Le volume prélevable (défini comme le volume pouvant statistiquement être prélevé huit années sur dix en période de basses eaux dans le milieu naturel aux fins d'usages anthropiques) est "issu d'une évaluation statistique des besoins minimaux des milieux sur la période de basses eaux. Il est réparti entre les usages, en tenant compte des enjeux environnementaux, économiques et sociaux" (art.3).

Principe 2 : Rôle majeur du préfet coordonnateur de bassin dans les bassins en déséquilibre structurel pour fixer une stratégie d'évaluation des volumes prélevables, qui permet de développer des activités humaines dans le respect des écosystèmes (art.6). Pour chaque étude, le préfet coordonnateur "s'appuie sur un comité de concertation" où sont représentés "les intérêts de la protection de l'environnement, de la pêche, des usages agricoles, industriels et domestiques de l'eau". "Sont représentés également, lorsqu'ils existent, la commission locale de l'eau, l'établissement public territorial de bassin (...), l'organisme unique de gestion collective (...), les gestionnaires d'ouvrages de régulation de la ressource en eau, et les services chargés du prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine (...)" "Sur la base du cadrage du préfet coordonnateur de bassin, ces études peuvent être prises en charge par la commission locale de l'eau (...) avec l'appui du comité de concertation". "À défaut de commission locale de l'eau sur le périmètre adapté ou d'incapacité technique ou financière de celle-ci à porter de telles études, ces dernières ainsi que la répartition des volumes peuvent être prises en charge par un établissement public territorial de bassin ou tout autre groupement de collectivités territoriales compétent à l'échelle concernée".

Principe 3 : meilleure gestion de crise Le décret renforce aussi l'encadrement et l'harmonisation à l'échelle du bassin et du département de la gestion de crise sécheresse dans les zones d'alerte (art.4). Il appartient ainsi au préfet coordonnateur de bassin de fixer par un arrêté d'orientations pour tout le bassin "les orientations relatives aux conditions de déclenchement, aux mesures de restriction par usage, sous-catégorie d'usage et type d'activité en fonction du niveau de gravité, aux conditions selon lesquelles le préfet peut, à titre exceptionnel, à la demande d'un usager, adapter les mesures de restriction s'appliquant à son usage, et aux modalités de prise des décisions de restrictions." Afin de faire face à des situations de manque d'eau récurrentes, les autorisations de prélèvement pourront

autoriser temporairement des prélèvements supérieurs aux ressources, à condition de s'inscrire dans une perspective de retour à l'équilibre quantitatif aux échéances fixées par les schémas directeurs de gestion de l'eau, conformément à la directive-cadre sur l'eau.

Décret n° 2021-807 du 24 juin 2021 relatif à la promotion d'une utilisation efficace, économe et durable de la ressource en eau, en application de l'article L. 211-1 du code de l'environnement

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043702816>

Le décret invite à mentionner dans les dossiers de demande d'autorisation ICPE ou IOTA les projets de REUT envisagés.

Décret n° 2021-1076 du 12 août 2021 relatif au Comité national de l'eau

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043935137>

Publics concernés : membres du Comité national de l'eau.

Objet : composition du Comité national de l'eau.

Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.

Notice : le décret complète la composition du Comité national de l'eau, par l'ajout parmi ses membres du vice-président du Comité national de la biodiversité (CNB) et du président du bureau du Conseil national de la mer et des littoraux (CNML). Il intègre dans le collège des usagers, un représentant de la Fédération des conservatoires d'espaces naturels, et met à jour l'intitulé de certains organismes représentés.

ICPE - IOTA -AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE

Volet procédure

Décret n° 2021-837 du 29 juin 2021 portant diverses réformes en matière d'évaluation environnementale et de participation du public dans le domaine de l'environnement

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043714267>

Objet : différents changements en matière d'évaluation environnementale et de participation du public

Il entre en vigueur au 1^{er} août 2021.

Volet évaluation environnementale : A compter du 1^{er} Août 2021 l'évaluation environnementale est étendue, désormais seront notamment soumis à évaluation environnementale systématique :

- Les installations d'élimination de déchets dangereux (définis à l'article 3 point 2 de la directive 2008/98 CE relative aux déchets) par incinération, traitement chimique ou par mise en décharge ;
- Les installations destinées à l'extraction de l'amiante ainsi qu'au traitement et à la transformation de l'amiante et de produits contenant de l'amiante, à la production d'amiante et à la fabrication de produits à base d'amiante.

Pour la réalisation de l'examen au cas par cas les critères d'analyse, initialement détaillés à l'annexe III de la directive 2011/92/UE du 13/12/2011, sont désormais retranscrits dans une annexe à l'article R. 122-3-1 c. env.

Concernant le contenu de l'étude d'impact (modification de l'article R. 122-5) :

- L'avis de cadrage de l'étude d'impact rendu par l'autorité instruisant le projet (en application de l'article R. 122-4) doit désormais être pris en compte pour l'élaboration de l'étude d'impact ;
- La notion de « scénario de référence » est remplacée par la notion « d'état initial de l'environnement » ;
- Pour l'étude du cumul des incidences les notions de projets existants ou approuvés est précisée de la façon suivante :
 - o Les projets existants sont ceux qui, lors du dépôt du dossier de demande comprenant l'étude d'impact, ont été réalisés.
 - o Les projets approuvés sont ceux qui, lors du dépôt du dossier de demande comprenant l'étude d'impact, ont fait l'objet d'une décision leur permettant d'être réalisés.
 - o Sont compris, en outre, les projets qui, lors du dépôt du dossier de demande comprenant l'étude d'impact ont fait l'objet :
 - D'une étude d'incidence environnementale au titre de l'article R. 181-14 et d'une enquête publique ;
 - D'une évaluation environnementale et pour lesquels un avis de l'autorité environnementale a été rendu public.
- Le maître d'ouvrage doit désormais prendre en compte les résultats d'autres études environnementales pertinentes requises au titre d'autres législations ;

- Pour la réalisation du rapport environnemental ne doivent plus être exposés « les effets » probables du projet sur l'environnement mais les « incidences probables » (modification de l'article R. 122-20). Volet participation du public : les projets soumis au droit d'initiative sont désormais soumis à publication d'une déclaration d'intention au-delà du **seuil de 5 millions d'euros** et non plus 10 millions (modification de l'article R. 121-25).

Concernant l'enquête publique, la liste des pièces du dossier soumis à enquête publique est complétée pour intégrer (modification de l'article R. 123-8) :

- L'hypothèse des **projets nécessitant plusieurs autorisations** ; le dossier soumis à étude d'impact doit ainsi contenir (s'ils sont requis) :
 - o L'étude d'impact actualisée ;
 - o Éventuellement, l'avis de l'autorité environnementale sur la nécessité d'actualiser l'étude d'impact ;
- La possibilité pour la CNDP de désigner un garant remettant un rapport final à la suite du débat public ; ce rapport final, s'il existe sera intégré au dossier soumis à enquête publique par la suite.

Concernant la participation du public par voie électronique, le dossier soumis au public sera désormais composé des mêmes pièces qu'un dossier soumis à enquête publique (modification de l'article R. 181-46).

Pour l'application dans le temps de ces modifications :

- Les dossiers de demande d'autorisation déposés avant le 1^{er} août ne sont pas soumis aux précisions apportées sur le cumul des incidences avec d'autres projets existants ou approuvés (art. R. 122-5 II e.) ;
- Les dossiers de demande d'autorisation, pour lesquelles l'arrêté d'ouverture d'enquête publique est publié avant le 1^{er} août, ne sont pas soumis aux modifications du contenu du dossier soumis à enquête publique (art. R. 123-8) ;
- Les demandes d'autorisation, pour lesquelles l'avis de participation par voie électronique est publié avant le 1^{er} août, ne devront pas soumettre au public un dossier identique à celui exigé pour les enquêtes publiques (art. 181-46).

Décret n° 2021-1000 du 30 juillet 2021 portant diverses dispositions d'application de la loi d'accélération et de simplification de l'action publique et de simplification en matière d'environnement

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043876194>

Objet : simplification de certaines procédures environnementales.

Entrée en vigueur : le 1^{er} août 2021, sous réserve de dispositions transitoires particulières notamment pour les procédures en cours.

Texte d'application de la loi ASAP (titre III de la loi n° 2020-1525 du 7 décembre 2020) et plus particulièrement des dispositions relatives aux procédures environnementales figurant au titre III de la loi portant simplification des procédures applicables aux entreprises.

Ce décret procède aussi à d'autres modifications du code de l'environnement et d'autres codes sur l'accélération et la simplification de l'action publique, la transposition, la coordination etc....

1. Précisions procédurales sur l'actualisation de l'étude d'impact : Lorsqu'un même projet comporte plusieurs parties ou étapes, éventuellement sous la responsabilité de maîtres d'ouvrage différents, le droit européen prévoit qu'une étude d'impact unique soit réalisée et ensuite actualisée. L'article 37 de la loi ASAP et ce décret prévoient la mise en œuvre de ce dispositif.

2. Adaptations réglementaires de la consultation devenue facultative du CODERST : L'article 42 de la loi ASAP rend facultative la consultation du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) pour les cas suivants :

1. Les enregistrements ICPE autres que ceux nécessitant une adaptation des prescriptions nationales,
2. Les arrêtés complémentaires des enregistrements ICPE,
3. Les arrêtés de prescriptions spéciales des déclarations ICPE,
4. Et pour les canalisations de transport et leurs modifications.

Le décret met en cohérence avec la loi diverses dispositions du code de l'environnement concernant les enregistrements et déclarations ICPE. Les dispositions relatives aux canalisations avaient déjà été modifiées de manière anticipée en 2020.

Pour l'ensemble de ces cas, le décret laisse toutefois la possibilité au Préfet de saisir le CODERST s'il l'estime nécessaire et lui impose, lorsqu'il ne le saisit pas, de l'informer. La situation est ainsi alignée sur celle qui existe déjà en ce qui concerne l'autorisation environnementale.

3. Mise en cohérence de la procédure d'autorisation environnementale à la possibilité d'une participation du public par voie électronique, lorsque l'autorisation ne donne pas lieu à évaluation environnementale :

L'article 44 de la loi ASAP permet au préfet de réaliser la consultation du public sous la forme d'une (PPVE), et non pas forcément par enquête publique, lorsque l'autorisation environnementale ne donne pas lieu à évaluation environnementale. Auparavant, l'enquête publique était la seule modalité de participation du public possible pour une autorisation environnementale. Le décret adapte donc la procédure d'autorisation environnementale pour insérer la participation du public par voie électronique (art. R. 181-35 et s. du Code de l'environnement).

L'enquête publique est donc requise dans 2 cas : application du I de l'article L. 123-2 du code de l'environnement (ce qui concerne essentiellement le cas du projet soumis à évaluation environnementale) ou si le préfet l'estime nécessaire pour le projet concerné, « *en fonction de ses impacts sur l'environnement ainsi que des enjeux socio-économiques qui s'y attachent ou de ses impacts sur l'aménagement du territoire* » (article L. 181-10 du code de l'environnement).

Quand il y a consultation du public par voie électronique (PPVE), le 4° du I de l'article R. 123-46-1 du code de l'environnement impose au maître d'ouvrage d'afficher sur les lieux prévus pour la réalisation du projet, de façon visible et lisible des voies publiques, l'avis de publicité, 15j au moins avant l'ouverture de la procédure de participation par voie électronique et pendant sa durée. C'est l'autorité compétente pour prendre la décision qui procède à la synthèse des observations du public (articles L. 123-19 et R. 123-46-1 du code de l'environnement).

4. Délai de la décision spéciale permettant l'anticipation de travaux soumis à permis de construire relatifs à un projet soumis à autorisation environnementale :

L'article 56 de la loi ASAP prévoit que le préfet par décision spéciale, puisse après délivrance du permis de construire (et donc après évaluation environnementale du projet quand il y a lieu), après consultation du public, autoriser le lancement des travaux soumis à PC relatifs à un projet soumis à autorisation environnementale, aux frais et risques du pétitionnaire. Cette décision spéciale ne peut intervenir que si dans l'autorisation il n'y a ni rubrique de la nomenclature IOTA ni procédure embarquée (espèces, défrichement, etc.) ce qui ne nous concerne que très peu. Le Préfet dispose de 4 jours à compter de la fin de la consultation du public pour prendre cette décision spéciale sur la possibilité de commencer les travaux par anticipation.

5. Meilleure articulation entre les procédures de permis de construire et d'enregistrement ICPE :

L'article 56 de la loi ASAP vise à lever une difficulté possible d'articulation entre le droit de l'urbanisme et la procédure d'enregistrement ICPE. En effet, si le préfet décide tardivement d'instruire une demande d'enregistrement ICPE suivant la procédure d'autorisation environnementale et si le permis de construire a déjà été délivré, alors a posteriori il l'a été illégalement, puisqu'il n'a pas fait l'objet d'une évaluation environnementale du projet. Dès lors il a été décidé que l'autorité en charge de l'urbanisme sera mieux informée de l'avancement de la procédure environnementale et que ses propres délais d'instruction seront sécurisés sans retarder pour autant le délai global du dossier.

6. Adaptation réglementaires dues à l'intégration dans l'autorisation environnementale de la procédure de dérogation possible au SDAGE pour les « projets d'intérêt général majeur » :

L'article 60 de la loi ASAP a intégré à l'autorisation environnementale la procédure de dérogation possible aux (SDAGE) pour les « projets d'intérêt général majeur ». Cette procédure était originellement menée par le préfet coordonnateur de bassin. Il est donc nécessaire d'avoir l'avis conforme du préfet coordonnateur de bassin dans la nouvelle procédure. Il n'est pas nécessaire de rajouter de pièces au dossier puisque ce sont les intérêts liés aux IOTA qui sont en jeu et qui sont déjà prévus dans le dossier.

7. Simplification et raccourcissement des renouvellements d'autorisations environnementales :

La création de l'autorisation environnementale a unifié entre les ICPE et les IOTA les modalités de renouvellement des autorisations. La réglementation prévoyait un délai de deux ans avant la fin de l'autorisation pour que l'exploitant puisse demander le renouvellement sans avoir à reprendre à zéro toute la procédure. A l'usage, ce délai apparaît trop long. L'article R. 181-49 du Code de l'environnement prévoit désormais que la demande du titulaire de prolonger ou de renouveler une autorisation environnementale doit être adressée au Préfet au moins six mois (et non plus deux ans) avant la date d'expiration de l'autorisation.

8. Harmonisation des dispositions relatives aux capacités techniques et financières pour le régime d'enregistrement :

Depuis 2019, les capacités techniques et financières figurant dans le dossier de demande d'autorisation environnementale sont celles qui doivent être effectives au moment de la mise en service de l'installation (elles peuvent en effet ne pas être effectives au moment du dépôt de la demande). Le décret prévoit la même obligation pour le régime d'enregistrement (article R. 512-46-4 du Code de l'environnement). En effet, là où auparavant était demandé le renseignement des capacités techniques et financières de l'exploitant est désormais attendue une description de ces capacités ou, « *lorsque ces capacités ne sont pas constituées au dépôt de la demande*

d'enregistrement, les modalités prévues pour les établir au plus tard à la mise en service de l'installation », laissant ainsi davantage de temps au pétitionnaire pour apporter la preuve de ses capacités sans ralentir la procédure d'enregistrement.

9. Amélioration de l'information de l'inspection des ICPE en cas de non-conformité sur des installations soumises à déclaration avec contrôle : Le décret vise à améliorer le dispositif du régime de déclaration avec contrôle périodique en prévoyant que :

- L'organisme agréé chargé de réaliser le contrôle doit informer l'inspection des installations classées en cas de non-conformité majeure ;
- Les non-conformités majeures devront être distinguées dans les rapports ;
- Quelques simplifications seront apportées (suppression d'un double exemplaire et envoi dématérialisé possible) ;
- Des délais plus courts seront laissés à l'organisme pour alerter les autorités sur une non-conformité majeure susceptible d'être non traitée par l'exploitant.

10. Non usage du CERFA « autorisation environnementale » en cas de téléprocédure : Le décret apporte une précision sur les modalités de dépôt d'une demande d'autorisation environnementale : le formulaire CERFA n° 15964*01 n'est pas requis lorsque la demande est déposée par téléprocédure sur le portail « Guichet Unique Numérique de l'environnement ».

Décision du Conseil d'Etat n° 425424 du 15 avril 2021

<https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000043385960>

Le Conseil d'Etat annule le décret n° 2018-435 du 4 juin 2018 qui avait modifié la nomenclature évaluation environnementale annexée à l'article R. 122-2

Le décret précité, modifiait les rubriques de la nomenclature évaluation environnementale suivantes :

- 1 (ICPE) ;
- 27 (forages) ;
- 35 à 38 (canalisations) ;
- 39 (travaux, constructions et aménagement) ;
- 44 (équipements sportifs, culturels ou de loisirs et aménagements associés).

Volet ICPE

Arrêté du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 et à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/jorfext000043173093>

Arrêté du 27 mai 2021 modifiant l'arrêté du 22 avril 2008 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de compostage soumises à autorisation en application du titre Ier du livre V du code de l'environnement

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043704463>

L'arrêté modifie l'arrêté du 22 avril 2008. Il concerne uniquement les installations ICPE soumise à autorisation (Rubrique 2780-2a : Installation traitant une quantité de matières supérieure ou égale à 75 t/j)

Pour l'ensemble de l'arrêté, c'est une simple intégration des meilleures techniques disponibles (MTD) de traitement biologique du BREF des installations de traitements de déchets (Décision d'exécution (UE) n°2018/1147).

Informations requises par lots de fabrication

- Informations nouvelles :
 - Rapport C/N, tailles des particules des déchets entrants,
 - Porosité, hauteur et largeur des andains.
- Et sur les informations relatives aux retournements et à l'humidité, possibilité ouverte de :
 - Recourir à une information alternative aux dates de retournements et d'arrosage des andains (par exemple via mesure concentration d'O₂ ou de CO₂, de la T°C des flux d'air en cas d'aération forcée),
 - Contrôler le taux d'humidité avant de charger les déchets puis de moduler ce taux en sortie de l'unité de compostage confiné.

Renforcement des prescriptions relatives à la prévention des odeurs

- Adaptation des activités de plein air aux conditions météo (notamment formation d'andains, retournement, criblage et broyage).
- Positionnement des andains par rapport à l'altitude la plus basse et les vents dominants. A défaut, utilisation de membranes de couverture semi-perméables.

Renvoi aux NEA-MTD reprises dans l'arrêté du 17 décembre 2019 relative aux MTD applicables aux installations IED de traitement de déchets (rubrique 3532)

Les niveaux d'émissions autorisés sont les plus contraignants des deux arrêtés (rejets canalisés dans l'atmosphère comme dans les eaux).

Les délais d'application sont liés aux dates d'application du BREF soit dans l'immense majorité des cas :

- Au **17 août 2022 pour les installations existantes**,
- Dès le lendemain de la publication de l'arrêté pour les installations nouvelles autorisées après le 17 août 2018 (date de décision d'exécution du BREF, directement applicable).

Arrêté du 14 juin 2021 modifiant l'arrêté du 10 novembre 2009 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de méthanisation soumises à autorisation en application du titre Ier du livre V du code de l'environnement

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043714412>

Arrêté du 17 juin 2021 modifiant l'arrêté du 10 novembre 2009 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de méthanisation soumises à déclaration sous la rubrique n° 2781-1

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043714651>

Arrêté du 17 juin 2021 modifiant l'arrêté du 12 août 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de méthanisation relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique no 2781 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043714543>

Pour la méthanisation, 2 arrêtés types ont été publiés au Journal Officiel et ils concernent respectivement les installations soumises à :

- **Autorisation** (Rubrique 2781-2a : Installation traitant une quantité de matières supérieure ou égale à 100 t/j) : modification de l'arrêté du 10 novembre 2009
- **Enregistrement** (Rubrique 2781-2b : Installation traitant une quantité de matières inférieure à 100 t/j) : modification de l'arrêté du 12 août 2010

Ces deux arrêtés modifient des éléments structurants (distance avec les riverains, organes de sécurité, distance entre les équipements, limitation des émissions de méthane dans les gaz d'effluents des systèmes d'épuration du biogaz en biométhane,...).

A RETENIR les éléments suivants :

- La distance entre l'installation de méthanisation et les riverains passe de 50 m à 200 m pour les nouvelles installations ;
- Les systèmes d'épuration du biogaz en biométhane sont conçus, exploités, entretenus et vérifiés afin de limiter l'émission du méthane dans les gaz d'effluents à :
 - o « - 2 % en volume du biométhane produit, pour les installations d'une capacité de production de biométhane inférieure à 50 Nm³ /h. A compter du 1er janvier 2025, cette valeur est ramenée à 1 % en volume du biométhane produit ;
 - o « - 1 % en volume du biométhane produit, pour les installations d'une capacité de production de biométhane supérieure à 50 Nm³ /h. A compter du 1er janvier 2025, cette valeur est ramenée à 0,5 % en volume du biométhane produit.
- Surveillance de l'installation et astreinte.

Lorsque la surveillance de l'exploitation est indirecte, celle-ci est opérée à l'aide de dispositifs connectés permettant au service de maintenance et de surveillance d'intervenir dans un délai de moins de **30 minutes** suivant la détection de gaz, de flamme, ou de tout phénomène de dérive du processus de digestion ou de stockage du percolat susceptible de provoquer des déversements, incendies ou explosions. L'organisation mise en place est notifiée à l'inspection des installations classées. »
- Les modalités d'application des arrêtés diffèrent si les installations de méthanisation ont été **autorisées** avant le 1/07/2012 et avant le 1/07/2021.

Décret n° 2021-976 du 21 juillet 2021 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043852158>

Publics concernés : exploitants d'ICPE relevant des rubriques 2910 et 2921.

Objet : modification de la nomenclature des ICPE.

Entrée en vigueur : le 1er septembre 2021.

Ce décret modifie l'intitulé de la rubrique 2921 (refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation naturelle ou mécanique/ tours aéroréfrigérées) et introduit le régime de la déclaration pour la récupération de chaleur par dispersion d'eau dans des fumées émises à l'atmosphère. Pour la rubrique 2910 (appareil à combustion), il supprime la référence « sur le site » pour le calcul de la puissance thermique nominale, cette notion n'existant pas pour les régimes de l'enregistrement et de la déclaration.

Décret n° 2021-1096 du 19 août 2021 modifiant diverses dispositions relatives aux sols pollués et à la cessation d'activité des installations classées pour la protection de l'environnement

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043950145>

Publics concernés : exploitants d'ICPE, collectivités, particuliers, administration.

Objet : ICPE, cessation d'activité, sols pollués, secteurs d'information sur les sols.

Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le 1er juin 2022, à l'exception des articles 2, 3, 4, 21 et 27, qui entrent en vigueur le lendemain de sa publication.

Notice : l'article 57 de la loi n° 2020-1525 d'accélération et de simplification de l'action publique a modifié les articles [L. 512-6-1](#), [L. 512-7-6](#) et [L. 512-12-1](#) du code de l'environnement en instaurant, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité d'une installation classée pour la protection de l'environnement, l'obligation pour les exploitants de faire attester, par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués, ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine, la mise en œuvre des opérations relatives à la mise en sécurité du site, ainsi que, le cas échéant, de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site, puis de la mise en œuvre de ces dernières.

Ce décret définit les modalités d'application de cette obligation et révisé en conséquence la procédure de cessation d'activité. Il modifie également certaines dispositions relatives aux secteurs d'information sur les sols. Enfin, il précise les modalités d'application du transfert de tiers demandeur à un autre tiers demandeur, instauré par ce même article 57.

Ainsi, l'exploitant devra non seulement prévoir la mise en sécurité du site et mettre en œuvre sa réhabilitation, laquelle comme auparavant est liée au nouvel usage envisagé pour le site mais devra également donc recourir à un bureau d'étude spécialisé pour certifier les procédures engagées. Ces entreprises devront avoir été certifiées conformément à un arrêté interministériel.

L'attestation de mise en sécurité est communiquée à l'inspection des ICPE, pour attester que le site a été mis en situation de ne plus générer de risque de pollution résiduelle.

Par ailleurs le décret organise aussi des règles propres à une réduction d'activité. Ainsi si la cessation correspond à l'arrêt total (sortant ainsi le site de la nomenclature ICPE), mais une réduction d'activités (sortie de certaines activités du site, sauf si elle dépend d'une modification de la nomenclature) elle-même pour conduire à l'application des règles de cessation d'activité.

Dans un délai de 6 mois suivant le fait générateur d'arrêt définitif enclenchant la procédure de cessation un mémoire portant sur la réhabilitation devra être déposé (auparavant le délai était apprécié au cas par cas) avec un contenu fixé par le décret et accompagné de l'attestation d'adéquation des mesures proposées. Le silence de l'administration pendant 4 mois vaut acceptation des mesures proposées tant sur la phase de travaux que de surveillance.

Le demandeur peut aussi demander un report de la phase de réhabilitation mais le silence de l'administration pendant 4 mois vaudra au contraire cette fois un rejet de la demande.

Volet IOTA

Décret n° 2021-147 du 11/02/21 relatif au mélange de boues issues de l'assainissement des eaux usées urbaines et à la rubrique 2.1.4.0 de la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumises à la loi sur l'eau

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043129845>

Publics concernés : porteurs de projets, services de l'Etat.

Objet : modification des articles [R. 211-29](#) et [R. 211-30](#) du code de l'environnement et de la rubrique 2.1.4.0 mentionnée au tableau annexé à l'article R. 214-1 relatif à la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA) soumis à autorisation ou à déclaration au titre de la loi sur l'eau en application des [articles L. 214-1 à L. 214-6](#) du code de l'environnement.

Entrée en vigueur : lendemain de sa publication.

Le décret modifie les articles [R. 211-29](#) et [R. 211-30](#) du code de l'environnement et la rubrique 2.1.4.0 de la nomenclature relative aux installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA) ayant une incidence sur l'eau ou le fonctionnement des écosystèmes aquatiques, dite nomenclature « loi sur l'eau », dans un objectif de simplification des procédures applicables à l'épandage des boues et d'autres effluents. Cette réforme a pour but d'alléger les procédures administratives relatives au mélange de boues d'origines différentes et à clarifier le périmètre d'application de la rubrique 2.1.4.0 notamment vis-à-vis de l'épandage d'effluents issus d'installations soumis à autorisation ou enregistrement au titre de la nomenclature des installations classées annexée à l'article R. 511-9.

Arrêté du 9 juin 2021 fixant les prescriptions techniques générales applicables aux plans d'eau, y compris en ce qui concerne les modalités de vidange, relevant de la rubrique 3.2.3.0 de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043936142>

Publics concernés : tout public, maîtres d'ouvrages publics et privés, collectivités territoriales, services déconcentrés de l'Etat.

Objet : définition des prescriptions techniques générales applicables aux IOTA soumis à autorisation ou à déclaration de la rubrique 3.2.3.0 de la nomenclature annexée à l'[article R. 214-1 du code de l'environnement](#) (dite nomenclature « eau »).

Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication, sauf dispositions spécifiques contenues dans le texte lui-même, notamment pour certains plans d'eau existants. Cet arrêté fixe les prescriptions techniques générales applicables aux plans d'eau et à leur vidange.

Il abroge les deux arrêtés de prescriptions générales précédents du 27 août 1999 relatifs l'un à la création de plans d'eau et l'autre aux vidanges de plans d'eau. Les plans d'eau en lit mineur visés par le présent arrêté sont ceux barrant à la fois le lit mineur et une partie du lit majeur d'un cours d'eau. Les dates d'interdiction de remplissage d'un plan d'eau visées dans le présent arrêté ne font pas opposition à d'éventuelles prescriptions au titre de la sécheresse prises localement. L'application des dispositions de cet arrêté aux plans d'eau existants est précisée à l'article 1er.

VOLET SANCTIONS IOTA ET ICPE

LOI n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets (1)

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043956924>

- Ajout d'une nouvelle sanction pénale aux sanctions visant ICPE et IOTA : **Lorsque le fait sanctionné expose directement la faune, la flore ou la qualité de l'eau à un risque immédiat d'atteinte grave et durable**

Insertion d'un art L. 173-3-1: « *Lorsqu'ils exposent directement la faune, la flore ou la qualité de l'eau à un risque immédiat d'atteinte grave et durable, les faits prévus aux articles L. 173-1 et L. 173-2 sont punis de trois ans d'emprisonnement et de 250 000 € d'amende, ce montant pouvant être porté jusqu'au triple de l'avantage tiré de la commission de l'infraction. Sont considérées comme durables, au sens du présent article, les atteintes susceptibles de durer au moins sept ans.* »

- **Idem pour le non-respect de la réglementation déchets et après mise en demeure** Lorsque le fait sanctionné expose directement la faune, la flore ou la qualité de l'eau à un risque immédiat d'atteinte grave et durable

« *X. - Lorsqu'il expose directement la faune, la flore ou la qualité de l'eau à un risque immédiat d'atteinte grave et durable, le non-respect d'une mise en demeure au titre du I de l'article L. 541-3 est puni de trois ans d'emprisonnement et de 250 000 € d'amende, ce montant pouvant être porté jusqu'au triple de l'avantage tiré de la commission de l'infraction. Sont considérées comme durables, au sens du présent article, les atteintes susceptibles de durer au moins sept ans.* »

- A noter : le tribunal peut également imposer au condamné de procéder à la restauration du milieu naturel

- **Champ d'application plus sévère de la récidive** (nouvel article L 173-13 dans le code de l'environnement) qui intégrera divers délits dont celui de délit aquatique+ délit de pollution piscicole : en clair en cas de condamnation à l'un puis condamnation à l'autre = récidive

« *Les délits définis aux 2° et 3° de l'article L. 173-3, aux articles L. 216-6, L. 218-11, L. 218-34, L. 218-48, L. 218-64, L. 218-73, L. 218-84, L. 226-9, L. 231-1 à L. 231-3, L. 415-3, L. 415-6, L. 432-2,*

L. 432-3 et L. 436-7 du présent code ainsi qu'à l'article L. 512-2 du code minier sont considérés, au regard de la récidive, comme une même infraction. » ;

- Création au sein du code de l'environnement d'un Titre III « DES ATTEINTES GÉNÉRALES AUX MILIEUX PHYSIQUES » avec des sanctions pénales très fortes mais en cas de dommages graves : En cas de rejets donnant lieu à dommage ayant des effets nuisibles graves et durables dont il doit être démontré qu'il est la conséquence d'une violation délibérée d'une obligation de prudence ou de sécurité par la réglementation (**art L231.1 du code de l'environnement**)
Idem en cas de dégradation substantielle de la faune, flore, air, sol ou eau suite à un non-respect de la réglementation déchets (**art L231.2 du code de l'environnement**)
Et l'introduction du fameux écocide en ces termes
« Art. L. 231-3. - Constitue un écocide l'infraction prévue à l'article L. 231-1 lorsque les faits sont commis de manière intentionnelle.
« Constituent également un écocide les infractions prévues à l'article L. 231-2, commises de façon intentionnelle, lorsqu'elles entraînent des atteintes graves et durables à la santé, à la flore, à la faune ou à la qualité de l'air, du sol ou de l'eau.
« La peine d'emprisonnement prévue aux articles L. 231-1 et L. 231-2 est portée à dix ans d'emprisonnement.
« La peine d'amende prévue aux mêmes articles L. 231-1 et L. 231-2 est portée à 4,5 millions d'euros, ce montant pouvant être porté jusqu'au décuple de l'avantage tiré de la commission de l'infraction.
« Sont considérés comme durables les effets nuisibles sur la santé ou les dommages à la flore, à la faune ou à la qualité des sols ou des eaux superficielles ou souterraines qui sont susceptibles de durer au moins sept ans.
« Le délai de prescription de l'action publique du délit mentionné au premier alinéa du présent article court à compter de la découverte du dommage. » ;

DECHETS

Décret n°2021-321 du 25 mars 2021 relatif à la traçabilité des déchets, des terres excavées et des sédiments

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/jorfext000043294613>

Texte pris en application de la [loi AEGC](#) pour assurer la transposition réglementaire de la directive-cadre "déchets" de 2008 (modifiée en 2018) et du règlement sur les polluants organiques persistants (dits "déchets POP").

Objectif 1 : faciliter davantage la valorisation, notamment en remblayage dans des projets d'envergure, et mettre en œuvre la traçabilité par la mise en place d'un registre national des terres excavées et sédiments garant de leur traçabilité.

Au titre de l'article R. 541-43 du code de l'environnement, les gestionnaires de déchets étaient tenus d'alimenter un registre chronologique conservé pendant au moins trois ans. L'obligation s'étend désormais aux terres excavées et sédiments (nouvel art 541-43-1) de façon à venir nourrir la base de données électroniques centralisée, dénommée "*registre national des terres excavées et sédiments*". Ces informations seront ainsi consignées dans un registre dématérialisé, à leur production, lors de leur traitement (tri, dépollution, contrôle, préparation en vue de la réutilisation, etc.) et lors de leur utilisation finale, notamment par l'aménageur qui les utilisera en remblayage. Ce registre centralisé permettra de conserver la mémoire de ces mouvements de terres et, notamment "d'identifier précisément la destination ou le lieu de valorisation des terres excavées et sédiments".

Sont concernés les terres excavées et sédiments "*dès lors qu'ils sont extraits de leur emplacement d'origine et ne sont pas utilisés sur le site même de leur excavation, qu'ils aient ou non le statut de déchet*". Le décret définit le "site d'excavation", comme correspondant "à l'emprise des travaux", ou, le cas échéant, "*à l'emprise foncière placée sous la responsabilité de l'exploitant*" de l'installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE), dans la limite d'une distance parcourue par les terres excavées au maximum de 30 km entre l'emplacement de leur excavation et celui de leur utilisation. Et pour les sédiments, "*à l'emprise de l'opération de dragage et des berges du cours d'eau*".

Bénéficient d'une dérogation les producteurs de terres excavées issues d'une opération d'aménagement ou de construction produisant un volume total de terres excavées "*inférieur à 500 m³*".

Objectif 2 : moderniser le Bordereau de suivi des déchets dangereux

Pour les déchets dangereux, le décret prévoit de dématérialiser le bordereau de suivi, émis lors de la réception et de la réexpédition des déchets, et de l'étendre aux déchets POP. Le ministre chargé de

l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " *système de gestion des bordereaux de suivi de déchets* ".

Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets.

Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.

Alerte : Si la personne qui reçoit des déchets en refuse la prise en charge, elle en avise sans délai, en mentionnant dans le bordereau électronique le motif de refus, l'expéditeur initial dans le cas mentionné au troisième alinéa ci-dessus, l'émetteur du bordereau électronique ainsi que, le cas échéant, les autorités chargées de son contrôle, de celui de l'expéditeur initial et de celui de l'émetteur.

Si elle en accepte la prise en charge, elle en avise l'expéditeur initial dans le cas prévu au troisième alinéa et l'émetteur, en mentionnant dans le bordereau électronique le traitement subi par les déchets, dans un délai d'un mois à compter de leur réception. Si le traitement est réalisé après ce délai, elle met de nouveau à jour le bordereau électronique dès que le traitement a été effectué.

Exclusions : les ménages, les personnes qui remettent des huiles usagées à des ramasseurs agréés ou un véhicule hors d'usage à une installation de traitement agréée, celles qui ont notifié un transfert transfrontalier de déchets et celles admises à déposer des déchets dangereux dans des déchetteries ou qui les remettent à un collecteur de petites quantités de déchets dangereux. En sont également exclues celles qui les remettent à un éco-organisme. Dans ce cas, le bordereau est émis par l'éco-organisme ou le producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place le système individuel.

Des sanctions pénales sont introduites pour non-respect de ces dispositions.

Entrée en vigueur reportée au 1er janvier 2022 "de façon à permettre de développer et de mettre en service les télé-services concernés, et à permettre aux entreprises d'adapter leurs systèmes d'information".

Décret n° 2021-345 du 30 mars 2021 relatif au contrôle par vidéo des déchargements de déchets dans les installations de stockage et d'incinération de déchets non dangereux

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043305881>

Applicable aux ICPE des rubriques 2760-2 ou 2771 équipées de systèmes vidéo

Ce décret, encadre le contrôle par vidéo des déchargements de déchets dans les installations de stockage et d'incinération de déchets non dangereux. Le texte précise les conditions d'application de l'article 116 de la loi AGECE qui impose l'installation d'un dispositif de vidéosurveillance pour assurer le contrôle du respect de la hiérarchie des modes de traitement et éviter l'élimination de déchets recyclables (art L. 541-30-3 du code de l'environnement).

Il vise les installations de stockage de déchets de la rubrique ICPE 2760-2-b et les installations d'incinération de déchets non dangereux (rubrique 2771). Il ne s'applique pas aux installations exclusivement utilisées pour les déchets que l'exploitant produit, ni aux déchargements de déchets liquides, de terres excavées ou de sédiments.

Le principe : filmer le contenu des camions et leur plaque d'immatriculation : L'exploitant doit mettre en place un dispositif vidéo mobile ou fixe afin d'enregistrer les opérations de déchargement pour identifier le contenu qui est déchargé et la plaque d'immatriculation de chaque véhicule de déchargement. Les données (date, heure d'enregistrement et emplacement de la caméra), doivent être conservées numériquement pendant un an. Elles sont ensuite effacées automatiquement, à l'exception de celles nécessaires aux besoins d'une procédure judiciaire ou administrative.

En revanche, aucune information sonore et aucune information biométriques relatives aux personnes susceptibles d'être filmées ne peuvent être enregistrées.

Le texte fixe aussi à dix jours calendaires la période d'indisponibilité annuelle maximale de la vidéosurveillance. Cette période est portée à 20 jours pour les décharges dotées d'un quai de débarquement mobile. « *Toute indisponibilité du dispositif ne peut excéder cinq jours consécutifs* », précise le décret qui impose la tenue d'un journal recensant ces périodes.

L'accès aux données est limité au personnel de l'installation habilité par l'exploitant, aux agents de l'État habilités à constater les infractions en matière de gestion des déchets (agents de police judiciaire, inspecteurs de l'environnement, agents de la DGCCRF, agents des douanes, etc.) et, de façon plus encadrée, aux auditeurs qui effectuent une mission à la demande de l'exploitant. Les données sont

accessibles sur site et sont transmises sous une forme utilisable à la demande des personnes mentionnées à l'article D. 541-48-11 du code de l'environnement.

Le texte prévoit une consultation des organes représentatifs du personnel préalablement à l'installation du dispositif.

Des panneaux à l'entrée de l'installation doivent signaler la présence du dispositif et les modalités du contrôle par vidéo sont signalées par des panneaux. Il en est de même dans les locaux filmés.

L'exploitant doit aussi informer ses salariés et s'assurer que les producteurs, détenteurs et transporteurs des déchets réceptionnés informent leur personnel.

Cette nouvelle réglementation s'applique depuis le 1er juillet 2021.

Décret n° 2021-380 du 1er avril 2021 relatif à la sortie du statut de déchet

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043327059>

Il concerne les producteurs ou détenteurs de déchets mettant en œuvre une sortie du statut de déchet. Le décret complète les dispositions réglementaires relatives à la sortie du statut de déchet par transposition de la directive 2018/851 et en application de l'article 115 de la loi AGEC. Il permet que des installations non classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ou au titre de la loi sur l'eau (IOTA) puissent effectuer une sortie de statut de déchet, sans préjudice de l'application des dispositions de la nomenclature ICPE. Il définit également l'encadrement du contrôle de la sortie du statut de déchet par un tiers.

Le dispositif supprime l'exigence de passage par une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) ou par une installation IOTA pour la sortie du statut de déchet. Il prévoit aussi, pour certains flux de déchets ou pour certaines installations, le contrôle par un tiers du respect des conditions de la sortie du statut de déchet et prescrit que ce contrôle par un tiers est obligatoire pour la sortie du statut de déchet des déchets dangereux, des terres excavées et des sédiments.

Objectif 1 : définir le cadre de sortie de statut de déchet : Désormais, "*tout producteur ou détenteur de déchets*" (ou plusieurs d'entre eux) – et plus seulement les exploitants d'ICPE ou d'installation IOTA – peut demander à l'autorité compétente de fixer des critères pour que des déchets qu'il produit ou détient cessent d'avoir le statut de déchets.

Critères de sortie de statut de déchet. Le texte précise les critères de sortie de statut de déchet. Ceux-ci incluent les déchets autorisés utilisés en tant qu'intrants pour l'opération de valorisation, les procédés et techniques de traitement autorisés, les critères de qualité applicables aux matières issues de l'opération de valorisation qui cessent d'être des déchets, conformément aux normes applicables aux produits - y compris, si nécessaire, les valeurs limites pour les polluants - les exigences pour les systèmes de gestion ainsi que l'exigence d'une attestation de conformité. Ils peuvent également inclure un contrôle par un tiers, le cas échéant accrédité.

Ces critères restent fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement, à l'exception des matières fertilisantes (Code rural, art. L. 255-1), dont les critères sont fixés conformément aux dispositions de ce code. Ils peuvent être fixés pour une durée déterminée.

Attestation de conformité. Le producteur ou détenteur de déchets qui met en œuvre la procédure de sortie du statut de déchet établit, pour chaque lot de substances ou objets qui ont cessé d'être des déchets, une attestation de conformité. Il en conserve une copie pendant au moins cinq ans et pendant la durée prévue par l'arrêté fixant les critères de sortie de statut de déchet. Il la tient à disposition de l'autorité compétente et des agents mentionnés à l'article L. 541-44 du code de l'environnement (officiers et agents de police judiciaire, inspecteurs de l'environnement, agents des douanes et de la DGCCRF, gardes champêtres, etc.).

Système de gestion de la qualité. Le décret précise que le "*système de gestion de la qualité*" défini par arrêté du ministre chargé de l'environnement, que doit appliquer la personne mettant en œuvre la procédure de sortie du statut de déchet, doit désormais permettre "de prouver le respect des critères de fin du statut de déchet, notamment en termes de contrôle et d'autocontrôle de la qualité, et, le cas échéant, d'accréditation".

Alerte : Les producteurs de terres excavées et sédiments qui produisent un volume de terres excavées et sédiments inférieur à 500 m³, extraits d'un site pour lequel aucune activité humaine historique pouvant conduire à une pollution ou spécificité géologique n'est connue, sont dispensés de la mise en œuvre de cet échantillonnage.

Arrêté du 1er avril 2021 modifiant l'arrêté du 19 juin 2015 relatif au système de gestion de la qualité mentionné à l'article D. 541-12-14 du code de l'environnement.

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043327091>

L'arrêté définit les critères de contrôle

- **1er contrôle est opéré** lors de la première année de mise en œuvre de la procédure de sortie du statut de déchet, visant les éléments du manuel de qualité
- **Contrôle par un tiers soit " une personne impartiale et objective dans l'exercice de son activité, indépendante notamment de la personne réalisant l'opération de valorisation du déchet"**), précisant les dispositions applicables aux producteurs ou détenteurs de déchets dangereux, de terres excavées ou de sédiments qui mettent en œuvre une opération de valorisation de ces éléments. Le tiers fournit après chaque contrôle un rapport d'expertise à la personne réalisant l'opération de valorisation. Il est tenu de signaler au préfet toute non-conformité, qui entraîne un déclassement des lots concernés, qui conservent alors le statut de déchet. Conservation des rapports pour l'administration ou en cas de contrôle.
- **Périodicité de ce contrôle** le contrôle de l'opération de valorisation a lieu au moins une fois tous les trois ans, ou tous les dix ans pour les personnes morales dont le système de "management environnemental" pour un domaine d'application incluant l'établissement a été certifié conforme à la norme internationale ISO 14001 ainsi que pour les installations exploitées par une organisation bénéficiant d'un enregistrement en application du règlement (CE) n° 1221/2009.
- **Contrôles supplémentaires** possibles par l'administration ou tout autre organisme mandaté par l'État aux frais de la personne réalisant l'opération de valorisation.
- **Autocontrôle.** Le personnel compétent défini par le manuel qualité met en œuvre des procédures d'autocontrôle de l'opération de valorisation (contrôles, analyses et tout autre document permettant de vérifier et de certifier la conformité des déchets entrants dans l'opération de valorisation, conformité de l'opération de valorisation, y compris les retours d'information par les clients en ce qui concerne la qualité des produits, substances et objets ayant cessé d'être des déchets, ainsi que la tenue du registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement des déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets. Conservation des échantillons pendant 3 ans.

Arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043884563>

L'arrêté du 31/05/2021 dont la date d'application est le 01/01/2022. Il abroge l'arrêté du 29/02/2012 qui fixait le contenu des registres de déchets.

Arrêté du 4 juin 2021 fixant les critères de sortie du statut de déchet pour les terres excavées et sédiments ayant fait l'objet d'une préparation en vue d'une utilisation en génie civil ou en aménagement

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043704475>

Le présent arrêté fixe les critères dont le respect permet de faire sortir du statut de déchet des terres excavées et sédiments, en s'appuyant sur des opérations de contrôle, et si nécessaire de traitement

Décret n° 2021-821 du 25 juin 2021 relatif au diagnostic portant sur la gestion des produits, équipements, matériaux et des déchets issus de la démolition ou de la rénovation significative de bâtiments

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043704853>

Ce décret vise les opérations de démolition ou de rénovation significative de bâtiments suivantes :

« a) Celles dont la surface cumulée de plancher de l'ensemble des bâtiments concernés est supérieure à 1 000 m² ;

« b) Celles concernant au moins un bâtiment ayant accueilli une activité agricole, industrielle ou commerciale et ayant été le siège d'une utilisation, d'un stockage, d'une fabrication ou d'une distribution d'une ou plusieurs substances classées comme dangereuses en application de [l'article R. 4411-6 du code du travail](#). » ;

Le décret modifie le périmètre du diagnostic en définissant le terme de rénovation significative, en particulier les types de travaux concernés et la surface du bâtiment, et en fixant des critères sur les opérations plutôt que sur les bâtiments pour inclure les opérations sur plusieurs bâtiments ne respectant pas individuellement les critères mais dont l'ampleur totale justifie la réalisation d'un diagnostic. Il modifie le contenu du diagnostic en ajoutant des informations sur la méthodologie de réalisation du diagnostic, en donnant une part plus importante aux possibilités de réemploi par un double comptage matériaux

(équipements ou produits) - déchets, en prenant en compte la hiérarchie des modes de traitement des déchets et en ajoutant des indications sur les précautions de gestion des produits, équipements, matériaux et déchets pour permettre leur valorisation. Les modalités de transmission des diagnostics et formulaires de récolements au Centre scientifique et technique du bâtiment en remplacement de l'ADEME ainsi que l'exploitation de ces données à des fins statistiques.

Décret n° 2021-822 du 25 juin 2021 relatif au diagnostic portant sur la gestion des produits, équipements, matériaux et des déchets issus de la démolition ou rénovation significative de bâtiments

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043704887>

Le décret précise les compétences nécessaires à la personne physique ou morale chargée par le maître d'ouvrage de réaliser un diagnostic portant sur la gestion des produits, matériaux et des déchets issus de la démolition ou rénovation significative de bâtiments. Il prévoit également les modalités de publicité du diagnostic par le Centre scientifique et technique du bâtiment.

Arrêté du 29 juin 2021 pris pour l'application de l'article L. 541-30-2 du code de l'environnement relatif aux critères de performances d'une opération de tri des déchets non dangereux non inertes

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043767744>

L'arrêté définit les critères de performance d'une opération de tri, prévus à l'article L. 541-30-2 du code de l'environnement, et modalités de justification de ces critères.

Décret n° 2021-950 du 16 juillet 2021 relatif au tri des déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de textiles, de bois, de fraction minérale et de plâtre

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043799891>

Décret n° 2021-1199 du 16 septembre 2021 relatif aux conditions d'élimination des déchets non dangereux

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044060460>

Publics concernés : producteurs et détenteurs de déchets, exploitants des installations de stockage et d'incinération de déchets non dangereux non inertes.

Objet : interdiction de stockage des déchets non dangereux non inertes valorisables, justification du respect des obligations de tri avant élimination par mise en décharge ou incinération.

Entrée en vigueur : les interdictions de stockage de déchets valorisables entrent progressivement en vigueur, du 1er janvier 2022 au 1er janvier 2030. Les obligations de justification du tri des déchets avant élimination entrent en vigueur le 1er janvier 2022.

Notice : le décret prévoit les modalités d'application des articles 6 et 10 de la loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire concernant l'interdiction d'enfouissement des déchets valorisables et la justification du respect des obligations de tri. Il définit les déchets non dangereux considérés comme valorisables et donc interdits d'admission en installation de stockage de déchets non dangereux non inertes. Il prévoit également les modalités de justification par un producteur de déchets, pour faire éliminer ses déchets en installation de stockage ou par incinération, du respect des obligations de tri prévues par le [code de l'environnement](#). Comme prévu par l'arrêté ministériel applicable aux installations de stockage, les déchets refusés de réception dans les installations de stockage car ne respectant pas les dispositions du présent décret devront être tracés dans le registre prévu à l'article R. 541-43 pour ces installations.

Arrêté du 16 septembre 2021 pris en application des articles R. 541-48-3 et R. 541-48-4 du code de l'environnement

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044060484>

Publics concernés : producteurs et détenteurs de déchets, exploitants des installations de stockage et d'incinération sans valorisation énergétique de déchets non dangereux non inertes.

Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le 1er janvier 2022.

Objet : contrôles des déchets réceptionnés en installation de stockage et d'incinération sans valorisation énergétique de déchets non dangereux non inertes.

Cet arrêté prévoit les modalités de contrôle des déchets réceptionnés en installation de stockage et d'incinération valorisation énergétique de déchets non dangereux non inertes, de façon à vérifier le respect des dispositions prévues par les articles R. 541-48-3 et R. 541-48-4 du code de l'environnement.

Il liste également les déchets admis en installation de stockage sans caractérisation de leur caractère non-valorisable.

Arrêté du 21 décembre 2021 définissant le contenu des déclarations au système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets énoncés à l'article R. 541-45 du code de l'environnement, pour les déchets contenant de l'amiante

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044571414>

Arrêté du 21 décembre 2021 mettant en œuvre un traitement de données à caractère personnel relatif à la traçabilité des déchets dangereux et des déchets POP dénommé « système de gestion des bordereaux de suivi de déchets »

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044638383>

Arrêté du 21 décembre 2021 définissant le contenu des déclarations au système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets énoncés à l'article R. 541-45 du code de l'environnement

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044571389>

Publics concernés : les producteurs ou expéditeurs, les transporteurs ou les collecteurs, les négociants ou les courtiers, les exploitants des installations de transit, de tri ou de traitement de **déchets dangereux**, de déchets POP, y compris les terres excavées classées comme déchets dangereux ou déchets POP et les sédiments classés déchets dangereux ou déchets POP. Sont également concernés les importateurs et les distributeurs ayant mis en place un système individuel de collecte, les éco-organismes pourvoyant à la gestion de déchets dangereux.

Objet : définition des informations constitutives du système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets dangereux et de déchets POP prévu par l'[article R. 541-45 du code de l'environnement](#). Cet arrêté reprend les informations des bordereaux de suivi de déchets dangereux prévues par l'arrêté du 29 juillet 2005 fixant le contenu des bordereaux de suivi déchets aux [articles R. 541-45 du code de l'environnement](#), qui dès lors ne s'applique plus aux déchets visés par le présent arrêté. Il précise ces informations et les complète, notamment sur la nature et l'origine des déchets, avec notamment les informations relatives à la contamination du déchet par des polluants organiques persistants, la dénomination usuelle du déchet complétant le code déchet, l'identité du producteur du déchet, le numéro SIRET de l'établissement expéditeur ou détenteur, la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme issu d'une filière à responsabilité élargie du producteur ou l'adresse du lieu où sont collectés les déchets lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur. Il introduit les courtiers en déchets dans les champs d'information du bordereau de suivi.

Entrée en vigueur : le 1er janvier 2022.

Arrêté du 21 décembre 2021 définissant le contenu des déclarations au système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets énoncés à l'article R. 541-45 du code de l'environnement, pour les déchets contenant de l'amiante

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044571414>

Publics concernés : les producteurs, les expéditeurs, les collecteurs-transporteurs, les négociants ou les courtiers, les exploitants des installations de transit, de tri ou de traitement de déchets contenant de l'amiante.

Objet : définition des informations constitutives du système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets dangereux prévu par l'[article R. 541-45 du code de l'environnement](#), pour les déchets contenant de l'amiante.

Cet arrêté complète l'arrêté définissant le contenu des déclarations au système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets énoncés à l'[article R. 541-45 du code de l'environnement](#) en traitant du cas particulier des déchets contenant de l'amiante. Il reprend les informations des bordereaux de suivi de déchets dangereux contenant de l'amiante prévues par l'arrêté du 29 juillet 2005 fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'[article 4 du décret n° 2005-635 du 30 mai 2005](#). Il précise ces informations et les complète, notamment sur la nature et l'origine des déchets, avec les informations relatives à la contamination du déchet par des polluants organiques persistants, la dénomination usuelle du déchet complétant le code déchet, l'identité du producteur du déchet, le numéro SIRET de l'entreprise de travaux, la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme issu d'une filière à responsabilité élargie du producteur ou l'adresse du lieu où sont collectés les déchets, lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur. Il introduit dans les champs d'information du bordereau de suivi les courtiers

et négociants en déchets, ainsi que la possibilité de nouvelles filières de traitement des déchets contenant de l'amiante.

Entrée en vigueur : le 1er janvier 2022.

DECHETS /VOLET BOUES

Décret n° 2021-147 du 11 février 2021 relatif au mélange de boues issues de l'assainissement des eaux usées urbaines et à la rubrique 2.1.4.0 de la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumises à la loi sur l'eau

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043129845>

Objet : modification des articles R. 211-29 et R. 211-30 du code de l'environnement et de la rubrique 2.1.4.0 mentionnée au tableau annexé à l'article R. 214-1 relatif à la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA) soumis à autorisation ou à déclaration au titre de la loi sur l'eau en application des [articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement](#).

Principe de mélange de boues entre elles et avec des DND.

Entrée en vigueur : le décret entre en vigueur au lendemain de sa publication.

- a) Le **mélange de boues de diverses STEU** dans des unités de stockage ou de traitement communs, en vue de leur épandage, est autorisé par principe et sans autorisation à avoir sous réserve que chaque gisement respecte le décret épandage de 1997 codifié + son arrêté de janvier 1998 ; nécessite de traçabilité.
- b) Le **mélange de boues avec d'autres « déchets non dangereux »** peut se faire avec l'autorisation écrite préalable de la police de l'eau sous réserve que les déchets composant le mélange pris séparément soient conformes aux prescriptions techniques de l'épandage sur les sols agricoles et dès lors que l'objet de l'opération tend à améliorer les caractéristiques agronomiques des boues à épandre : nécessité de le démontrer dans le dossier de demande et nécessaire traçabilité. Pas possible si boues polluées.

Arrêté du 20 avril 2021 modifiant l'arrêté du 30 avril 2020 précisant les modalités d'épandage des boues issues du traitement des eaux usées urbaines pendant la période de covid-19

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043534752>

L'arrêté du 20 avril 2021 a modifié les dispositions de l'arrêté du 30 avril 2020 relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées urbaines pendant la crise de covid-19. Ces dispositions ont été complétées afin de rendre possible l'épandage de boues dans d'autres situations que celles décrites dans l'arrêté du 30 avril 2020 initial. Ainsi, il est désormais également possible d'épandre des boues dans les deux cas supplémentaires suivants :

- Les boues ont fait l'objet d'un traitement par chaulage suivi d'un stockage de 3 mois, séchage solaire ou digestion anaérobie suivie d'un stockage de 4 mois et une analyse par lot confirme un taux d'abattement en coliphages somatiques supérieur ou égal à 4 log ;
- Les boues sont obtenues après un traitement des eaux usées par lagunage ou rhizoofiltration ou ont fait l'objet d'un traitement par rhizocompostage. Les boues doivent être extraites après une mise au repos du dispositif de traitement pendant au moins un an, sans que celle-ci n'entraîne de dysfonctionnement du système d'assainissement.

Décret n° 2021-1179 du 14 septembre 2021 relatif au compostage des boues d'épuration et digestats de boues d'épuration avec des structurants

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044041375>

Ce décret détermine les conditions dans lesquelles les boues d'épuration et les digestats de boues d'épuration peuvent être traités par compostage conjointement avec d'autres matières utilisées comme structurants et issues de matières végétales, dès lors que l'opération permet d'améliorer les caractéristiques agronomiques des boues et des digestats de boues.

Le ratio de mélange « structurants-boues R » évoluera selon la chronologie suivante :

- **A compter du 1er janvier 2022, $R \leq 100$ % ;**

- **A compter du 1er janvier 2024, $R \leq 80$ % ;**

- Au plus tard le **1er janvier 2026**, l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie remet au ministre chargé de l'environnement un rapport sur la disponibilité du gisement de déchets verts pour la valorisation organique des déchets alimentaires triés à la source et sur l'opportunité de modifier le seuil du ratio R au vu des besoins en matières fertilisantes utilisables en agriculture biologique.

ENERGIE VERTE

Ordonnance n° 2021-235 du 3 mars 2021 portant transposition du volet durabilité des bioénergies de la directive (UE) 2018/2001 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043210190>

Cette ordonnance précise les critères de durabilité et de réduction des émissions de gaz à effet de serre des biocarburants, bioliquides et combustibles ou carburants issus de la biomasse. Elle concerne donc les sites qui les éléments précédemment cités.

Ordonnance 2021-236 du 3 mars 2021 portant transposition de diverses dispositions de la directive (UE) 2018/2001 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables et de la directive (UE) 2019/944 du Parlement européen et du Conseil du 5 juin 2019 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité

Cette ordonnance concerne les nouvelles unités de méthanisations à compter du 01/01/2021.

Arrêté du 13 décembre 2021 fixant les conditions d'achat du biométhane injecté dans les réseaux de gaz naturel

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044516724>

Cet arrêté concerne les collectivités ayant un projet de méthanisation neuve et d'injection et qui n'ont pas encore signé leur contrat de vente de biométhane.

Il fixe les conditions d'achat du biométhane injecté dans les réseaux de gaz naturel (applicable aux nouvelles installations de production/injection de biométhane, d'une production annuelle prévisionnelle inférieure à 25 GWh PCS/an soit environ 280 Nm³ bioCH₄/h) :

- Il abroge le précédent arrêté du 23 novembre 2020 fixant les conditions d'achat du biométhane injecté dans les réseaux de gaz naturel ;
- Cependant, la seule modification notable par rapport au précédent arrêté de novembre 2020 est que la tarification ne se base plus sur les Cmax (capacité maximale d'injection, exprimée en Nm³/h)) mais sur la production annuelle prévisionnelle de biométhane exprimée en GWh PCS/an ;
- Les primes pour boues d'épuration / réseau gaz naturel concédé ou moins de 100 000 clients / impact aide ADEME restent identiques ;

Le mécanisme de réfaction trimestriel (coefficient K) est identique.

Ordonnance n° 2021-1843 du 22 décembre 2021 portant partie législative du code des impositions sur les biens et services et transposant diverses normes du droit de l'Union européenne, complétée par le Décret n° 2021-1914 du 30 décembre 2021 portant diverses mesures d'application de l'ordonnance n° 2021-1843 du 22 décembre 2021

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044590225>

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044791567#:~:text=Dans%20les%20r%C3%A9sum%C3%A9s,D%C3%A9cret%20n%C2%B0%202021%2D1914%20du%2030%20d%C3%A9cembre%202021%20portant,droit%20de%20l'Union%20europ%C3%A9enne>

Cette ordonnance a été publiée au JORF le 29 décembre 2021 et est entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2022.

Le transfert du recouvrement des TIC à la DGFIP s'accompagne de la recodification des dispositions ayant trait à ces produits au sein d'un nouveau Codes des Impositions sur les Biens et les Services (CIBS).

Les dispositions publiées le 29 décembre en constituent la partie législative. Le Code sera complété par une partie réglementaire en cours de rédaction.

La construction de ce nouveau code s'inscrit dans le cadre de l'habilitation étendue octroyée au Gouvernement, par les lois de finances pour 2020 et 2021, à légiférer par voie d'ordonnance pour assurer l'effectivité du transfert du recouvrement à la DGFIP et lui permettre également de prendre les mesures nécessaires à la refonte des dispositions relatives aux impositions frappant certains biens, services ou transactions.

Ce nouveau code des impositions sur les biens et les services, prévoit un régime général d'accises frappant les énergies (Partie Législative – Livre III « Energies, alcool et tabacs » - Chapitre II

« Energies »). Il introduit notamment des modifications déclaratives pour les utilisateurs d'énergie, à compter du 01 janvier 2022, ainsi que des modifications dans le calcul de la valeur ajoutée pour la détermination de l'intensité énergétique.

Par ailleurs, à compter du 1er janvier 2022, la déclaration sera effectuée via le formulaire n° 2040-TIC commun à l'ensemble des TIC .

Le décret est venu apporter des précisions quant à la circulation des produits soumis à accises afin d'assurer la transposition en droit interne de la Directive 2020/262 établissant le régime général des accises (refonte), quant aux modalités déclaratives de la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) et, également, quant aux modalités déclaratives de l'accise sur l'électricité, le gaz et le charbon.

URBANISME

Décret n° 2021-981 du 23 juillet 2021 portant diverses mesures relatives aux échanges électroniques en matière de formalité d'urbanisme

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043852712>

Publics concernés : Etat, collectivités territoriales et leurs groupements, entreprises, particuliers.

Objet : mesures d'adaptation à la dématérialisation du dépôt et du traitement des demandes d'autorisation d'urbanisme.

Entrée en vigueur : le lendemain de sa publication.

Le [code des relations entre le public et l'administration](#) pose le principe du droit des usagers de saisir l'administration par voie électronique. En matière de formalités d'urbanisme, l'application de ce principe a été différée au 1er janvier 2022 pour des motifs de bonne administration. À compter de cette date, la [loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique](#) impose aux communes de plus de 3 500 habitants de se doter d'une télé procédure spécifique pour recevoir et instruire sous forme dématérialisée les demandes d'autorisation d'urbanisme. Dans ce contexte, le décret prévoit les évolutions réglementaires nécessaires afin, d'une part, d'articuler le contenu du [code de l'urbanisme](#) avec les dispositions du [code des relations entre le public et l'administration](#) en matière de saisine par voie électronique et, d'autre part, de sécuriser les échanges électroniques entre les entités impliquées dans l'instruction des demandes d'autorisation d'urbanisme.

Arrêté du 27 juillet 2021 relatif aux modalités de mise en œuvre des téléprocédures et à la plateforme de partage et d'échange pour le traitement dématérialisé des demandes d'autorisation d'urbanisme

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043868646>

L'arrêté publié précise les caractéristiques que la plateforme numérique dédiée à ce service devra remplir.

SECURITE DES INTERVENTIONS

Arrêté du 22 juillet 2021 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les installations, structures ou équipements concourant à la réalisation ou la mise en œuvre d'une activité

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044035545>

Publics concernés : donneurs d'ordre, propriétaires d'installations, de structures ou d'équipements concourant à la réalisation ou la mise en œuvre d'une activité réalisant ou faisant réaliser des opérations comportant des risques d'exposition de travailleurs à l'amiante ; entreprises chargées de réaliser ces opérations ; opérateurs de repérage de l'amiante dans ces installations, structures ou équipements.

Objet : conditions, modalités, formalisation et traçabilité du repérage de l'amiante avant certaines opérations dans les installations, structures ou équipements concourant à la réalisation ou la mise en œuvre d'une activité.

Entrée en vigueur : l'arrêté entre en vigueur à la date du 1er juillet 2023. Les dispositions des annexes I et II relatives à la formation des opérateurs de repérage entrent en vigueur à la publication de l'arrêté. Le donneur d'ordre, ou le propriétaire d'installations, structures ou équipements concourant à la réalisation ou la mise en œuvre d'une activité doit faire rechercher la présence d'amiante préalablement à toute opération comportant des risques d'exposition des travailleurs à l'amiante.

Cette obligation vise également à permettre au donneur d'ordre de réaliser le marquage réglementaire des matériaux et produits contenant de l'amiante.

Cette obligation vise également à permettre à l'entreprise appelée à réaliser l'opération de procéder à son évaluation des risques professionnels, et d'ajuster les mesures à mettre en œuvre pour assurer la protection collective et individuelle de ses travailleurs et prévenir la dispersion environnementale des fibres d'amiante. L'arrêté précise les situations ou conditions dans lesquelles il peut être constaté l'impossibilité de réaliser tout ou partie du repérage amiante, ainsi que les mesures que l'entreprise appelée à réaliser l'opération doit prévoir dans ce cas pour assurer la protection des travailleurs et des populations occupant ou travaillant sur ces installations, structures ou équipements.

Décret N°2021-1763 du 23 décembre 2021 portant modification des concentrations moyennes en poussières totales et alvéolaires dans les locaux à pollution spécifique

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044554086>

Objet : modification des concentrations moyennes en poussières totales et alvéolaires dans les locaux à pollution spécifique.

Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur à compter du 1er janvier 2022, à l'exception des modalités relatives à la commission chargée notamment de l'évaluation des valeurs mises en place par ce texte qui entrent en vigueur au plus tard le 31 janvier 2022, et des valeurs relatives aux concentrations moyennes en poussières totales et alvéolaires de l'atmosphère inhalée par un travailleur prévues respectivement à 4 et 0,9 milligrammes par mètre cube d'air qui entrent en vigueur à compter du 1er juillet 2023.

Ce texte abaisse en deux temps les seuils d'empoussièrement autorisés :

A partir du 1er janvier 2022 et jusqu'au 30 juin 2023, les concentrations moyennes passent respectivement de 10 à 7 et de 5 à 3,5 milligrammes par mètre cube d'air. Au 1er juillet 2023, les concentrations moyennes en poussières totales et alvéolaires évaluées sur une période de huit heures ne devront pas dépasser 4 mg et 0,9 mg par mètre cube d'air (article R4222-10 du Code du travail).

Les locaux des sécheurs de boues sont les principaux sites concernés pour SEF. A l'échelle de l'ensemble d'Eau France, il s'agit donc d'un risque limité par rapport aux autres risques, il ne bouscule pas nos priorités.

La première étape est de faire un état des lieux pour savoir quels sont les niveaux actuels (pour les sécheurs qui fonctionnent) ; s'il faut adapter des équipements de ventilation / traitement de l'air, cela passera alors par une collaboration avec les maîtres d'ouvrage.

Arrêté du 5 janvier 2021 portant application de l'article R. 313-32-1 du code de la route relatif à la signalisation matérialisant les angles morts sur les véhicules lourds

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000042865682>

L'article R313-32-1 du code de la route impose la mise en place, sur tous les véhicules dont le poids total autorisé en charge excède 3.5 tonnes, à l'exception des véhicules agricoles et forestiers, des engins de service hivernal et des véhicules d'intervention des autoroutes, d'une signalisation visible sur les côtés ainsi qu'à l'arrière du véhicule, matérialisant la position des angles morts. Dans ce contexte, cet arrêté vient de préciser le modèle de la signalisation ainsi que ses modalités d'apposition.

Arrêté du 10 juin 2021 modifiant l'arrêté du 18 juillet 1985 relatif aux dispositifs antidérapants équipant les pneumatiques

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043944905>

Publics concernés : usagers de la route, constructeurs et équipementiers automobiles.

Objet : prise en compte des évolutions réglementaires introduites par le décret n° 2020-1264 du 16 octobre 2020 relatif à l'obligation d'équipement de certains véhicules en période hivernale et diverses corrections.

Entrée en vigueur : les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur le lendemain de sa publication.

Notice : le décret susvisé introduit les dispositions relatives à l'obligation de détention ou de port d'équipements antidérapants visant à améliorer la sécurité et les conditions de circulation en période hivernale. Cette période hivernale définie dans le décret débute le 1er novembre et se termine le 31 mars de l'année suivante.

L'arrêté du 18 juillet 1985 susvisé autorise l'utilisation de dispositifs antidérapants inamovibles sur la période qui s'étend du samedi précédant le 11 novembre au dernier dimanche de mars de l'année suivante. Cette période étant différente de la période hivernale définie dans le décret susvisé, l'arrêté est modifié afin d'harmoniser les périodes hivernales dans les deux textes.

Arrêté du 7 avril 2021 fixant les modalités de réalisation des travaux sous tension sur les installations électriques dans le domaine de la basse tension et les références des normes applicables en la matière

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043344943>

Objet : modification des seuils de tension et de courant au-delà desquels les travaux électriques sur des installations électriques sont des travaux sous tensions nécessitant une habilitation obligatoire.

Entrée en vigueur : à date de publication au Journal Officiel (11 avril 2021).

Contenu :

Cet arrêté fixe les seuils au-delà desquels une intervention, sur ou dans le voisinage d'une installation électrique pour laquelle la mise hors tension n'a pas pu être réalisée, est considérée comme travaux sous tension :

- Sur les véhicules et les engins mobiles à motorisation thermique, électrique ou hybride ayant une énergie électrique embarquée dont la tension est supérieure à 60 volts ou dont la capacité totale de la batterie d'accumulateurs est supérieure à 275 ampères-heures
- En courant alternatif : tension supérieure à 500 V ou protection de surintensité supérieur à 63 A
- En courant continu : tension supérieure à 750 V ou protection de surintensité supérieur à 32 A
- Sur des batteries d'accumulateurs stationnaires dont la tension est supérieure à 60 V ou la capacité totale est supérieure à 27 Ampère-Heure

Les travailleurs chargés d'exécuter les travaux sous tension définis à l'article 1 sont titulaires de l'habilitation spécifique prévue à l'article R. 4544-11 du code du travail.

La conformité à la norme NF C 18-510 ou à la norme NF C 18-550 emporte conformité à cet arrêté.

LOI n° 2021-1018 du 2 août 2021 pour renforcer la prévention en santé au travail

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043884445>

Objet : La loi a pour objectif de renforcer la prévention au sein des entreprises, de décloisonner la santé publique et la santé au travail, d'améliorer la qualité du service rendu par les services de santé au travail (à travers la mise en œuvre des procédures de certification et une révision de leurs règles de certification). Outre la volonté de lutter contre la désinsertion professionnelle, la loi réorganise la gouvernance de la santé au travail en élargissant les conditions dans lesquelles le médecin du travail peut déléguer une partie de ses missions à d'autres professionnels.

Entrée en vigueur : entrée en vigueur à compter du 31 mars 2022, des décrets d'application complémentaires sont prévus.

Contenu :

Le Document Unique d'Evaluation des Risques Professionnels (DUERP) répertorie l'ensemble des risques professionnels auxquels sont exposés les travailleurs et assure la traçabilité collective de ces expositions. Sa durée de conservation passe à au moins 40 ans, en même temps qu'une dématérialisation. Le Comité Sociale et Economique (CSE), sa Commission Santé Sécurité et Conditions de Travail (CSSCT) s'ils existent sont consultés lors de sa mise à jour. Le Programme Annuel de Prévention liste les mesures devant être prise au cours de l'année à venir pour prévenir les risques. Le Passeport Prévention contient la liste exhaustive des formations santé et sécurité d'un salarié. Il a pour objectif de tracer les formations tout au long de la carrière d'un travailleur.

Arrêté du 30 juin 2021 relatif aux lieux de travail spécifiques pouvant exposer des travailleurs au radon

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043927231>

Objet : protection des travailleurs contre le risque d'exposition au radon dans des lieux de travail spécifiques.

Entrée en vigueur : au lendemain de sa publication au Journal officiel.

Contenu :

Par cet arrêté, le Gouvernement a défini les lieux de travail spécifiques nécessitant une évaluation du risque radon ainsi que les modalités particulières de prévention s'y appliquant. Visant principalement les lieux de travail au rez-de-chaussée et sous-sol de bâtiments mais aussi les lieux de travail spécifique hors bâtiments comme les cavités souterraines, les ouvrages d'art enterrés (tels que les barrages, les tunnels, les égouts, les châteaux d'eau, les parkings souterrains, les installations souterraines de transports urbains), les lieux de résurgence d'eaux souterraines.

L'arrêté précise les modalités de travail qui débute par l'évaluation des risques de présence de Radon en fonction de l'aération naturelle ou du système de ventilation. Des mesures complémentaires peuvent être mises en place pour réduire les niveaux de Radon mesurés, ainsi que des détecteurs de présence avec dispositif d'alerte. Si le niveau d'exposition au Radon ne peut être réduit une « zone radon » doit être identifiée et un suivi complémentaire et spécifique mis en place.

AUTRES THEMATIQUES

Arrêté du 28 janvier 2021 relatif à la détermination du plafond annuel de taxes et redevances perçues par chaque agence de l'eau pour l'année 2021

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043231562>

Arrêté du 6 juillet 2021 fixant le barème hors taxes des redevances prévues à l'article L. 554-2-1 du code de l'environnement pour l'année 2021

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043946817>

Publics concernés : les exploitants des réseaux aériens, enterrés ou subaquatiques de toutes catégories (notamment les réseaux électriques, de gaz, de communications électroniques, d'eau potable, d'assainissement, de matières dangereuses, de chaleur, ferroviaires ou guidés), ainsi que les prestataires de service auxquels les maîtres d'ouvrage et les exécutants de travaux peuvent avoir recours pour l'élaboration et le suivi des déclarations obligatoires préalables aux travaux menés à proximité de ces réseaux.

Objet : fixation pour l'année 2021 du barème hors taxes des redevances instituées par l'[article L. 554-2-1 du code de l'environnement](#) pour financer le téléservice www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr référençant les réseaux de transport et de distribution en vue de prévenir leurs endommagements lors de travaux tiers.

Entrée en vigueur : le lendemain du jour de sa publication au Journal officiel.

L'arrêté précise, pour l'année 2021, les valeurs des termes I1, A, B, D et E utilisés dans les assiettes de calcul hors taxes des redevances mentionnées aux articles [R. 554-10](#) et [R. 554-15](#) du code de l'environnement.

DROIT FISCAL

Décret n° 2021-451 du 15 avril 2021 modifiant le décret n° 2020-442 du 16 avril 2020 relatif aux composantes de la taxe générale sur les activités polluantes

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043386149>

Le décret modifie les composantes de la TGAP. Il prévoit que les déclarations et les paiements seront souscrits par voie électronique à compter du 1er avril 2021 pour les composantes émissions, lessives et matériaux d'extraction et à compter du 1er avril 2022 pour les composants déchets.

Il précise également les modalités applicables au règlement du solde de la composante de TGAP sur les déchets exigibles en 2020.

Il procède également à des modifications de ce décret en cohérence avec la suppression anticipée au 1er janvier 2020 de la composante huile de la taxe prévue par l'article 64 de la loi no 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021.

Ordonnance n° 2021-1843 du 22 décembre 2021 portant partie législative du code des impositions sur les biens et services et transposant diverses normes du droit de l'Union européenne

Complétée par le Décret n° 2021-1914 du 30 décembre 2021 portant diverses mesures d'application de l'ordonnance n° 2021-1843 du 22 décembre 2021 portant partie législative du code des impositions sur les biens et services et transposant diverses normes du droit de l'Union européenne

Cette ordonnance a été publiée au JORF le 29 décembre 2021 et est entrée en vigueur au 1er janvier 2022.

Le transfert du recouvrement des TIC à la DGFIP s'accompagne de la recodification des dispositions ayant trait à ces produits au sein d'un nouveau Code des Impositions sur les Biens et les Services (CIBS).

Les dispositions publiées le 29 décembre en constituent la partie législative. Le Code sera complété par une partie réglementaire en cours de rédaction.

La construction de ce nouveau code s'inscrit dans le cadre de l'habilitation étendue octroyée au Gouvernement, par les lois de finances pour 2020 et 2021, à légiférer par voie d'ordonnance pour assurer l'effectivité du transfert du recouvrement à la DGFIP et lui permettre également de prendre les

mesures nécessaires à la refonte des dispositions relatives aux impositions frappant certains biens, services ou transactions.

Ce nouveau code des impositions sur les biens et les services, prévoit un régime général d'accises frappant les énergies (Partie Législative – Livre III « Énergies, alcool et tabacs » - Chapitre II « Énergies »). Il introduit notamment des modifications déclaratives pour les utilisateurs d'énergie, à compter du 01 janvier 2022, ainsi que des modifications dans le calcul de la valeur ajoutée pour la détermination de l'intensité énergétique.

Par ailleurs, à compter du 1er janvier 2022, la déclaration sera effectuée via le formulaire n° 2040-TIC commun à l'ensemble des TIC .

Le décret est venu apporter des précisions quant à la circulation des produits soumis à accises afin d'assurer la transposition en droit interne de la Directive 2020/262 établissant le régime général des accises (refonte), quant aux modalités déclaratives de la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) et, également, quant aux modalités déclaratives de l'accise sur l'électricité, le gaz et le charbon.

DONNEES PERSONNELLES

LOI n° 2022-52 du 24 janvier 2022 relative à la responsabilité pénale et à la sécurité intérieure

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000045067923>

Modification de l'article 20, II, de la loi Informatique et Libertés – *section « mesures correctrices et sanctions »*

En cas de non-respect des obligations résultant du Règlement européen sur la protection des données à caractère personnel (RGPD), le président de la CNIL dispose de la possibilité de **rappeler au responsable de traitement ou au sous-traitant leurs obligations légales**.

Ce rappel aux obligations légales est une alternative à la mise en demeure afin de permettre pour des manquements mineurs qui ne justifient pas le prononcé de mesures publiques ou de sanctions financières de favoriser la mise en conformité des responsables de traitement et sous-traitants ayant méconnu les obligations légales qui s'imposent à eux.

Le président de la Commission a la faculté de demander la justification de la mise en conformité et peut fixer le délai de mise en conformité à vingt-quatre heures en cas d'urgence.

Ajout de l'alinéa IV, à l'article 20 de la loi Informatique et Libertés – *section « mesures correctrices et sanctions »* précisant que lorsque la formation restreinte est saisie, le président de celle-ci peut enjoindre le mis en cause de produire les éléments demandés par la CNIL. En cas d'absence de réponse à une précédente mise en demeure, il est possible pour le président **d'assortir à cette injonction une astreinte dont le montant ne peut excéder 100 euros par jour de retard**.

Il est également ajouté que la formation restreinte peut également constater qu'il n'y a plus lieu de statuer.

Création d'un nouvel article 22-1 dans la loi Informatique et Libertés – *section « mesures correctrices et sanctions »*

L'article dispose que la CNIL peut infliger une sanction selon une procédure simplifiée sous certaines conditions liées à la nature du manquement et aux garanties procédurales applicables.

Cette procédure simplifiée pourra être mise en œuvre lorsqu'aura été promulgué un Décret en Conseil d'Etat relatif à ses modalités ainsi qu'aux garanties applicables en matière de prévention des conflits d'intérêts pour les agents rapporteurs.

La procédure simplifiée pour être engagée :

- Pour infliger les mesures correctrices prévues au 1°, 2° et 7° du III de l'article 20 (dès lors que celles-ci apparaissent comme étant la réponse appropriée à la gravité des manquements constatée), il s'agit des mesures suivantes :
 - o le rappel à l'ordre
 - o l'injonction de mise en conformité avec astreinte à condition que l'astreinte n'excède pas 100 euros par jour de retard
 - o l'amende administrative à condition qu'elle n'excède pas 20 000 euros.

- Lorsque l'affaire ne présente pas de « difficultés particulières » en considération de la jurisprudence établie, des décisions précédemment rendues par la formation restreinte ou de la simplicité des questions de fait et de droit à trancher.

La procédure sera alors assurée non plus par la Commission restreinte mais par le Président de cette commission ou l'un de ses membres.

La procédure s'appuiera sur un rapport établi par un agent habilité des services de la CNIL. Le rapport sera notifié au responsable de traitement et au sous-traitant et les informe de leur possibilité de se faire représenter ou assister, de présenter des observations écrites et de demander à être entendu.

Le président de la formation restreinte ou le membre désigné pourra solliciter les observations de toute personne pouvant contribuer à son information.

La décision prise par le président de la formation restreinte ou le membre désigné ne pourront être publiques.

La formation restreinte devra alors informée de cette décision.

Sur l'amende administrative :

- Les sanctions pécuniaires prononcées dans le cadre de la procédure simplifiée peuvent s'imputer sur l'amende prononcée ultérieurement par le juge pénal pour les mêmes faits ou des faits connexes.
- L'astreinte est liquidée et le montant définitif en est fixé par le président de la formation ou le membre désigné.

Enfin, pour tout motif, le président de la formation ou le membre désigné aura la possibilité de refuser de recourir à la procédure simplifiée ou de l'interrompre. C'est le président de la CNIL qui reprendra l'instruction de l'affaire selon la procédure de poursuites classiques (article 22 de la loi Informatique et Libertés).

LOI n° 2021-998 du 30 juillet 2021 relative à la prévention d'actes de terrorisme et au renseignement

<https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/LEGIARTI000043880698/2021-07-31/>

Modifie l'article 48 de la Loi Informatique et Libertés qui concerne le droit à l'information tel que prévu par les articles 12 à 14 du Règlement européen sur la Protection des Données à Caractère Personnel (RGPD). Cette modification intègre une **exception au droit à l'information lorsque les données à caractère personnel ont été transmises en application du premier alinéa de l'article L.863-2 du code de la sécurité intérieure qui dispose :**

*« Les **autorités administratives**, autres que les services de renseignement, mentionnées au I de l'article 1er de l'ordonnance n° 2005-1516 du 8 décembre 2005 relative aux échanges électroniques entre les usagers et les autorités administratives et entre les autorités administratives **peuvent transmettre aux services spécialisés de renseignement** mentionnés à l'article L. 811-2 du présent code et aux services désignés par le décret en Conseil d'Etat prévu à l'article L. 811-4, à la demande d'un de ces services, toute information, même couverte par un secret protégé par la loi, strictement nécessaire à l'accomplissement des missions de ce service et susceptible de concourir à la défense et la promotion des intérêts fondamentaux de la Nation mentionnés à l'article L. 811-3. »*

Modifie l'article 49 de la loi Informatique et Libertés qui concerne le droit d'accès tel que prévu par l'article 15 du Règlement européen sur la Protection des Données à Caractère Personnel (RGPD). **Le droit d'accès ne s'applique pas à l'information transmises en application du premier alinéa de l'article L.863-2 du code de la sécurité intérieure.**